

RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE 2023

CA des Deux Baies en Montreuillois assainissement –
Secteurs d'Étaples, de Montreuil-sur-Mer et du Touquet-Paris-Plage






REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	Objectif
 ENGAGEMENT	Identifier rapidement nos engagements clés
 FOCUS	Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants
 RESPONSABILITÉ	Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale

Avant-propos



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2023

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégué** de votre service d'assainissement pour l'année 2023. A travers ses différentes composantes techniques, économiques et environnementales, vous pourrez apprécier la performance de votre service.

Les manifestations régulières du dérèglement climatique font peser un risque croissant sur la ressource en eau, tant sur la quantité (le "trop peu" et le "trop") que sur la qualité. En particulier, les pénuries et tensions hydriques records des derniers étés ont mis au cœur de l'actualité la nécessaire préservation de notre ressource en eau. Le gouvernement a lancé au printemps 2023 son « plan Eau » dont l'un des objectifs est de réduire de 10 % les prélèvements d'eau d'ici 2030. Ses 53 mesures visent à répondre à trois enjeux majeurs : sobriété des usages, qualité et disponibilité de la ressource.

Au cours de cette année, nous avons observé une nette diminution des volumes d'eau consommés par les Français. Cette tendance, orientée vers la préservation, crée une dynamique durable qui amorce le changement de notre modèle économique. Nous percevons déjà les prémices de cette transformation, où l'accent est mis sur la responsabilité, la performance et la régénération. Notre objectif partagé est de garantir la sécurité des volumes disponibles tout en établissant un équilibre économique favorable pour l'ensemble de la communauté. La préservation de la ressource en eau et l'adaptation de notre modèle, notamment tarifaire, sont au cœur de nos enjeux.

En 2023, la qualité de l'eau est restée une priorité. Nos équipes ont fait preuve d'un engagement continu dans la lutte contre les micropolluants (par exemple les métabolites de pesticides et les PFAS) et le maintien de la qualité d'eau. Adoptant une attitude préventive, nous mettons en place des stratégies proactives pour garantir la sécurité sanitaire de l'eau que nous fournissons, dans la lignée de la nouvelle directive Eau potable.

Notre préoccupation concerne également la qualité des rejets dans l'environnement. Nous abordons avec rigueur ce sujet conformément à la nouvelle directive européenne Eaux résiduaires urbaines par des actions proactives pour minimiser les impacts environnementaux, tout en respectant les normes les plus strictes.

Nous sommes à vos côtés plus que jamais pour adapter votre service face aux conséquences du dérèglement climatique. Cette adaptation passera par des solutions telles que la réutilisation des eaux usées, dont les récents décrets simplifient la mise en œuvre ; l'amélioration du rendement réseau ; ou l'accompagnement vers la résilience des territoires face aux inondations et aux tempêtes.

2023 a été une période charnière, et notre rapport reflète notre engagement continu envers l'excellence opérationnelle, la durabilité environnementale et la satisfaction de nos clients. Nous sommes convaincus qu'ensemble, nous pouvons contribuer à bâtir un avenir où l'eau demeure une ressource accessible et sûre.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Pierre Ribaute,
Directeur Général, Eau France

Sommaire

1.	L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE.....	6
1.1	Un dispositif à votre service.....	7
1.2	Présentation du contrat	10
1.3	Les chiffres clés	11
1.4	Les indicateurs réglementaires 2023.....	12
1.5	Autres chiffres clés de l'année 2023	13
1.6	Le prix du service public de l'assainissement.....	15
1.7	L'essentiel de l'année 2023.....	16
2.	LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION.....	30
2.1	Les consommateurs et l'assiette de la redevance	31
2.2	La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous.....	32
2.3	Données économiques.....	35
3.	LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE.....	37
3.1	L'inventaire des installations	38
3.2	L'inventaire des réseaux	42
3.3	Les indicateurs de suivi du patrimoine	44
3.4	Gestion du patrimoine.....	46
4.	LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE	53
4.1	La maintenance du patrimoine	54
4.2	L'efficacité de la collecte	63
4.3	L'efficacité du traitement	67
4.4	L'efficacité environnementale	82
5.	RAPPORT FINANCIER DU SERVICE	83
5.1	Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE).....	84
5.2	Situation des biens	87
5.3	Les investissements et le renouvellement	88
5.4	Les engagements à incidence financière	89
6.	ANNEXES.....	92
6.1	Les synoptiques des systèmes d'assainissement	93
6.2	Le bilan énergétique du patrimoine	103
6.3	Les données consommateurs par commune	113
6.4	La facture 120 m ³	115
6.5	Attestations d'assurances	121

6.6	<i>Le bilan qualité par usine</i>	122
6.7	<i>Annexes financières.....</i>	141
6.8	<i>Reconnaissance et certification de service</i>	151
6.9	<i>Actualité réglementaire 2023.....</i>	154
6.10	<i>Glossaire.....</i>	164
6.11	<i>Autres annexes.....</i>	168

1.

L'ESSENTIEL DE
L'ANNÉE



En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'assainissement. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la collecte et à la dépollution des eaux usées, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.).

1.1 Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL


<p><u>accueil téléphonique</u></p> <p>09.69.36.72.61</p>	<p>Du lundi au vendredi De 8h00 à 18h00 Le samedi De 9h00 à 12h00 09.69.36.72.61</p>
<p><u>Urgences</u></p> <p>7j/7 – 24h/24</p>	<p>09.69.36.72.61</p>
<p><u>Site d'accueil de Le Touquet</u> <i>108 Rue de Londres</i> <i>62 520 LE TOUQUET</i></p> <p>Horaire d'ouverture au public : Du lundi au vendredi De 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30</p>	

LES INTERLOCUTEURS VEOLIA À VOS CÔTÉS

Direction du Territoire Littoral Audomarois

	<p>Directeur de Territoire</p> <p>Régis ANNEBIQUE</p> <p>regis.annebicque@veolia.com</p>
	<p>Directeur du Développement</p> <p>Nicolas ROUX</p> <p>nicolas.roux@veolia.com</p>
	<p>Directeur des Opérations</p> <p>Pierre DERNONCOURT</p> <p>pierre.dernoncourt@veolia.com</p>
	<p>Responsable Consommateur</p> <p>Gérard CABOCHE</p> <p>gerard.caboche@veolia.com</p>

Sud Littoral

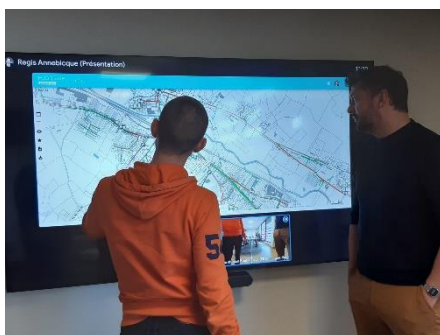
	<p>Manager Service Local</p> <p>Mathieu STAEBLER</p> <p>mathieu.staebler@veolia.com</p>
---	--

Veolia, partenaire du territoire pour relever les défis de la transformation écologique

Après une année marquée par la sécheresse, le territoire Boulonnais a subi en 2023 une autre manifestation du dérèglement climatique avec des inondations d'une ampleur inédite. Les équipes de Veolia ont été fortement mobilisées pour assurer le service en limitant les impacts pour les usagers et accompagner le territoire dans cette crise.

Mise en place d'une **cellule de crise** dès le 2 novembre 2023 et mobilisée jusqu'en janvier 2024

- plus de 30 agents et cadres mobilisés sur le territoire 24/7 sur cette crise
- reporting quotidien (CA2BM, DDTM, ARS)
- appui des directions régionales et nationales de Veolia
- mobilisation des stocks de matériels (armoires électriques, sondes ...) et équipements de secours (biens propres et location)



La **continuité de service assurée** : 100% des STEP maintenues en fonctionnement

- protection des installations notamment les stations d'épurations et PR (sacs de sable, batardeaux ...)
- mise en place de groupes électrogènes sur les ouvrages pour pallier aux coupures d'électricité
- installation de pompes sur zones inondées
- réparations des ouvrages inondés dès la décrue : exemple, armoires électriques de PR remises en service <24h

La **solidarité avec les habitants et collectivités**

- pompage des habitations par les camions hydrocureur
- désobstructions de bâtiments privés et communaux



Rupture de canalisation, Le Touquet



Pompe installée à Neuville-sous-Montreuil

1.2 Présentation du contrat

Données clés

✓ Déléataire	VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
✓ Périmètre du service	ATTIN, BEUTIN, CAMPIGNEULLES LES PETITES, CUCQ, ECUIRES, ETAPLES, FRENCQ, LA MADELAINE SOUS MONTREUIL, LE TOUQUET PARIS PLAGE, LEFAUX, MERLIMONT, MONTREUIL, NEUVILLE SOUS MONTREUIL, SAINT JOSSE, SORRUS, WAILLY BEAUCAMP
✓ Numéro du contrat	G982H
✓ Nature du contrat	Affermage
✓ Date de début du contrat	01/04/2018
✓ Date de fin du contrat	31/12/2029
✓ Liste des avenants	

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
1	23/10/2020	Mise à jour de l'inventaire et intégration-retrait ouvrages - Travaux supplémentaires

1.3 Les chiffres clés

Chiffres clés



30 281

Nombre d'habitants
desservis



26 299

Nombre d'abonnés
(clients)



13

Nombre d'installations de
dépollution



69 213

Capacité de dépollution
(EH)



206

Longueur de réseau
de collecte (km)



3 206 369

Volume traité
(m³)

1.4 Les indicateurs réglementaires 2023

Service public de l'assainissement collectif

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
[D201.0]	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	Collectivité (2)	30 330	30 281
[D202.0]	Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)	41	41
[D203.0]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	850,7 t MS	666,7 t MS
[D204.0]	Prix du service de l'assainissement seul au m³ TTC	Délégataire	3,27 €/m³	3,45 €/m³
INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
[P201.1]	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	%	%
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité et Délégataire (2)	25	25
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents (*)	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau	
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau	
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau (2)	A la charge de la Police de l'eau	
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Délégataire	100 %	100 %
[P207.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	9	5
[P207.0]	Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	714	410
[P251.1]	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délégataire	0,00 u/1000 habitants	0,00 u/1000 habitants
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	Délégataire	19,37 u/100 km	9,21 u/100 km
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	0,00 %	0,01 %
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	16 %	96 %
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	110	110
[P256.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité	
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente	Délégataire	2,10 %	2,17 %
[P258.1]	Taux de réclamations	Délégataire	0,73 u/1000 abonnés	0,61 u/1000 abonnés

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

1.5 Autres chiffres clés de l'année 2023

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPERATIONNELLE		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Délégataire	15,7 %	12,8 %
LA GESTION DU PATRIMOINE		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délégataire	19 798	19 798
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	0	0
VP.077	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	201 309 ml	206 232 ml
	Nombre de postes de relèvement	Délégataire	143	143
	Nombre d'usines de dépollution	Délégataire	13	13
	Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délégataire	69 213 EH	69 213 EH
COLLECTE DES EAUX USÉES		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Nombre de désobstructions sur réseau	Délégataire	124	79
	Longueur de canalisation curée en préventif	Délégataire	13 588 ml	9 687 ml
LA DÉPOLLUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Volume arrivant (collecté)	Délégataire	2 279 724 m ³	2 968 164 m ³
VP.176	Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Délégataire	1 718 kg/j	1 517 kg/j
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	28 637 EH	25 287 EH
	Volume traité	Délégataire	2 332 275 m ³	3 206 369 m ³
L'ÉVACUATION DES SOUS-PRODUITS		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Masse de refus de dégrillage évacués	Délégataire	38,5 t	35,1 t
	Masse de sables évacués	Délégataire	109,5 t	204,6 t
	Volume de graisses évacuées	Délégataire	267,7 m ³	169,4 m ³
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Nombre de communes desservies	Délégataire	16	16
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	26 083	26 299
	- Nombre d'abonnés du service	Délégataire	26 083	26 299
VP.068	Assiette totale de la redevance	Délégataire	1 543 101 m ³	1 433 638 m ³
	- Assiette de la redevance des abonnés du service	Délégataire	1 543 101 m ³	1 433 638 m ³

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCÈS À L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	Mesure statistique d'entreprise	Mesure statistique d'entreprise
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	80 %	81 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Non	Non
Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	Oui	Oui
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui	Oui

1.6 Le prix du service public de l'assainissement

LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de ETAPLES l'évolution du prix du service d'assainissement par m³ [D204.0] et pour 120 m³, au 1^{er} janvier est la suivante :

ETAPLES Prix du service de l'assainissement collectif	Volume	Prix Au 01/01/2024	Montant Au 01/01/2023	Montant Au 01/01/2024	N/N-1
Part délégataire			171,58	190,25	10,88%
Abonnement			17,36	19,24	10,83%
Consommation	120	1,4251	154,22	171,01	10,89%
Part communautaire			161,20	161,20	0,00%
Abonnement			40,00	40,00	0,00%
Consommation	120	1,0100	121,20	121,20	0,00%
Organismes publics			24,00	25,20	5,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,2100	24,00	25,20	5,00%
Total € HT			356,78	376,65	5,57%
TVA			35,68	37,66	5,55%
Total TTC			392,46	414,31	5,57%
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			3,27	3,45	5,50%

Les factures type sont présentées en annexe.

1.7 L'essentiel de l'année 2023

1.7.1 Principaux faits marquants de l'année

Système d'assainissement de Cucq – Le Touquet-Paris-Plage

Réseaux de collecte

Novembre :

Suite aux intempéries, inondation du PR Pelouses (Stella)



Usine de dépollution de Cucq – Le Touquet-Paris-Plage

8 février et 3 avril

Fin de la campagne RSDE 2022-2023.

13 avril

Défaillance d'un agitateur du bassin biologique ligne 1

La barre de guidage de l'agitateur (DA.AA.104) du bassin biologique de la ligne 1 a été sectionnée, endommageant l'agitateur.

25 et 27 avril - Déversements en A2

Suite à des dysfonctionnements du poste de prélèvement en tête d'usine dus à la présence d'une croûte de graisse en surface perturbant les mesures de hauteur d'eau de la bêche, des déversements ont été constatés les 25 avril (689 m³) et 27 avril (363 m³).

29 avril au 2 mai - sonde redox

Dysfonctionnement de la sonde redox du bassin biologique n°2, mauvaise régulation de l'aération, diminution des performances du traitement biologique.

La turbidité de l'effluent traité a augmenté et il présentait un aspect trouble qui a diminué l'efficacité du traitement de désinfection aux U.V.

01 juin

Non-conformité sur le paramètre E. Coli pour le prélèvement d'Autosurveillance du 30/05/2023

Les résultats pour cette première lecture sont les suivants :

- Amont :

- E. coli = 19000 u / 100 mL

- Entérocoques = 17000 u / 100 mL

- Aval :

- E. coli = 1300 u / 100 mL

- Entérocoques = 190 u / 100 mL

02 juin - sonde et des flotteurs de niveau du PR entré

Casse sur le support de sonde et des flotteurs de niveau du poste de relèvement des eaux usées de l'usine de dépollution de Cucq.

Mode opératoire pour la remise en état :

1. Pompage de la croûte avec un camion aspirateur excavateur (sans arrêt de postes)
2. Vidange et nettoyage du PR. Pour le bon déroulement de l'intervention, un arrêt des postes de refoulements des PR Canche, PR Ranch, PR Bel Air, PR Bellevue, PR Pelouse et PR Green est nécessaire le temps de l'intervention. Celui-ci ne devrait pas excéder plus de 3 heures.
3. Remise en place d'un nouveau support (intervention CATEC, perçage ...).

9 juin au 30 août - débitmètre eau brute n°3

Défaillance électrique du débitmètre, volumes refoulés estimés à partir du temps de marche de la pompe.

20 juin

Défaillance d'un motoréducteur d'une vis de convoyage des boues déshydratées vers les bennes.

Nous avons eu une casse ce jeudi 15 juin 2023 sur un motoréducteur d'une vis de convoyage servant à évacuer les boues déshydratées vers les bennes.

Un nouveau motoréducteur a été commandé et a été remonté le mercredi 21 juin 2023.

05 juillet

Non-conformité sur le paramètre E. Coli pour le prélèvement d'Autosurveillance du 04/07/2023

Les résultats pour cette première lecture sont les suivants :

- E. coli = 1900 u / 100 mL

- Entérocoques = 600 u / 100 mL

Concernant ces non-conformités, nous ne pouvons donner aucune explication, sauf une erreur analytique ou une contamination de l'échantillon post-prélèvement.

De plus, un entretien annuel des lampes UV a lieu avant la saison 2023 sur les STEP de Cucq, Berck-sur-Mer et Montreuil-sur-Mer.

Suite à ces trois non-conformités, nous avons programmé jusqu'à fin août, des prélèvements et analyses complémentaires chaque semaine sur les paramètres E. coli et Entérocoques, donc vous trouverez ci-dessous les dates de prélèvement.

- 19/07/2023 (planning d'autosurveillance 2023)
 - 20/07/2023 (hors planning d'autosurveillance 2023)

- 25/07/2023 (hors planning d'autosurveillance 2023)
- 26/07/2023 (planning d'autosurveillance 2023)
 - 01/08/2023 (hors planning d'autosurveillance 2023)
- 02/08/2023 (planning d'autosurveillance 2023)
 - 08/08/2023 (hors planning d'autosurveillance 2023)
- 10/08/2023 (planning d'autosurveillance 2023)
 - 16/08/2023 (hors planning d'autosurveillance 2023)
- 17/08/2023 (planning d'autosurveillance 2023)
 - 22/08/2023 (hors planning d'autosurveillance 2023)
- 23/08/2023 (planning d'autosurveillance 2023)
 - 29/08/2023 (hors planning d'autosurveillance 2023)
- 31/08/2023 (planning d'autosurveillance 2023)

1^{er} août

Contrôle inopiné des effluents de l'usine de dépollution par la Police de l'Eau.

17 août

Non-conformité sur les paramètres E. Coli (17/08/2023)

Les résultats pour ce prélèvement sont les suivants :

- E. coli = 890 u / 100 mL
- Entérocoques = 120 u / 100 mL

Voici les résultats obtenus des analyses supplémentaires :

Prélèvement du 22/08/2023 (hors planning d'autosurveillance 2023) :

- E. coli = <15 u / 100 mL
- Entérocoques = <15 u / 100 mL

Prélèvement du 17/08/2023 :

- E. coli = 890 u / 100 mL
- Entérocoques = <120 u / 100 mL

Prélèvement du 16/08/2023 (hors planning d'autosurveillance 2023) :

- E. coli = <15 u / 100 mL
- Entérocoques = <15 u / 100 mL

Les autres paramètres physico-chimie sont quant à eux excellents.

11 novembre - Départ de fines

Face aux fortes pluies et débits importants, il a été décidé de brider le débit entrant sur la file eau de l'usine par le maintien en fonctionnement d'une seule des 3 pompes du poste de relèvement en entrée.

Des départs de fines ont été constatés dans le clarificateur n°2 lors de la remise en fonctionnement normal.

19 décembre - Défaillance du préleveur d'eaux brutes

Nous avons rencontré une défaillance sur l'échantillonneur d'eaux brutes de l'usine de dépollution de Cucq ce mardi 19/12/2023. En effet, suite à un contrôle des préleveurs lors de la campagne d'autosurveillance du 18/12/2023 au 19/12/2023, nous avons relevé une température anormale du préleveur (9,5 degrés).

Après diagnostic, le problème venait du ventilateur et d'une carte électronique.

Système d'assainissement de Montreuil-sur-mer

Nouvel arrêté préfectoral portant prescriptions particulières à déclaration au titre du code de l'environnement en date du 12 décembre 2023.

Réseaux de collecte

avril - PR Ucaco Montreuil-sur-Mer

Installation d'un débitmètre électromagnétique sur la conduite de surverse du poste de relevage.



novembre - intempéries

Réseaux saturés par des arrivées d'eaux de pluie et d'eau de nappe, postes de relevage submergés.

Il a été constaté la présence d'hydrocarbures suite à des caves inondées et des cuves à mazout retournées.

Le secteur bas du Montreuillois est resté sous l'eau plusieurs jours et plusieurs postes de relevage sont restés inaccessibles.



Usine de dépollution de Montreuil-sur-Mer

5 avril

Contrôle inopiné des effluents de l'usine de dépollution par la Police de l'Eau.

Juillet

Surélévation de la brosse 1 afin d'optimiser l'aération et les consommations électriques

novembre - intempéries

Face aux volumes trop importants arrivant sur l'usine, il a été décidé de brider le débit d'eau brute en limitant le nombre de pompes en marche au poste Saint-Gengoult. A noter que la station est restée en fonctionnement mais inaccessible en véhicule. Il n'a pas été constaté de dégradation du traitement.



novembre - Point A2

La vanne manuelle installée sur le trop-plein du poste Saint-Gengoult a été laissée fermée. Il n'y a donc pas de déversement au point A2 de l'usine.

Système d'assainissement de Lefaux

Réseaux de collecte

2023 :

Création du cahier de vie du système d'assainissement de Lefaux. Validation par la DDTM par courrier du 7 novembre.

2023 : Mise en service poste de relèvement rue d'Étaples



1.7.2 Évolutions réglementaires

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts susceptibles d'être significatifs pour votre service.

L'année 2023 a été marquée par la publication de textes législatifs et réglementaires particulièrement structurants, à court et moyen termes, pour les services d'assainissement. Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service.

- **UN PLAN EAU : LA SOBRIÉTÉ AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES**

Le Plan Eau national a été rendu public le 30 mars 2023, à l'issue d'un été 2022 et d'un hiver 2023 marqués par un très fort déficit hydrique. Il se structure autour de trois axes, à savoir, organiser la sobriété pour tous les acteurs, optimiser la disponibilité de la ressource, préserver la qualité de l'eau.

Ce plan fixe un objectif de réduction de 10 % des prélèvements sur la ressource en eau à l'horizon 2030, pour tous les usages, à l'exception des usages pour irrigation agricole qui pourront demeurer constants.

A l'automne 2023, ce plan a été décliné sur chacun des grands bassins hydrographiques à travers un Plan d'Adaptation au Changement Climatique (PACC) qui précise la trajectoire de réduction des prélèvements par grand usage (alimentation en eau, industrie, agriculture...) au regard des projections d'évolution de la ressource en eau.

L'objectif de sobriété, tel qu'exprimé dans le Plan Eau et les différents PACC des grands bassins, n'a pas été traduit en 2023 en dispositions législatives ou réglementaires majeures.

Toutefois, la sobriété hydrique constitue désormais un critère à part entière de l'évaluation environnementale réglementaire des plans, programmes et projets, notamment les SCOT et les plans d'urbanisme.

Aussi, dorénavant, ce peut être la disponibilité de la ressource en eau qui fixe l'ambition de développement d'un territoire. Dans ce contexte nouveau, la maîtrise des consommations constitue une voie indispensable pour sécuriser un plan d'urbanisme ou un projet industriel porteur d'une ambition de développement local vis-à-vis des recours administratifs relatifs au partage de l'eau sur le territoire concerné.

Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour vous accompagner pour décliner cet objectif de sobriété sur votre service, conformément aux projets locaux de développement, et bâtir avec vous un service

d'assainissement à faible empreinte hydrique tout en étudiant les vulnérabilités du service face à ce nouvel objectif de sobriété et de maîtrise des consommations.

- **LA RÉFORME DES REDEVANCES DES AGENCES DE L'EAU**

Cette réforme a été adoptée dans la loi de finance de l'année 2024. Il est prévu qu'elle soit effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Des textes d'application sont attendus courant 2024 et viendront préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Telle qu'adoptée dans la loi de finance 2024, cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit 'Grenelle', encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir :

- pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine ;
- pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration).

Pour la redevance assainissement, la conformité en équipement, c'est-à-dire le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral (acte administratif), sera un critère à caractère rédhibitoire. Son non-respect obèrera toute possibilité de modulation de cette nouvelle redevance.

De plus, les services, en tant qu'autorité organisatrice, disposeront de la faculté de reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, qui seront appelées auprès d'eux sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur.

Enfin, cette réforme structurante des redevances survient dans un contexte d'augmentation des moyens d'intervention des agences de l'eau (Plan Eau) et s'accompagnera d'une refonte des indicateurs de performance du Systèmes d'Information des Services Publics d'Eau et d'Assainissement qui aboutira durant l'année 2024.

- **RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES : des possibilités d'usages élargies !**

Le Plan Eau présenté fin mars 2023 comporte cinq mesures visant à faciliter le recours aux eaux non-conventionnelles (ENC - incluant les eaux usées traitées, mais également les eaux de pluie, les eaux grises, les eaux d'exhaure, etc) et contribuer ainsi aux économies de prélèvement d'eau sur un territoire. Ce plan fixe pour objectif de développer 1000 projets opérationnels d'ici 2027.

Cet objectif s'est traduit dès l'automne 2023 par la publication de textes réglementaires visant à faciliter le recours aux ENC tout en les encadrant. D'autres textes, portés à la consultation publique à la fin de l'année 2023 seront publiés au cours du premier semestre 2024. Ces textes (parus et à paraître) couvrent différents périmètres en termes d'eaux non-conventionnelles et de natures d'usage (domestiques, non-domestiques, agricoles, industriels, urbains, ...).

Le décret du 29 août 2023 (JO du 30 Août 2023) vise à simplifier la procédure d'autorisation pour les usages des eaux usées traitées. Ce décret définit également les conditions pour l'utilisation, sans autorisation, des eaux de pluie pour les usages non domestiques. Outre des mesures de simplification administrative, ce décret supprime notamment la durée maximale de cinq ans auparavant fixée pour l'autorisation délivrée par le préfet pour les usages autres qu'irrigation et arrosage.

L'arrêté du 14 décembre 2023 (JO du 21 décembre 2023) encadre les conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage d'espaces verts. Cet arrêté harmonise les exigences pour les espaces verts avec celles retenues pour l'irrigation agricole (voir arrêté ci-dessous) dans le cadre de l'alignement avec le règlement européen de mai 2020 relatif à la réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation agricole. Il fait évoluer le cadre national préexistant depuis 2010 pour les espaces verts, notamment via le recours à des barrières pour limiter les exigences.

L'arrêté du 18 décembre (JO du 28 décembre) fixe les conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation des cultures. Cet arrêté reprend le cadre fixé par le règlement européen du 25 mai 2020, notamment sur les seuils de qualité exigés selon les usages, la démarche d'évaluation et de gestion des risques à mettre en place ou les barrières pour limiter les exigences.

Les textes mis en consultation fin 2023 et qui seront publiés au cours du premier semestre 2024 porteront sur :

- l'utilisation des eaux non-conventionnelles pour les usages domestiques (un décret et un arrêté prévus) ;
 - l'utilisation des eaux non-conventionnelles dans l'industrie agro-alimentaire (filère industrielle consommatrice en eau et 'critique' vis-à-vis des risques de restrictions d'usage ou de rupture d'approvisionnement en eau en période de stress hydrique) ;
 - l'utilisation des eaux usées traitées pour les usages urbains (arrêtés attendus pour le nettoyage de voiries, l'hydrocurage, etc).
- **RETOUR AU SOL DES BOUES : une volonté de maintenir ce principe mais avec un suivi renforcé à prévoir dès à présent**

La loi AGECE du 10 février 2020 (relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire) ainsi que l'ordonnance du 29 juillet 2020 (relative à la prévention et à la gestion des déchets) devrait modifier le cadre réglementaire régissant les conditions de retour au sol des boues d'épuration produites par les installations d'assainissement et, ce, à travers un ensemble de textes réglementaires (décrets, arrêtés regroupés sous le terme général de "socle commun"). Une version du projet de "socle commun" a été soumise à la consultation publique en novembre 2023, avec un objectif de publication prévu au premier semestre 2024. Cette version soumise à la consultation publique comprend deux décrets et deux arrêtés et confirme la volonté de maintenir le retour au sol des boues et composts et réaffirme l'intérêt de ce retour au sol, en cohérence avec la position européenne. Cet ensemble de textes réglementaires, entrera progressivement en application avec des échéances prévisibles à partir de fin 2024 ou début de l'année 2025.

Cette future réglementation est susceptible d'entraîner un impact sur l'équilibre de votre service de l'assainissement.

- **LA LOI "INDUSTRIE VERTE"**

La loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 est relative à l'industrie verte. Dans le respect d'un objectif de sobriété (foncière, énergétique, hydrique), elle vise à faciliter l'implantation des sites industriels, à financer les projets industriels verts, à conditionner les aides publiques à la transition écologique mais aussi à permettre une commande publique plus "verte". En effet, cette loi accélère la prise en compte de critères environnementaux

dans la commande publique. Deux nouveaux motifs d'exclusion des marchés publics sont créés : le premier pour les entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre (BEGES), le second pour les entreprises ne respectant pas leurs engagements de publication d'information en matière de durabilité. Les collectivités locales pourront choisir ou non d'appliquer ces deux motifs d'exclusion.

- **PROJET DE RÉVISION DE LA DIRECTIVE EAUX RÉSIDUAIRES URBAINE : de nouveaux défis à relever ?**

La proposition de révision de la Directive Eaux Résiduares Urbaines de 1991 a été présentée par la Commission européenne le 26 octobre 2022. Une version amendée a été adoptée par le parlement européen début octobre 2023. Le Conseil Européen a quant à lui émis ses orientations à la mi-octobre 2023.

L'adoption de cette directive est attendue pour mars 2024. Les États membres disposeront alors d'un délai de deux ans pour procéder à sa transposition.

Dans les différents projets encore soumis à arbitrage figurent :

- l'élargissement du domaine d'application de la DERU aux agglomérations d'assainissement de moins de 2 000 EH ;
- la réduction de la pollution issue du déversement direct d'eaux usées non traitées par temps de pluie ;
- la réduction des rejets en nutriments pour les stations, notamment en zone sensible à l'eutrophisation ;
- la mise en place de traitements tertiaires, notamment pour le traitement des micropolluants, pour les stations les plus importantes et/ou celles rejetant dans des milieux considérés comme présentant une sensibilité particulière ;
- une responsabilité élargie du producteur pour supporter le coût de traitement des micropolluants ciblant certaines filières industrielles comme les produits cosmétiques ;
- l'affirmation d'un objectif de neutralité énergétique.

Par ailleurs, les critères d'évaluation de la qualité des masses d'eaux superficielles évoluent.

Ainsi, en France, l'arrêté du 9 octobre 2023 (JO du 4 novembre 2023) est venu actualiser l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface. Au niveau européen, au titre de Directive Cadre sur l'Eau, de nouveaux paramètres comme par exemple les composés perfluorés (communément nommés PFAS) ou de nouveaux seuils pourraient être introduits. La directive sur les Normes de Qualité Environnementale (dite "NQE") est actuellement en cours de révision.

Ainsi, les règles de conformité locale des stations d'épuration (conformité dite locale de l'arrêté préfectoral) qui s'appuient sur les exigences de qualité des eaux superficielles sont susceptibles d'évoluer.

- **RÉSILIENCE DES SERVICES**

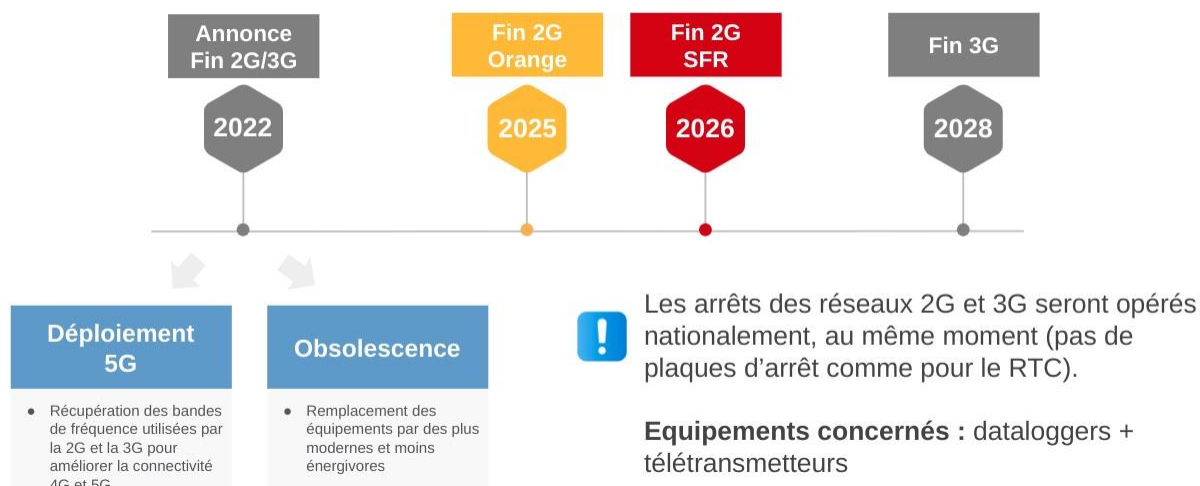
La directive européenne 2022/2557 du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques a considéré les services d'eau et d'assainissement comme des entités critiques. La transposition en droit français surviendra au plus tard le 14 octobre 2024 et sera susceptible d'impacts potentiels (financiers et/ou organisationnels) pour votre service.

• FIN DES RÉSEAUX RTC, 2G ET 3G

Les installations d'eau de tous types utilisent des équipements destinés à communiquer et partager des informations aux collectivités et aux délégataires. Elles reflètent l'état de santé des ouvrages, et alertent en cas de dysfonctionnement. Pour vous parvenir, ces données circulent sur des réseaux téléphoniques filaires de type RTC (réseau téléphonique commuté) ou des réseaux 2G/3G.

Les différents opérateurs télécom ont récemment annoncé de façon unilatérale la fin des réseaux 2G à horizon 2025 et 3G à horizon 2028. Les fréquences ainsi libérées seront réemployées pour les services en 4G et 5G.

Ces arrêts des réseaux 2G et 3G seront opérés nationalement au même moment.



A la résiliation automatique des abonnements par les opérateurs téléphoniques, les ouvrages ne pourront plus faire remonter d'information à distance. Plus aucune alerte ne parviendra pour prévenir d'un manque d'eau par exemple.

La fin annoncée des technologies 2G et 3G implique la mise en œuvre d'un plan de migration (diagnostic, sélection, approvisionnement, remplacement) des installations de communication, susceptible d'être financé par le plan de renouvellement, de travaux sur devis, ou par voie d'avenant.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous, pour répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service.

La fin des lignes RTC est programmée par plaques, avec des échéances échelonnées jusqu'à 2030.

1.7.3 Insuffisances et Propositions d'amélioration

Système d'assainissement de Cucq – Le Touquet-Paris-Plage

Le réseau de collecte

Insuffisances et points sensibles :

- ✓ Certains réseaux se trouvent en bord de mer et les installations électromécaniques subissent les dégradations dues au sable et au sel.
- ✓ La configuration du système de collecte demande une surveillance accrue en raison de la sensibilité du milieu récepteur en sa qualité d'eau de baignade.
- ✓ Le réseau d'assainissement du système de collecte est de type séparatif. Il s'avère que des volumes significatifs d'eau claire arrivent à l'entrée de l'usine d'épuration par temps de pluie. Cela met en évidence les nombreuses inversions de branchement chez les riverains. Ces inversions provoquent d'une part des surcharges du réseau d'eaux usées et d'autre part des rejets directs de pollution dans le milieu naturel au droit des exutoires des réseaux d'eau pluviale. Nous constatons également beaucoup de regards de type "roues de chars" qui provoquent des arrivées conséquentes d'eau de pluie.
- ✓ De nombreuses obstructions de branchements sont recensées sur les habitations du Touquet. Les principales causes sont la présence de boîtes « borgnes » situées sur le branchement et la présence de racines (parfois également présentes sur les collecteurs principaux).
- ✓ Des encrassements liés à la présence de graisses sont régulièrement constatés. Ponctuellement, ces dépôts peuvent être importants et conduire à des obstructions des canalisations. Ces phénomènes sont observés sur certains tronçons du centre-ville du Touquet. Les très faibles pentes des collecteurs contribuent également à l'apparition de ces phénomènes.
- ✓ Nous constatons des dépôts de graisse récurrents sur le PR Belle Vue à Cucq, récupérant les effluents de la Zone Avenue Georges Besse et du Mac Donald / Buffalo.
- ✓ Route de Boulogne à Étaples : le diamètre du réseau DN 150 est insuffisant au regard du bassin de collecte.

Pistes d'amélioration :

- ✓ Les récentes inondations ont souligné la sensibilité des armoires électriques des postes de relevage qu'il conviendrait de sécuriser.
- ✓ Dans la commune d'Etaples, l'entretien de la partie de réseau EU passant en servitude sur des terrains de la S.N.C.F. est rendu difficile par l'absence d'accès. De plus, le réseau présente de nombreux flashes et serait à renouveler. Une étude est en cours pour s'affranchir de cette canalisation avec mise en place d'un PR.

Améliorations :

- ✓ Audit agence de l'eau en décembre 2022. Un plan d'actions est en cours pour lever les remarques.

Points forts :

- ✓ La connaissance du système de collecte est optimisée par la réalisation régulière d'inspections télévisées des réseaux et des branchements ainsi que par l'organisation de campagne, par quartier, de contrôle des installations d'assainissement collectif.

Le traitement des effluents – Usine de dépollution de Cucq

Améliorations :

- ✓ Le dépotage des matières de curage est inutilisable car la vis tamiseuse n'est pas adaptée à ce type de dépotage.
Les matières de curage sont actuellement dépotées au poste de matière de vidange. Une modification du poste de réception des matières de vidange est en essai.

Pistes d'amélioration :

- ✓ Le génie civil des anciens bâtiments (local centrifugeuses / chambre à vannes / galerie biocarbone) est vieillissant et plus étanche. Une réhabilitation des bâtiments serait à prévoir.

Système d'assainissement de Montreuil-sur-Mer

Le réseau de collecte

Insuffisances et points sensibles :

- ✓ Problématique d'accès au PR Baconnière.
- ✓ Les récentes inondations ont souligné la sensibilité des armoires électriques des postes de relevage qu'il conviendrait de sécuriser.
- ✓ Des intrusions des eaux du marais sont constatées lors des périodes de crues de la Canche.

- ✓ Montreuil-sur-Mer, rue de l'Oseraie : présence d'un flash sur le réseau.

Améliorations :

- ✓ La mise à jour du SIG est en cours afin d'améliorer notre connaissance cartographique.
- ✓ Modification du comptage du trop-plein du poste UCACO par un débitmètre (mars 2023)
- ✓ Le déplacement du PR Wood Shop à Attin est à prévoir. Situé actuellement en domaine privé, son accès devrait être rendu difficile par le souhait du propriétaire de fermer sa propriété.

Le traitement des effluents – Usine de dépollution de Montreuil-sur-Mer

Insuffisances et points sensibles :

- ✓ Nous constatons des mouvements du génie civil (silo à chaux)
- ✓ L'unité est construite dans une zone marécageuse. Bien que construite sur des pieux, le génie civil semble bouger avec le temps. Cela pourrait engendrer des fuites ou des casses d'équipements.
- ✓ Le stockage des boues n'est pas conforme.
- ✓ Les diagnostics techniques réalisés signalent que le génie civil du canal Venturi n'est pas adapté.

Améliorations

- ✓ Remise à niveaux des brosses

Pistes d'amélioration :

- ✓ Les pieux commencent à ressortir sur la voirie. Il conviendrait de refaire le bitume.
- ✓ Des intrusions ont lieu sur l'enceinte de l'usine. Une télésurveillance serait nécessaire.

1.7.4 Révision du contrat

La mutabilité contractuelle est un principe clé des concessions de service public.

Des modifications peuvent lui être apportées dans les conditions de l'article L. 3135-2 du CCP. Celles-ci n'ont pas toutes la même importance mais permettent l'adaptation du contrat aux évolutions nouvelles.

C'est à cette fin que le contrat prévoit des clauses de révision,

- soit pour tenir compte de l'évolution d'un certain nombre d'indicateurs,
- soit d'une nouvelle réglementation ayant une incidence sur l'exploitation
- soit au bout d'un certain temps

La révision a donc pour objet **de recalibrer le contrat dans son équilibre**.

Les clauses de révision ont de leurs côtés pour objet de restituer un processus de discussion pouvant conduire à une négociation.

Dans le cas du présent contrat, un avenant est en cours pour y intégrer le secteur de Camiers

L'indicateur suivant a également été atteint :

- ✓ En cas de révision du périmètre du contrat

Pour tenir compte de ces évolutions, il nous paraît nécessaire d'ouvrir prochainement les discussions pour vérifier l'incidence sur le contrat en cours et recalibrer si nécessaire le contrat qui nous lie.

2.

LES
CONSOMMATEURS
ET LEUR
CONSOMMATION



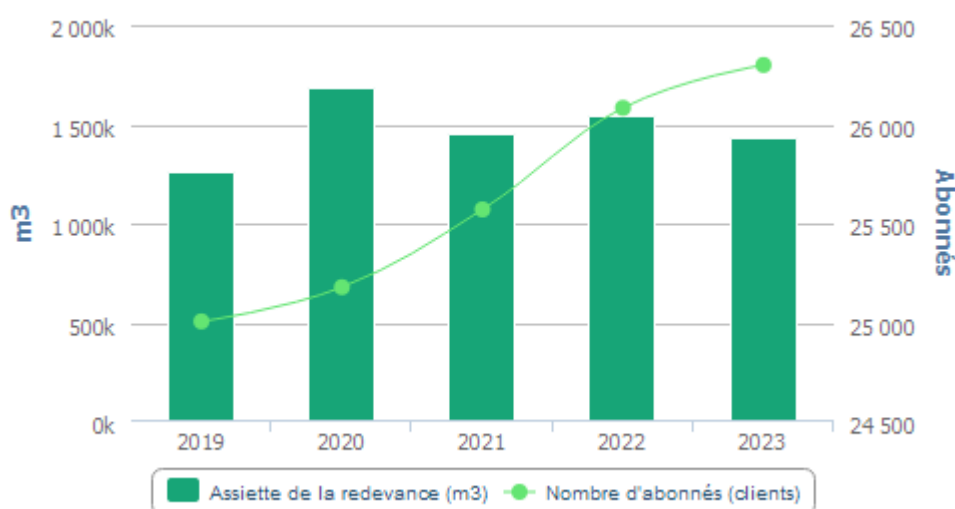
Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées aux paiements des factures.

2.1 Les consommateurs et l'assiette de la redevance

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis	25 006	25 179	25 571	26 083	26 299	0,8%
Abonnés sur le périmètre du service	25 006	25 179	25 571	26 083	26 299	0,8%
Assiette de la redevance (m3)	1 260 939	1 681 506	1 445 695	1 543 101	1 433 638	-7,1%
Effluent collecté sur le périmètre du service	1 260 939	1 681 506	1 445 695	1 543 101	1 433 638	-7,1%

Evolution comparative du nombre d'abonnés et de l'assiette de redevance



→ Les principaux indicateurs de la relation consommateurs

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	248	257	353	378	381	0,8%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	2 712	2 392	1 973	1 799	1 765	-1,9%
Taux de mutation	10,9 %	9,6 %	7,8 %	7,0 %	6,8 %	-2,9%

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

- **Nos engagements consommateurs**

Nos 8 engagements témoignent de notre mobilisation quotidienne pour la qualité de l'eau et de celle de tous les services qu'attendent les consommateurs. Qu'il s'agisse d'intervenir quand ils ont besoin de nous, de les aider à gérer leurs budgets eau, de les accompagner dans l'adaptation à la transition écologique ou de mettre à leur disposition tous les canaux d'échanges dont ils souhaitent disposer.

Nos 8 engagements

témoignent de notre mobilisation quotidienne pour la qualité de votre eau et de celle de tous les services que vous attendez.

1

L'information systématique sur la qualité de votre eau et la réponse en 24h à vos questions *

2

Des conseils et alertes en cas de surconsommation, pour préserver les ressources en eau

3

POUR ACCÉDER À CES SERVICES, TÉLÉCHARGEZ NOTRE APPLICATION ICI :

L'accès 24/7 à un service consommateurs omnicanal, adapté à chacun

4

Des conseillers clientèle près de chez vous, pour un service consommateurs 100% France

5

Le respect des délais d'intervention chez vous *

6

L'aide à la maîtrise de votre budget eau *

7

Le recueil de votre satisfaction en toute occasion *

8

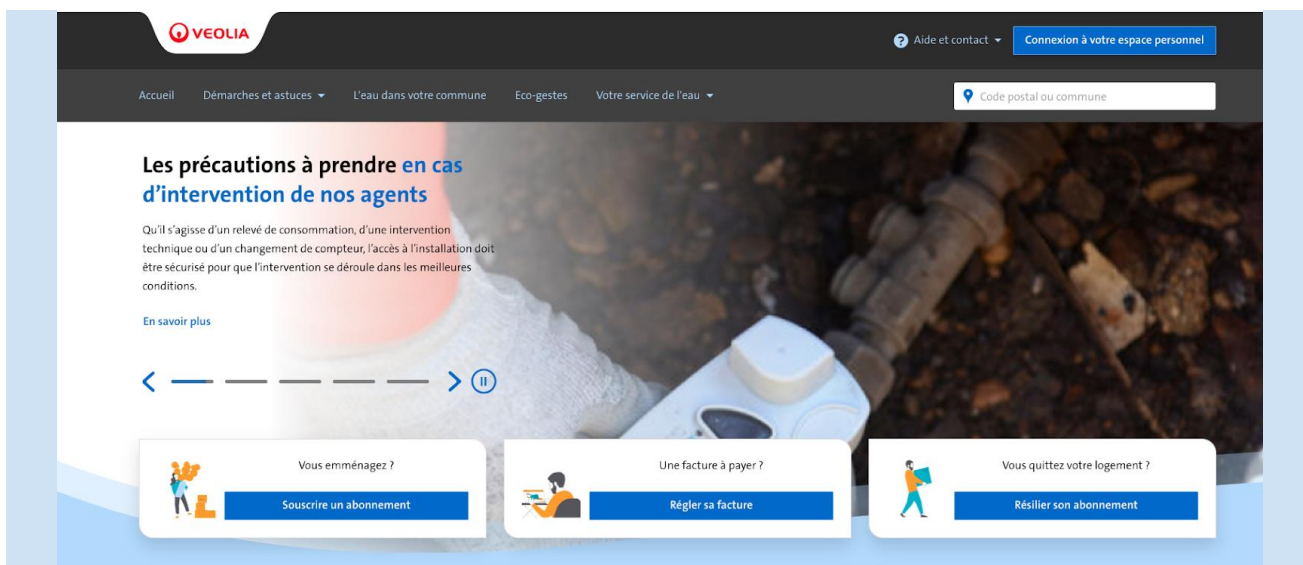
Une réponse aux réclamations sous 7 jours *

Nos engagements sont si précieux, qu'en cas de non respect, nous vous offrons 30 euros, lorsque vous nous le signalez. Rendez-vous sur eau.veolia.fr pour en savoir plus !

Ces engagements sont détaillés sur notre site eau.veolia.fr à la rubrique “Votre service de l’eau s’engage”. Ceux signalés par un astérisque font l’objet d’une garantie de service qui se traduit par un remboursement de 30 euros après signalement du consommateur en cas de manquement.

- **Notre nouveau site internet**

Plus moderne, plus simple et clair, le nouveau site internet du service de l’eau de votre collectivité met l’accent sur le parcours du consommateur. Sans navigation longue, les trois opérations clefs qui génèrent le plus grand nombre de demandes sont directement accessibles. L’emménagement, le paiement en ligne des factures et la résiliation sont disponibles dès la première page de connexion.



Plusieurs pages sont consacrées aux éco-gestes qui contribuent aux économies d’eau et à la lutte contre le dérèglement climatique, en permettant notamment à chaque consommateur de simuler la consommation de son foyer.

Les “bons réflexes” sont également détaillés afin de réduire l’impact des rejets sur le milieu naturel.

- **Notre volonté d’ancrage territorial**

L’engagement de Veolia en faveur d’un service consommateurs de proximité et de grande qualité, s’appuyant sur la densité de son ancrage territorial a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d’eau et d’assainissement à obtenir l’attestation “Relation Client 100% France”.

Délivrée par l’Association Française de la Relation Client (AFRC) et l’Association Origine France Garantie, elle certifie que toutes les équipes relations consommateurs des activités eau et assainissement de Veolia sont basées sur le territoire français, et bénéficient d’un contrat de travail en droit français. Elle est précédée d’un audit initial de l’AFNOR.



Veolia dispose en particulier de 11 Centres de Relation Client implantés en France et répartis sur le territoire national : Liévin, Vaulx-en-Velin, Toulouse, Le Mans, Caen, Metz, Maxeville, Blagnac, Lyon, Montpellier, Saint-Maurice.

- **A l'écoute des usagers**

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- la qualité de l'eau
- la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité...
- la qualité de l'information adressée aux abonnés

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Satisfaction globale	87	85	78	80	81	+1
La continuité de service	96	94	92	93	91	-2
Le niveau de prix facturé	66	64	52	55	58	+3
La qualité du service client offert aux abonnés	86	83	78	82	77	-5
Le traitement des nouveaux abonnements	93	90	82	78	78	0
L'information délivrée aux abonnés	79	77	75	77	73	-4

2.3 Données économiques

→ Le taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente [P257.0]

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2023 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'assainissement. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'impayés	1,39 %	2,11 %	2,15 %	2,10 %	2,17 %
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	51 438	91 576	106 579	101 301	110 531
Montant facturé N - 1 en € TTC	3 708 134	4 341 407	4 952 565	4 823 033	5 098 444

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

→ Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ✓ Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- ✓ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées.
- ✓ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2023, le montant des abandons de créance s'élevait à **410 €**.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social	4	2	13	9	5
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité (€)	145,98	55,85	1 257,87	713,71	410,31
Assiette totale (m3)	1 260 939	1 681 506	1 445 695	1 543 101	1 433 638

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 207.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par l'assiette de la redevance.

→ *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	1 104	637	662	551	443

3.

LE PATRIMOINE DE
VOTRE SERVICE



Collecter, traiter, surveiller... : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel sur les sites (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

Usines de dépollution	Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j)	Capacité équivalent habitant (EH)	Capacité hydraulique (m3/j)
Mini Step-Beutin-La Balastierre	3	50	
Mini Step-Beutin-Rue De La Gare	6	100	
Mini Step_De_Montcavrel	4	60	
Mini Step_Frencq_Le Clos Saint-Martin	5	80	
Mini Step-FRENCQ-Les Crapeauds_lotissement_communal	7	120	
Mini Step_Saint Josse_Résidence Ermitage	4	60	
Mini Step_Tubersent_Coquelicots	7	120	
Mini Step-Wailly Beaucamp-Monthodion	6	100	
Mini Step-Widehem-Les Eoliennes	3	50	
Mini Step-Widehem-Orée du Bois	3	50	
Station d'Epuration de Montreuil sur mer	432	8 000	3 600
Station d'Epuration_Cucq	3 600	60 000	28 800
Step_De_Lefaux	25	423	71
Capacité totale :	4 105	69 213	32 471

Capacité épuratoire en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
PR EP_Merlimont_Parc A Bateaux	Oui	72
PR_Attin_Acacias(NA)	Non	
PR_Attin_Camping Canteraine	Non	24
PR_Attin_Margueritte	Non	78
PR_Attin_RN 39	Non	43
PR_Attin_Wood Stock(Antiquaire)	Oui	
PR_Beaumerie Saint Martin_Route Nationale_Injection 3 (NA)	Non	
PR_Beaumerie Sant Martin_Marais (NA)	Non	
PR_Beaumerie_Saint Martin_7_Route Nationale_Injection 2 (NA)	Non	
PR_Beutin_Mairie (NA)	Non	
PR_Beutin_Rue De La Cavée	Non	
PR_Campigneulles-Les-Petites_Résidence Ponthieu--CAMPIGNEULLES LES PE	Non	72
PR_Campigneulles-Les-Petites_Route De Berck	Non	131
PR_Campigneulles-Les-Petites_Route De Sorrus	Non	15
PR_Cucq_Allée Daniel	Non	12

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
PR_Cucq_Allée Des Bouleaux	Non	89
PR_Cucq_Avenue Des Grillons	Non	10
PR_Cucq_Avenue Des Sports (Mairie)	Non	10
PR_Cucq_Boulevard de la Mer (WC Public Esplanade) (NA)	Non	
PR_Cucq_Camping De La Mer	Non	17
PR_Cucq_Impasse Bellevue	Non	100
PR_Cucq_Impasse Chemin Michel (NA)	Non	
PR_Cucq_Impasse Duhamel	Non	10
PR_Cucq_Ranch	Non	350
PR_Cucq_Rendy 10	Non	6
PR_Cucq_Rendy 11	Non	20
PR_Cucq_Rendy 12	Non	9
PR_Cucq_Rendy 13	Non	13
PR_Cucq_Rendy 14	Non	23
PR_Cucq_Rendy 20	Non	20
PR_Cucq_Rendy 21	Non	23
PR_Cucq_Rendy 22	Non	13
PR_Cucq_Rendy 23	Non	33
PR_Cucq_Rendy 24	Non	13
PR_Cucq_Rendy 25	Non	18
PR_Cucq_Rendy 26	Non	13
PR_Cucq_Rendy 27	Non	16
PR_Cucq_Rendy 30-31	Non	16
PR_Cucq_Rendy 32-33	Non	8
PR_Cucq_Rendy 34	Non	11
PR_Cucq_Rendy 35-36	Non	11
PR_Cucq_Rue Des Flaques	Non	40
PR_Cucq_Stella Greenwood 1	Non	8
PR_Cucq_Stella Greenwood2	Non	8
PR_Cucq_Stella Maris	Non	19
PR_Cucq_Stella Pelouses	Non	120
PR_Cucq_Stella Poste De Secours	Non	8
PR_Cucq_Stelle Place De L'Etoile	Non	35
PR_Cucq_Tulipes	Non	15
PR_Ecuire_Marais	Non	72
PR_Ecuire_Marcadée	Non	13
PR_Etaples Sur Mer_Armoise	Non	6
PR_Etaples Sur Mer_Avenue de Rombly	Non	12
PR_Etaples Sur Mer_Bel Air	Non	250
PR_Etaples Sur Mer_Bigot	Oui	56
PR_Etaples Sur Mer_Billet EU 3 Dezoteux	Oui	8
PR_Etaples Sur Mer_Billet EU 5 Lefebvre	Oui	40
PR_Etaples Sur Mer_Camping Pinède	Non	18
PR_Etaples Sur Mer_Charles VIII	Oui	40
PR_Etaples Sur Mer_Chemin Des Vaches	Non	30
PR_Etaples Sur Mer_Cimetière	Non	25
PR_Etaples Sur Mer_Collège	Non	22
PR_Etaples Sur Mer_Domaine Des Près	Non	27
PR_Etaples Sur Mer_Drifter	Oui	15

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
PR_Etaples Sur Mer_Fosse Aux Lions 1	Non	29
PR_Etaples Sur Mer_Fosse Aux Lions 2	Non	4
PR_Etaples Sur Mer_Impasse Bel Air	Non	15
PR_Etaples Sur Mer_Lotissement Communal 1	Non	11
PR_Etaples Sur Mer_Lotissement Communal 2	Non	11
PR_Etaples Sur Mer_MDDL (NA)	Non	5
PR_Etaples Sur Mer_Molières	Non	25
PR_Etaples Sur Mer_Opalopolis (NA)	Non	36
PR_Etaples Sur Mer_Palette	Non	30
PR_Etaples Sur Mer_Piscine EU (jeunes pains)	Non	78
PR_Etaples Sur Mer_Place Jeanne D'Arc	Non	10
PR_Etaples Sur Mer_Pont Rose	Non	100
PR_Etaples Sur Mer_Position	Non	40
PR_Etaples Sur Mer_Rue Tabarly	Non	23
PR_Etaples Sur Mer_Ruelle Du Mont Levin	Non	11
PR_Etaples Sur Mer_Services Techniques	Non	25
PR_Etaples Sur Mer_Tennis Avenue Des Oyats	Non	12
PR_Etaples Sur Mer_Verdun (Prise Temps Sec)	Non	24
PR_Etaples Sur Mer_ZI Valigot	Non	25
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Chemin de la Source (Privé1)	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Chemin du Marais (Privé 2)	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Privé 3	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Privé 4	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Privé 5	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Privé 6	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Privé 7	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Privé 8	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Privé 9	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Robinsson	Non	16
PR_Le Touquet_Aéroéjecteur Aqualud	Non	10
PR_Le Touquet_Allée Des Mouettes	Non	20
PR_Le Touquet_Artois (Prise Temps Sec)	Non	14
PR_Le Touquet_Avenue De Picardie	Non	57
PR_Le Touquet_Avenue Des Mille Agrements	Non	21
PR_Le Touquet_Blériot	Non	12
PR_Le Touquet_Canche	Non	350
PR_Le Touquet_Casino Du Palais	Non	21
PR_Le Touquet_Char A Voile Base Sud	Non	5
PR_Le Touquet_Coop Artois	Non	25
PR_Le Touquet_Dunes Au Loup (Centre Equestre)	Non	35
PR_Le Touquet_Ferinel	Non	57
PR_Le Touquet_Foyer Des Travailleurs	Non	25
PR_Le Touquet_François Godin	Non	35
PR_Le Touquet_Grand Hotel (Prise Temps Sec)	Non	18
PR_Le Touquet_Hameau Du Parc	Non	25
PR_Le Touquet_Hippocanche (NA)	Non	
PR_Le Touquet_Hippodrome	Non	18
PR_Le Touquet_Hippodrome Tir A L'Arc (Prise Temps Sec)	Non	17
PR_Le Touquet_Hippotel	Non	20

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
PR_Le Touquet_Jean Monnet	Non	2
PR_Le Touquet_KARTING	Non	10
PR_Le Touquet_Mairie	Non	49
PR_Le Touquet_Poste De Secours	Non	20
PR_Le Touquet_Suffren (Prise Temps Sec)	Non	18
PR_Le Touquet_18 Juin (Prise Temps Sec)	Non	16
PR_Lefaux_Rue D'Etaples (NA)	Non	
PR_Merlimont_Calvaire	Non	8
PR_Merlimont_Clos P.E. Damoye	Non	6
PR_Merlimont_Flandres	Non	54
PR_Merlimont_Green	Non	70
PR_Merlimont_Plaine Bouchart	Non	
PR_Merlimont_Poste De Secours	Non	15
PR_Merlimont_Poste De Secours Aéroéjecteur	Non	
PR_Merlimont_Près Collinot	Non	
PR_Merlimont_Résidence le Petit Moulin	Non	18
PR_Merlimont_Rue Daubrege	Non	56
PR_Merlimont_Rue Des Près Morus	Non	
PR_Merlimont_Ruisseau	Non	100
PR-Montreuil Sur Mer-Paon	Non	
PR_Montreuil-Sur-Mer_La Baconniere	Non	25
PR_Montreuil-Sur-Mer_Preaux	Oui	74
PR_Montreuil-Sur-Mer_Saint-Gengoult	Non	85
PR_Montreuil-Sur-Mer_Thorin	Non	135
PR_Montreuil-Sur-Mer_Ucaco	Non	66
PR_Neuville-Sous-Montreuil_Chartreuse	Non	128
PR_Neuville-Sous-Montreuil_Rond Point	Non	56
PR_Neuville-Sous-Montreuil_Route De Boulogne	Non	32
PR_Sorrus_Champs Fleuris	Non	12
PR_Sorrus_Impasse Des Fossettes	Non	65

(NA) ouvrage non avenanté au contrat mais d'ores et déjà exploité par Veolia.

Autres installations

DO_Le Touquet_Boulevard de la Canche
DO_Montreuil Sur Mer_Porte de Boulogne

3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- ✓ des réseaux de collecte,
- ✓ des équipements du réseau,
- ✓ des branchements.

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ Les canalisations, branchements et équipements

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Canalisations						
Longueur totale du réseau (km)	156,3	189,2	198,6	201,3	206,2	2,4%
Canalisations eaux usées (ml)	156 270	189 183	198 618	201 309	205 499	2,1%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	127 529	160 442	167 612	170 545	171 415	0,5%
<i>dont refoulement (ml)</i>	28 741	28 741	31 006	30 764	34 084	10,8%
Canalisations unitaires (ml)					733	
<i>dont gravitaires (ml)</i>					733	
Branchements						
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	19 672	19 798	19 798	19 798	19 798	0,0%
Ouvrages annexes						
Nombre de regards	3 013	4 137	4 348	4 427	4 469	0,9%
Nombre de déversoirs d'orage instrumentés	1	1	2	2	2	0,0%

	EU gravitaire (ml)	EU refoulement (ml)	UN gravitaire (ml)	UN refoulement (ml)
Longueur totale (ml) tous diamètres - tous matériaux	171 415	34 084	733	
DN 40 (mm) - PVC		72		
DN 63 (mm) - Indéterminé		1 804		
DN 63 (mm) - Polyéthylène		331		
DN 63 (mm) - PVC		1 045		
DN 65 (mm) - Indéterminé		29		
DN 65 (mm) - Polyéthylène		205		
DN 75 (mm) - Polyéthylène		416		
DN 80 (mm) - Indéterminé		504		
DN 90 (mm) - Fonte		126		
DN 90 (mm) - Indéterminé		411		
DN 90 (mm) - Polyéthylène		231		
DN 90 (mm) - PVC		1 797		
DN 100 (mm) - Amiante ciment	38			
DN 100 (mm) - Fonte		890		
DN 100 (mm) - Fonte ductile		46		
DN 100 (mm) - Indéterminé		3 857		
DN 100 (mm) - Polyéthylène		1 731		
DN 100 (mm) - PVC	17	289		
DN 110 (mm) - Indéterminé		89		

	EU gravitaire (ml)	EU refoulement (ml)	UN gravitaire (ml)	UN refoulement (ml)
DN 110 (mm) - Polyéthylène		934		
DN 125 (mm) - Amiante ciment	54			
DN 125 (mm) - Indéterminé		124		
DN 125 (mm) - PVC	5			
DN 140 (mm) - Indéterminé		381		
DN 150 (mm) - Amiante ciment	1 202			
DN 150 (mm) - Béton	271			
DN 150 (mm) - Fonte	467			
DN 150 (mm) - Grès	20			
DN 150 (mm) - Indéterminé	13 720	227		
DN 160 (mm) - Fonte	4			
DN 160 (mm) - Indéterminé	452	178		
DN 160 (mm) - PVC	390			
DN 200 (mm) - Amiante ciment	8 997			
DN 200 (mm) - Béton	235			
DN 200 (mm) - Fonte	1 516			
DN 200 (mm) - Grès	711			
DN 200 (mm) - Indéterminé	92 197	6 181		
DN 200 (mm) - Polyéthylène		1 197		
DN 200 (mm) - PVC	34 242			
DN 250 (mm) - Amiante ciment	291			
DN 250 (mm) - Béton	27			
DN 250 (mm) - Fonte	22			
DN 250 (mm) - Grès	17			
DN 250 (mm) - Indéterminé	4 990	703		
DN 250 (mm) - PVC	26			
DN 300 (mm) - Amiante ciment	220			
DN 300 (mm) - Béton	1 226		54	
DN 300 (mm) - Fonte	193			
DN 300 (mm) - Grès	20			
DN 300 (mm) - Indéterminé	3 306	3 104		
DN 300 (mm) - PVC	770			
DN 350 (mm) - Indéterminé	223	4 958		
DN 400 (mm) - Béton	165		483	
DN 400 (mm) - Fonte ductile	58			
DN 400 (mm) - Indéterminé	3 506			
DN 500 (mm) - Béton	51			
DN 500 (mm) - Indéterminé	278			
DN 600 (mm) - PVC			109	
DN 1000 (mm) - Béton			57	
DN 1200 (mm) - Autre	17			
DN indéterminé (mm) - Béton			30	
DN indéterminé (mm) - Indéterminé	1 430	1 700		
DN indéterminé (mm) - Polyéthylène		524		
DN indéterminé (mm) - PVC	41			

3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments, etc. , constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée selon le cadre défini par le contrat une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2]

Pour l'année 2023, le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2] est de 0,01 %. Le tableau suivant précise les linéaires renouvelés portés à la connaissance du délégataire et permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en prenant le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur du réseau.

	2019	2020	2021	2022	2023
Taux moyen de renouvellement des réseaux (%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml)	156 270	189 183	198 618	201 309	206 232
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0	0	0
Longueur renouvelée par la collectivité (ml)	0	0	0	0	71
Longueur renouvelée totale (ml)	0	0	0	0	71

Réhabilitation de 71 ml de réseau par la CA2BM.

3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice [P202.2] pour l'année 2023 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2019	2020	2021	2022	2023
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	25	25	25	25	25

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)		
VP250	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP251	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP252	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP253	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		29,7 %
VP254	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
Combinaison des variables VP252, VP253 et VP254	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	0
VP255	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	10
Total Parties A et B		45	25
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)			
VP256	Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	15	
VP257	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	
VP258	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	
VP259	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	
VP260	Localisation des autres interventions	10	
VP261	Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	10	
VP262	Mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	
Total:		120	25

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que des informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4 Gestion du patrimoine

3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ Les installations

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
SECTEUR MONTREUIL		
STEP MONTREUIL		
AGITATEUR ZONE DE CONTACT	Renouvellement	Compte
AGITATEURS	Rénovation	Compte
POMPES D'EXTRACTION	Renouvellement	Compte
AGITATEUR CUVE LAIT DE CHAUX	Renouvellement	Compte
POMPE ALIMENTATION	Renouvellement	Compte
FILTRE PLATEAUX(cf ZZ19)	Rénovation	Cté de service
PRELEVEURS ET DEBITMETRES	Rénovation	Compte
POMPES POLYMERES	Rénovation	Compte
ENS MOTOREDUCTEUR ET ACCOUPLEMNT BROSE 1	Renouvellement	Compte
AGITATEUR BA NÂ°1	Renouvellement	Compte
HUISSERIE	Renouvellement	Compte
PR FEU ROUGE		
PANIER DE DEGRILLAGE	Renouvellement	Compte
PR ANTIQUAIRE		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR MADELEINE - LA GRENOUILLERE		
POMPE RELEVAGE 2	Renouvellement	Compte
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 1		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 2		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 3		

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 4		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 5		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 6		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 7		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 8		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 9		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR 11 NOVEMBRE		
POMPE RELEVAGE 2	Renouvellement	Compte
BASSIN TAMPON 11 NOVEMBRE		
DEBITMETRE SURVERSE	Rénovation	Compte
MINI-STEP TUBERSENT		
Surpresseur d'Air 1	Renouvellement	Compte
MINI-STEP MONTCAVREL		
Surpresseur d'Air 1	Renouvellement	Compte
SECTEUR ETAPLES		
PR - ETAPLES - BIGOT		
VANNE D'ISOLEMENT	Renouvellement	Compte
MESURE DE NIVEAU PR	Rénovation	Compte
PANIER DE DEGRILLAGE	Renouvellement	Compte
PR - ETAPLES - BEL AIR		
MOTO-REDUCTEUR DU DEGRILLEUR	Renouvellement	Compte
MOTEUR DE LA VIS DE CONVOYAGE	Renouvellement	Compte
PR - ETAPLES - PISCINE EU		
POMPE DE RELEVEMENT 1	Renouvellement	Compte
POMPE DE RELEVEMENT 2	Renouvellement	Compte
MESURE DE NIVEAU	Rénovation	Compte
ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement	Compte
SUPPORT DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte
PR - ETAPLES - ZI VALIGOT		
POMPE DE RELEVEMENT 2	Renouvellement	Compte
PR - ETAPLES - LOTISSEMENT COMMUNAL 2		
MESURE DE NIVEAU	Rénovation	Compte
JEU DE POIRES DE NIVEAU	Rénovation	Compte
PR - ETAPLES - PALETTE		
MESURE DE NIVEAU	Renouvellement	Compte
PR - ETAPLES - MOLIERES		

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement	Compte
SUPPORT DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte
PR - ETAPLES - RUELE DU MONT LEVIN		
MESURE DE NIVEAU	Rénovation	Compte
JEU DE POIRES DE NIVEAU	Rénovation	Compte
PR - ETAPLES - AVENUE DE ROMBLY		
MESURE DE NIVEAU	Renouvellement	Compte
PR - ETAPLES - FOSSE AUX LIONS 2		
ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement	Compte
SUPPORT DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte
PR - ETAPLES - FOSSE AUX LIONS 1		
ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement	Compte
PR - ETAPLES- ARMOISE		
POMPE DE RELEVEMENT 2	Renouvellement	Compte
PR - ETAPLES - RUE TABARLY		
MESURE DE NIVEAU	Rénovation	Compte
SECTEUR TOUQUET		
PR - LE TOUQUET - GRAND HOTEL		
MESURE DE NIVEAU	Renouvellement	Compte
PR - LE TOUQUET - ARTOIS		
CLAPET 1	Renouvellement	Compte
CLAPET 2	Renouvellement	Compte
PR-LE TOUQUET-HIPPODROME		
POMPE DE RELEVEMENT 1	Renouvellement	Compte
PR - MERLIMONT - RUE DAUBREGE		
POMPE DE RELEVEMENT 1	Renouvellement	Compte
PR - LE TOUQUET - AVENUE DE PICARDIE		
MESURE DE NIVEAU	Renouvellement	Compte
PR - LE TOUQUET - CANCHE		
MESURE DE NIVEAU	Renouvellement	Compte
ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation	Compte
SUPPORT DE TELETRANSMISSION	Rénovation	Compte
VARIATEUR DE FREQUENCE 1	Rénovation	Compte
VARIATEUR DE FREQUENCE 2	Rénovation	Compte
VARIATEUR DE FREQUENCE 3	Rénovation	Compte
PR - LE TOUQUET - HAMEAU DU PARC		
ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement	Compte
SUPPORT DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte
PR - LE TOUQUET - HIPOTEL		
ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement	Compte
SUPPORT DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte
PR - CUCQ - IMPASSE BELLEVUE		
POMPE DE RELEVEMENT 2	Renouvellement	Compte

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
PR - CUCQ - RANCH		
POMPE DE RELEVEMENT 1	Rénovation	Compte
POMPE DE RELEVEMENT 2	Rénovation	Compte
POMPE DE RELEVEMENT 3	Rénovation	Compte
CLAPETS-VANNES	Rénovation	Compte
ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement	Compte
CENTRALE DETECTION GAZ	Renouvellement	Compte
PR - CUCQ - RENDY 13		
POMPE DE RELEVEMENT 1	Renouvellement	Compte
PR - CUCQ - RENDY 14		
POMPE DE RELEVEMENT 1	Renouvellement	Compte
PR - CUCQ - TULIPES		
POMPE DE RELEVEMENT 1	Renouvellement	Compte
POMPE DE RELEVEMENT 2	Renouvellement	Compte
PR - CUCQ - STELLA PLACE DE L'ETOILE		
TRAPPE	Rénovation	Compte
STEP - CUCQ (60 000 EH)		
MOTEUR VIS CENTRI 1	Renouvellement	Compte
MOTEUR BOL CENTRI 1	Renouvellement	Compte
MOTEUR VIS CENTRI 2	Renouvellement	Compte
MOTEUR BOL CENTRI 2	Renouvellement	Compte
EVACUATION DES BOUES CHAULEES-POTENCE DE REPARTITI	Rénovation	Compte
UNITE DE CONTROLE / COMMANDE-ARMOIRE DE COMMANDE F	Rénovation	Cté de service
UNITE DE CONTROLE / COMMANDE-ARMOIRE DE COMMANDE T	Rénovation	Compte
MINISTEP G982H		
MINISTEP G982H		
MINI STEP HORSIJT	Renouvellement	Compte
SECTEUR TOUQUET STEP - CUCQ (60 000 EH)		
Relèvement Eaux Usées Le Touquet		
Pompe de Relèvement 3 Poste Le Touquet	Renouvellement	Compte
Prétraitement		
Préleveur Eaux Brutes	Renouvellement	Compte
VIS COMPACTEUR DECHETS EB	Renouvellement	Compte
Traitement Bio à Boues Activées File 1		
Agitateur 1 Zone Aérobie File 1	Renouvellement	Compte
Recirculation des Boues File 1		
Pompe Recirculation 1 File 1	Renouvellement	Compte
Pompe Recirculation 2 File 1	Renouvellement	Compte
Pompe Recirculation 3 File 1	Renouvellement	Compte
Recirculation des Boues File 2		
Pompe Recirculation 1 File 2	Renouvellement	Compte
Recirculation des Boues File 3		
Pompe Recirculation 2 File 2	Renouvellement	Compte

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
Recirculation des Boues File 4		
Pompe Recirculation 3 File 2	Renouvellement	Compte
Bâche à Flottants		
Pompe Transfert Bâche Flottant Vers Boues Décantée	Renouvellement	Compte
Poste Toutes Eaux (Eaux)		
ENS CLAPETS VANNESPOSTE TTESEaux	Renouvellement	Compte
Filtration Tertiaire		
Détecteurs de Niveau Poire FT 1	Renouvellement	Compte
Détecteurs de Niveau Poire FT 2	Renouvellement	Compte
Détecteurs de Niveau Poire FT 3	Renouvellement	Compte
Détecteurs de Niveau Poire FT 4	Renouvellement	Compte
Détecteurs de Niveau Poire FT 5	Renouvellement	Compte
Détecteurs de Niveau Poire FT 6	Renouvellement	Compte
Désinfection Ultraviolets		
Module nettoyage lampe UV	Rénovation	Compte
MOTOREDUCTEUR VANNE	Renouvellement	Compte
Réception Produits de Curage		
Compacteur/ Dégrilleur Petits Fumiers	Rénovation	Compte
Soutirage Boues Réacteur Saphir		
Pompe Transfert 1 Boue Réact Saphir->Centrifugé	Renouvellement	Compte
Pompe Transfert Boues Réacteur Saphir secours	Renouvellement	Compte
Extraction des Sables Dessableur/ Déshuileur		
Pompe Transfert Dessableur 2->Traitement Sables	Renouvellement	Compte
Distribution d'Air Service		
ENS TUYAUTERIE PNEUMATIQUE	Rénovation	Compte
Polymère Liquide/Gel (Déshydratation)		
AGITATEUR_CUVE_STOCKAGE_POLYMERE	Renouvellement	Compte
CUVE_STOCKAGE_POLYMERE	Renouvellement	Compte
Polymère Liquide Cationique (Epaississement)		
Pompe Doseuse Polymère Dilué Vers Epaississement 1	Renouvellement	Compte
Pompe Doseuse Polymère Dilué Vers Epaississement 2	Renouvellement	Compte
Pompe Doseuse Secours Polymère Dilué Epaississement	Renouvellement	Compte
Unité de Contrôle / Commande		
Variateur Fréquence Pompe 1 Relèvement Le Touquet	Rénovation	Compte
Variat. Fréq Pompe 2 Relèvement Le Touquet+Pompe 1	Rénovation	Compte
Variateur Fréquence Pompe 3 Relèvement Le Touquet	Rénovation	Compte
Variateur Fréquence Pompe 1 Recirculation File 1	Renouvellement	Compte
Variateurs de Fréquence Centrifugeuse 1 et 2	Renouvellement	Compte
Variateur de Fréquence Pompe Gaveuse File 1	Renouvellement	Compte
Variateur de Fréquence Pompe Gaveuse File 2	Renouvellement	Compte
ENS 3 VARIATEURS PPES EAUX INDUS	Renouvellement	Compte
Bâtiments d'Exploitation		
PONT BASCULE	Rénovation	Compte

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
Aménagements Extérieurs		
PLUVIOMETRE	Renouvellement	Compte

→ Les réseaux et branchements

Lieu ou ouvrage	Description
Le Touquet angle rue de Metz / rue Jean Monnet	renou. fonte 400 et réhausse circulaire béton 650
Montreuil-sur-Mer 85 rue Pierre Ledent	renou. fonte 40x40

Pour l'année 2023, les travaux de renouvellement réalisés par la Collectivité figurent au tableau suivant :

Lieu ou ouvrage	Description
Rue d'Hérambault ETAPLES	Travaux de réhabilitation par l'intérieur de 71 mL de réseaux Ø200.

3.4.2 Les travaux neufs réalisés

→ Les installations

Travaux réalisés par le délégataire :

Installations électromécaniques	Réalisé dans l'exercice
1ER ETABLISSEMENT	
1ER ETAB 2020	
AMENAGEMENT PR CANCHE_ - CUCQ	X
AMENAGEMENT PR RANCH-CUCQ 2022	X
SECTEUR MONTREUIL	
STEP MONTREUIL	
AUDIT ENERGETIQUE STEP MONTREUIL	X

→ Les réseaux et branchements

Les principales opérations réalisées par la Collectivité figurent au tableau suivant :

Lieu ou ouvrage	Description
Le Touquet (17) - Merlimont (2) - Etaples (7) - Montreuil-sur-Mer (2) - Attin (1) - Cucq (4) - Lefaux (1) - Sorrus (1)	Pose de 35 boîtes de branchement.
Rue des Certains CUCQ (2ème partie)	Pose de 365 mL de canalisations Ø200 et 26 boîtes de branchement.
Rues des Algues, de Champagne, du Nord et du Boulonnais MERLIMONT	Pose de 415 mL de canalisations Ø200 et 70 boîtes de branchement.

Lieu ou ouvrage	Description
Route Nationale BEUTIN (2ème phase)	Pose de 420 m de canalisations Ø200 et 24 boîtes de branchement.
Rue de la Mairie, du Pizet et des Mouchets CAMPIGNEULLES-LES-PETITES	Pose de 1350 m de canalisations Ø200 et 68 boîtes de branchement.

4.

LA PERFORMANCE
ET L'EFFICACITÉ
OPÉRATIONNELLE
POUR VOTRE
SERVICE



La performance du service d'assainissement est un enjeu majeur, aussi bien pour le confort des consommateurs et des riverains au quotidien que pour maîtriser l'empreinte environnementale de cette activité. Ce chapitre regroupe les informations relatives à l'efficacité du service, de la collecte au traitement, et aborde également son impact sur l'environnement (déversements en milieu naturel, consommation de réactifs, bilan énergétique).

4.1 La maintenance du patrimoine



ENGAGEMENT

On distingue deux types d'interventions :

- ✓ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ✓ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



FOCUS

La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

→ Les opérations de maintenance des installations

Pour chaque installation de collecte et/ou de traitement du périmètre affermé, un planning des différentes opérations de maintenance préventive permet l'organisation des interventions par l'exploitant : curage des ouvrages, graissage, contrôles réglementaires, remplacement de pièce d'usure.

→ Les opérations de maintenance des réseaux et branchements

Lieu ou ouvrage	Description
Le Touquet bd de la Canche face gd hotel	réparation et dévoiement réseaux EU
Le Touquet angle bd Daloz / rue Jean Monnet	étanchéité dans regard 1000
Le Touquet angle rue de Moscou / rue st Louis	étanchéité au niveau de la chute dans regard ø1000
Le Touquet rue Saint-Louis angle rue de Moscou	réparation ø200 par chemisage
Cucq 1248 bd Edmond Labrasse	déraccordement de boîte de brcht
Merlimont 48 bd de la Manche	étanchéité boîte avec dépose / repose
Etaples Rond-point du Pont Rose	mise à niveau fonte 600
Montreuil 5 rue Pierre Ledent	étanchéité tuyau, fourniture et pose DST 40x40 et mise à niveau
Montreuil 59 place du Général de Gaulle	étanchéité intérieur regard

La CA2BM a fait procéder à :

- la réparation de 5 boîtes de branchement sur la commune de Merlimont,
- l'élévation de 9 boîtes sur Le Touquet-Paris-Plage,
- la réparation du collecteur rue de Londres au Touquet-Paris Plage.

Dans le cadre du suivi et de l'entretien des réseaux de collecte, différentes interventions, complémentaires aux opérations de curage préventives et curatives, sont réalisées par l'exploitant comme des contrôles de collecteur ou de branchement, des enquêtes et recherches ainsi que des petits travaux et réparations sur les équipements du réseau.

Des campagnes préventives ou curatives de traitement des nuisibles (rongeurs, insectes) et l'entretien des espaces verts complètent la maintenance des réseaux et des installations.

→ L'auscultation du réseau de collecte

Interventions d'inspection et de contrôle	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml)	1 507	0	0	0	0	0%

Réalisation des inspections télévisées depuis le début du contrat

Le Touquet Paris-plage

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2022
Réalisé / an	0 mL/an	380 mL/an	0 mL/an	0 mL/an	0 mL/an	0 mL/an
Cumul réalisé	0 mL	380 mL	380 mL	380 mL	380 mL	380 mL
Objectif / an	1 707 mL/an	1 707 mL/an	1 707 mL/an	1 707 mL/an	1 707 mL/an	1 707 mL/an
Cumul objectif	1 707 mL	3 414 mL	5 121 mL	6 828 mL	8 535 mL	10 242 mL
Taux cumulé	0,0 %	11,1 %	7,4 %	5,6 %	4,5 %	3,7 %

Etaples

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2022
Réalisé / an	0 mL/an	1 117 mL/an	0 mL/an	0 mL/an	0 mL/an	0 mL/an
Cumul réalisé	0 mL	1 117 mL	1 117 mL	1 117 mL	1 117 mL	1 117 mL
Objectif / an	801 mL/an	801 mL/an	801 mL/an	801 mL/an	801 mL/an	801 mL/an
Cumul objectif	801 mL	1 602 mL	2 403 mL	3 204 mL	4 005 mL	4 806 mL
Taux cumulé	0,0 %	69,7 %	46,5 %	34,9 %	27,9 %	23,2 %

Montreuil-sur-Mer

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2022
Réalisé / an	0 mL/an	10 mL/an	0 mL/an	0 mL/an	0 mL/an	0 mL/an
Cumul réalisé	0 mL	10 mL	10 mL	10 mL	10 mL	10 mL
Objectif / an	720 mL/an	720 mL/an	720 mL/an	720 mL/an	720 mL/an	720 mL/an
Cumul objectif	720 mL	1 440 mL	2 160 mL	2 880 mL	3 600 mL	4 320 mL
Taux cumulé	0,0 %	0,7 %	0,5 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %

Caméra portative

Ville	Adresse	date	Équipement	remarques
Système d'assainissement de Cucq				
LE TOUQUET PARIS PLAGE	Rue Jean Monnet	24-janv.	collecteur	
LE TOUQUET PARIS PLAGE	15 rue de la Peyrouse	17-janv.	branchement	casse en domaine privé
LE TOUQUET PARIS PLAGE	15 rue Jean Bart	16-août	branchement	
ETAPLES-SUR-MER	60 AVENUE DU MONT LEVIN	29-sept.	collecteur	

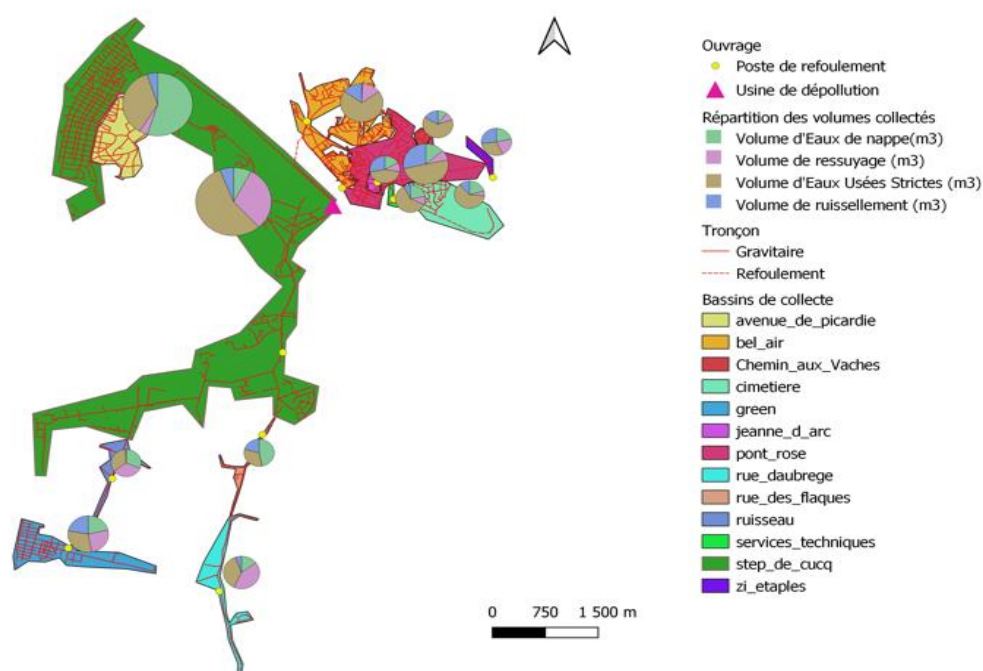
Contrôles visuels

Contrôles	Commune	localisation	activité	Equipement	observation
Système d'assainissement de Cucq					
31-janv.	LE TOUQUET PARIS PLAGE	Bld pouget	contrôle	collecteur	point noir - avant Enduro
7-juin	LE TOUQUET PARIS PLAGE	rue de Paris	contrôle	collecteur	suite changement de tampons
16-nov.	LE TOUQUET PARIS PLAGE	99 av. des mille agréments	contrôle	collecteur	
17-mars	MERLIMONT	RUE DES ALGUES	contrôle	collecteur	
18-sept.	MERLIMONT	Avenue de la plage	contrôle	collecteur	plusieurs anomalies
8-août	ÉTAPLES	Bergerie (voie SNCF)	contrôle	collecteur	à nouveau le 17/8
22-sept.	ETAPLES-SUR-MER	7 RUE LEON BILLIET	contrôle	collecteur	débordement suite pluies - problème récurrent
20-nov.	ETAPLES	Rue des molières	contrôle	collecteur	

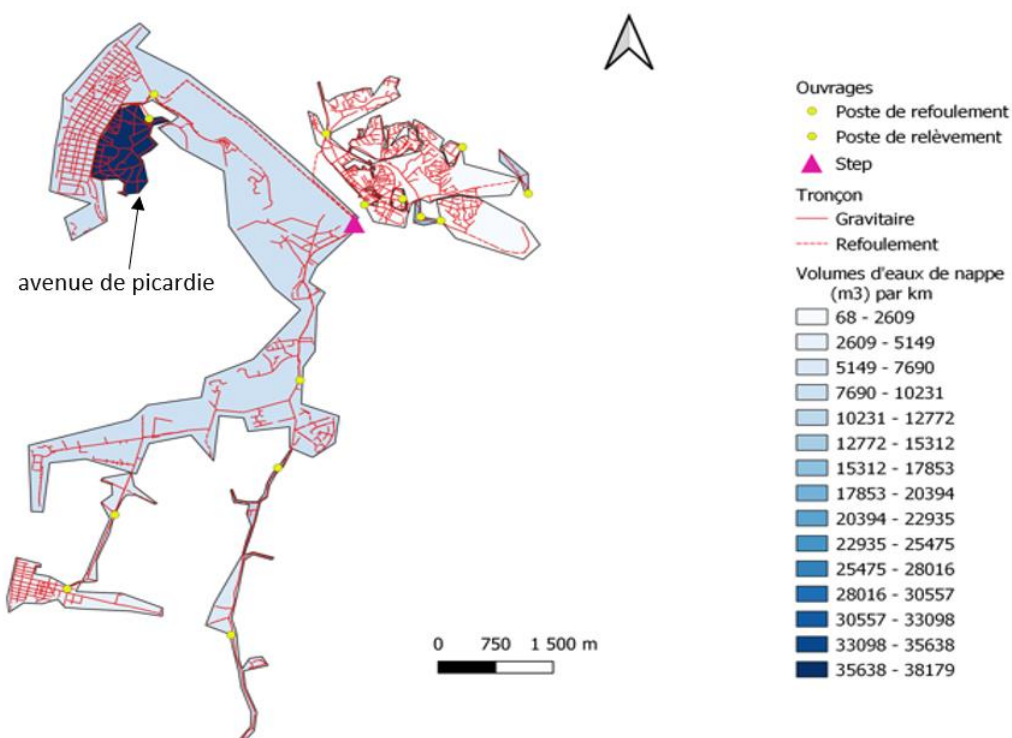
Diagnostic permanent système de collecte de Cucq

Dans la démarche du diagnostic permanent, le bilan des flux est réalisé sur le système d'assainissement de Cucq, c'est un indicateur qui permet de relever le levier d'action : Maîtrise des eaux claires parasites.

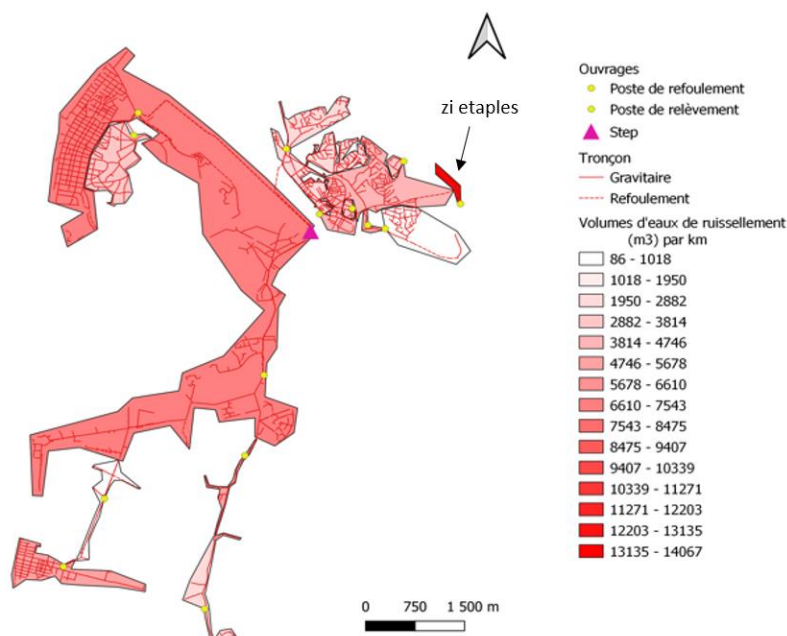
Les camemberts géolocalisés représentent la répartition des flux par bassin de collecte permettant d'identifier la répartition des volumes collectés.



L'indice linéaire d'infiltration identifie les bassins de collecte soumis aux eaux claires parasites permanentes (Volume d'Eaux de nappe en m3/km réseau).



Le bassin de collecte Avenue de Picardie est fortement soumis aux intrusions d'eaux de nappe. Des inspections télévisées pourraient être réalisées en période de nappes hautes sur différentes branches du réseau afin de sectoriser ces arrivées d'eaux de nappe.



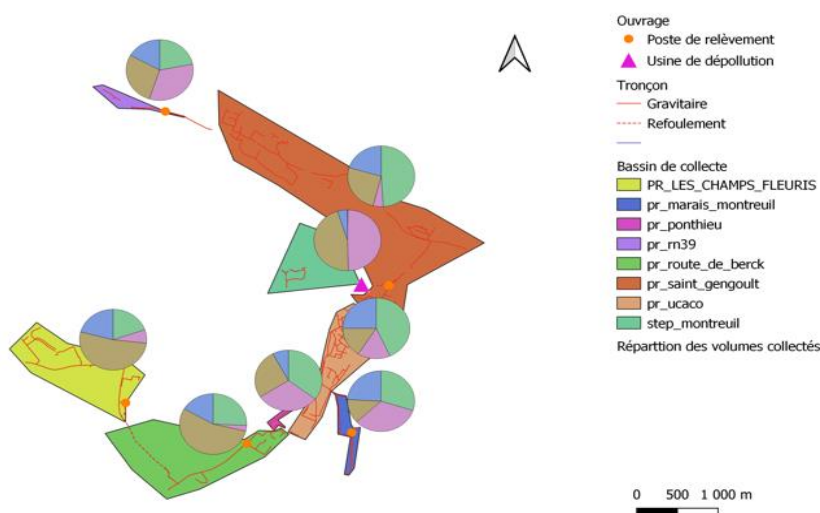
Le bassin de collecte ZI Etaples est touché par les eaux claires parasites météoriques. Ce constat s'est confirmé avec les inondations de fin 2023.

Diagnostic permanent système de collecte de Montreuil-sur-mer

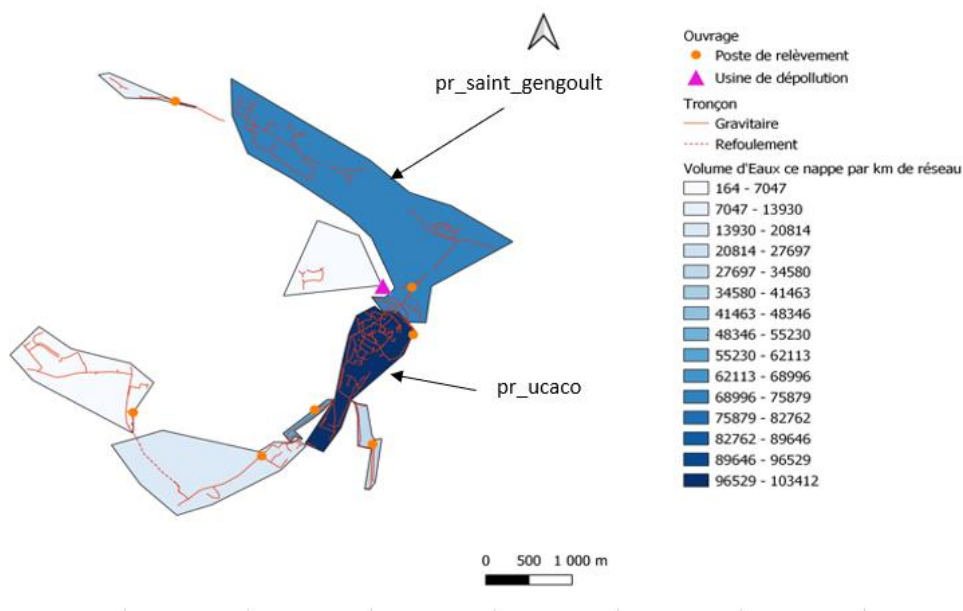
Le diagnostic permanent est en cours sur le système d'assainissement de Montreuil/mer, c'est un indicateur qui permet de relever le levier d'action : Maîtrise des eaux claires parasites.

Les camemberts géolocalisés représentent la répartition des flux par bassin de collecte sur l'année 2023.

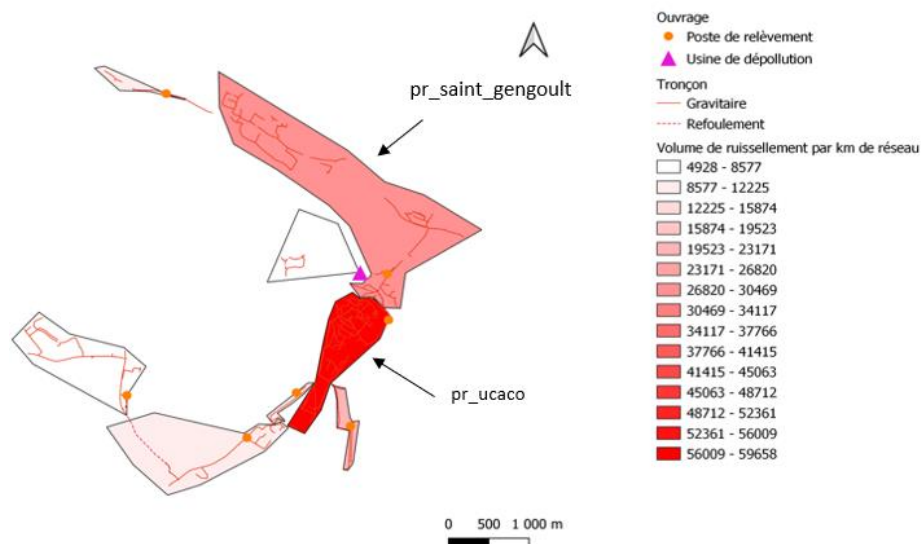
Ce bilan des flux est potentiellement biaisé avec un manque de relevés cartographiques et les inondations de fin d'année 2023 qui ont apporté une quantité d'eau claires météoriques très conséquentes.



L'indice linéaire d'infiltration identifie les bassins de collecte soumis aux eaux claires parasites permanentes (Volume d'Eaux de nappe en m3/km réseau).



L'indice de collecte d'eaux pluviales identifie les bassins de collecte soumis aux eaux claires parasites météoriques (Volume d'Eaux de ruissellement en m3/km réseau).



Le bassin PR Ucaco ressort de la cartographie en étant le bassin le plus soumis aux arrivées d'eaux claires parasites météorologiques.

Des contrôles branchements sont à réaliser pour déterminer la provenance des eaux claires.

→ Le curage

Interventions de curage préventif	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Nombre d'interventions sur réseau	349	371	242	296	215	-27,4%
sur canalisations	68	103	55	67	54	-19,4%
sur accessoires	281	268	187	229	161	-29,7%
sur poste de relevage	281	268	187	229	161	-29,7%
Longueur de canalisation curée (ml)	15 749	16 621	13 831	13 588	9 687	-28,7%

Interventions curatives	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Nombre de désobstructions sur réseau	137	126	138	124	79	-36,3%
sur branchements	87	75	91	63	52	-17,5%
sur canalisations	50	51	47	61	27	-55,7%
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (ml)	1 770	3 124	5 544	3 166	330	-89,6%

En 2023, le taux de curage curatif sur branchements et canalisations est de **3,00 / 1000 abonnés**.

La synthèse des interventions sur le système de collecte :

Curage des réseaux

secteur Le Touquet

	préventif	curatif	
Cucq	684 mL	-	684 mL
Merlimont	1 972 mL	-	1 972 mL
Le Touquet	3 683 mL	195 mL	3 878 mL
	6 339 mL	195 mL	6 534 mL

secteur Étaples

	préventif	curatif	
Étaples	3 284 mL	135 mL	3 419 mL

secteur Montreuil-sur-Mer

	préventif	curatif	
Attin	0 mL	0 mL	0 mL
Campigneulles-les-Petites	0 mL	0 mL	0 mL
Ecuire	0 mL	0 mL	0 mL
La Madelaine-sous-Montreuil	0 mL	0 mL	0 mL
Montreuil-sur-Mer	64 mL	0 mL	0 mL
	64 mL	0 mL	0 mL

Taux de réalisation des curages depuis le début du contrat (EU préventif + ITV)

Secteur Le Touquet

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Réalisé / an	3 355 mL/an	6 768 mL/an	10 228 mL/an	7 376 mL/an	5 861 mL/an	6 339 mL/an
Cumul réalisé	3 355 mL	10 123 mL	20 351 mL	27 727 mL	33 588 mL	39 927 mL
Objectif / an	8 537 mL/an	8 537 mL/an	8 537 mL/an	8 537 mL/an	8 537 mL/an	8 537 mL/an
Cumul objectif	8 537 mL	17 074 mL	25 611 mL	34 148 mL	42 685 mL	51 222 mL
Taux cumulé	39,3 %	59,3 %	79,5 %	81,2 %	78,7 %	77,9 %

Secteur Étaples

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Réalisé / an	3 996 mL/an	4 658 mL/an	2 583 mL/an	2 401 mL/an	5 719 mL/an	3 284 mL/an
Cumul réalisé	3 996 mL	8 654 mL	11 237 mL	13 638 mL	19 357 mL	22 641 mL
Objectif / an	4 006 mL/an	4 006 mL/an	4 006 mL/an	4 006 mL/an	4 006 mL/an	4 006 mL/an
Cumul objectif	4 006 mL	8 012 mL	12 018 mL	16 024 mL	20 030 mL	24 036 mL
Taux cumulé	99,8 %	108,0 %	93,5 %	85,1 %	96,6 %	94,2 %

Secteur Montreuil-sur-Mer

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Réalisé / an	2 388 mL/an	4 323 mL/an	3 810 mL/an	4 054 mL/an	2 008 mL/an	64 mL/an
Cumul réalisé	2 388 mL	6 711 mL	10 521 mL	14 575 mL	16 583 mL	16 647 mL
Objectif / an	5 400 mL/an	5 400 mL/an	5 400 mL/an	5 400 mL/an	5 400 mL/an	5 400 mL/an
Cumul objectif	5 400 mL	10 800 mL	16 200 mL	21 600 mL	27 000 mL	32 400 mL
Taux cumulé	44,2 %	62,1 %	64,9 %	67,5 %	61,4 %	51,4 %

Lutte contre les nuisibles sur les installations de collecte

3 opérations préventives de dératisation ont été réalisées sur les postes de relevage Bel Air et Canche.

→ Les points « noirs » du réseau de collecte [P252.2]

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage [P252.2] permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Nombre total de points concernés sur le réseau	20	20	23	39	19	-51,3%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	156 270	189 183	198 618	201 309	206 232	2,4%
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km	12,80	10,57	11,58	19,37	9,21	-52,5%

Liste des points noirs du réseau d'eaux usées :

Commune	Rue
Étaples	Rue Léon Billet
Étaples	Avenue des Travailleurs de la Mer/Camiers/Moleux
Étaples	Rue Hortense
Étaples	Rue Clémence / Rue de Camiers
Étaples	Rue de la Pierre Trouée / Avenue F. Mitterrand
Étaples	Rue Suffren / Rue de Rosamél
Étaples	Voie SnCF / Rue du Moulin / Albatros / Courlis
Étaples	Route de Fromessent
Étaples	Route de Boulogne

Commune	Rue
Étaples	Allée Mouloudji
Merlimont	Avenue de la Plage (Manche -> Courbet)
Merlimont	Avenue de la Plage (D'estrées > Boudringhin)
Cucq	Cours Champs Elysées
Cucq	Allée des Mésanges (au niveau du 136)
Le Touquet-Paris-plage	Boulevard Daloz / Rue des Oyats
Le Touquet-Paris-plage	Boulevard du Docteur Jules Pouget
Le Touquet-Paris-plage	Rue de Moscou (Jean Monet > Rue de la Paix)
Le Touquet-Paris-plage	Rue de Moscou (Etaples > Quentovic)
Le Touquet-Paris-plage	Avenue de la Paix / Avenue Saint-Louis

4.2 L'efficacité de la collecte

4.2.1 La maîtrise des entrants

→ Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- ✓ améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- ✓ préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- ✓ garantir les performances du système de traitement,
- ✓ garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- ✓ respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- ✓ à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS...) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- ✓ après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- ✓ après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE - note du 24 mars 2022) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 24 mars 2022, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- ✓ la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- ✓ l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, ...),
- ✓ l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ Le bilan 2023 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)

Le tableau ci-dessous présente le nombre total d'arrêtés d'autorisation et de conventions de déversement établis au 31/12 de l'année :

	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de conventions de déversement	2	2	2	2	2
Nombre arrêtés d'autorisation de déversement	42	42	42	41	41

La liste des autorisations administratives de rejet sans convention est disponible en annexe.

Le tableau ci-dessous liste les conventions spéciales de déversement établies conformément au règlement du service avec les clients concernés :

Tiers engagé	Objet	Date d'effet
Clinique des Acacias	CSD - Clinique des Acacias	29/10/2016
THALAMER	CSD - THALAMER	26/02/2016

4.2.2 La maîtrise des déversements en milieu naturel

→ La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifié :

Nombre de points de rejet	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'usines de dépollution	13	13	13	13	13
Nombre de déversoirs d'orage instrumentés	1	1	2	2	2
Nombre de trop-pleins de postes de relèvement/refoulement			2	8	8

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » **[P255.3]** (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

	2019	2020	2021	2022	2023
Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	110	110	110	110	110

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	Barème	Valeur ICR
Partie A : Éléments communs à tous les types de réseaux (100 points)		
Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20	20
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10	10
Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20	20
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30	30
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10	10
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10	10
Total Partie A	100	100
Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	0
Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10	10
Total:	120	110

→ La conformité de la collecte [P203.3]

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Dans l'attente de la publication de cet indicateur, Veolia met à disposition de la Collectivité les informations suivantes qui seront utiles pour établir la conformité du réseau de collecte et, le cas échéant, identifier les axes de progrès :

Pluviométrie :

Hauteur de pluie totale (mm)	2021	2022	2023
DO_Montreuil Sur Mer_Porte de Boulogne	685	743	1 254
PR EP_Merlimont_Parc A Bateaux	778	727	909
PR_Etaples Sur Mer_Charles VIII	957	727	1 235
PR_Etaples Sur Mer_Drifter	957	727	1 235
PR_Montreuil-Sur-Mer_Ucaco	685	743	1 254
Moyenne	812	733	1 177

Bilan global des déversements :

Volumes totaux déversés (par temps sec et par temps de pluie) (en m3) :

Point de déversement	2021	2022	2023
DO_Montreuil Sur Mer_Porte de Boulogne	3 850	8 623	8 744
PR EP_Merlimont_Parc A Bateaux	23 015	44 223	69 651
PR_Etaples Sur Mer_Charles VIII	3 340	2 352	2 386
PR_Etaples Sur Mer_Drifter	106 786	76 763	156 824
PR_Montreuil-Sur-Mer_Ucaco	32 712	31 923	39 678
Total	169 703	163 883	277 283

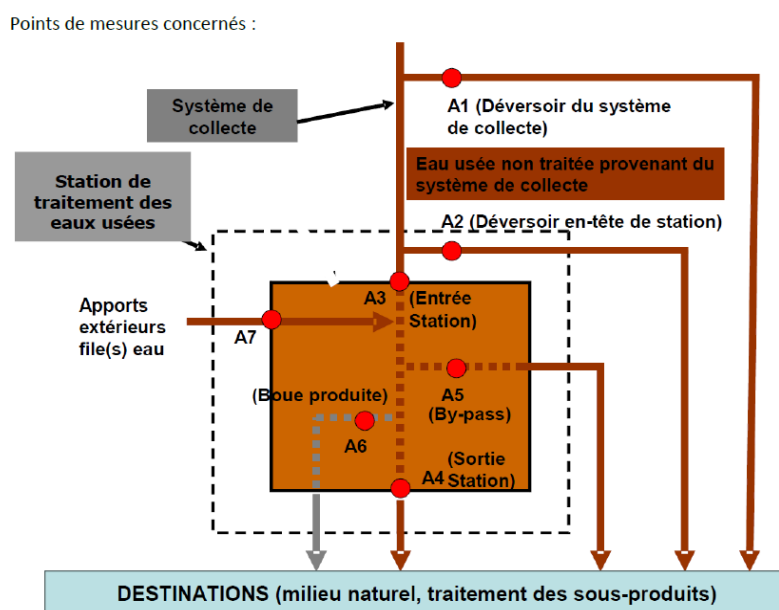
4.3 L'efficacité du traitement

La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires concerne le niveau d'équipement des installations, ainsi que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel. Cette conformité est évaluée au travers, d'une part, des indicateurs de l'arrêté du 2 mai 2007 et, d'autre part, des critères de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Afin d'assurer une bonne cohérence avec l'arrêté du 21 juillet 2015, les outils Autostep et Mesurestep mis à disposition des Services de Police de l'Eau et des Exploitants par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>) et permettant de réaliser l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement ont évolué en 2019. Les règles suivantes sont depuis appliquées pour évaluer la conformité en performance des stations d'épuration.

- les flux considérés en entrée et en sortie du système de traitement tiennent compte du débit de référence ou du Percentile 95 (PC95). En pratique seuls les flux à hauteur du débit de référence sont retenus dans les calculs. Ainsi, tous les volumes déversés par le Déversoir en Tête de Station (A2) au-delà du débit de référence sont écartés et n'interviennent pas dans les calculs de conformité. Il en est de même pour le calcul de la Charge Brute de Pollution Organique, basé sur les flux en entrée en DBO5,
- un bilan d'autosurveillance est considéré hors condition normale de fonctionnement (et les paramètres non-conformes sont alors écartés) lorsque le débit en entrée de station d'épuration (A3) dépasse le débit de référence PC95,
- dans le cas des stations d'épuration supérieures à 2 000 EH, le calcul de la conformité nationale est basé uniquement sur la valeur du PC95 calculée et le calcul de la conformité locale prend en compte la valeur maximale entre le PC95 et le débit de référence défini dans l'acte administratif. Dans le cas des stations inférieures à 2 000 EH, seul le débit de référence issu de l'acte administratif est considéré.

Les schémas ci-dessous rappellent la dénomination SANDRE des points de mesures et illustrent les nouveautés introduites.



Notre outil interne OPALE est aligné sur les mêmes règles que celles retenues par Autostep pour évaluer la conformité locale le plus justement possible. Aussi, le rapport annuel fournit les évaluations de conformité locale réalisées en adoptant les règles de calcul définies par l'arrêté de 2015.

Dans le rapport annuel du Déléataire, nous transmettons nos évaluations « exploitant » de la conformité locale. Pour rappel, l'indicateur réglementaire P205.3 Conformité de la performance des ouvrages d'épuration est à la Charge du Service de Police de l'Eau et n'est pas dû par l'exploitant.

C'est la raison pour laquelle, nous rappelons les hypothèses sur lesquelles se fondent nos évaluations de conformité. En effet, les modalités précises d'évaluation retenues pour évaluer la conformité s'appuient en premier lieu sur les critères des services en charge de la Police de l'Eau lorsque ceux-ci ont été inscrits dans un arrêté préfectoral et/ou portés à la connaissance de Veolia. A défaut, les critères pris en compte sont ceux énoncés dans les guides généraux d'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 élaborés par la Direction de l'Eau et la Biodiversité.

4.3.1 Conformité globale

→ La conformité des équipements d'épuration [P204.3]

Cet indicateur [P204.3] permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'Etat et est adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

→ La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il [P205.3] est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans non conformes correspondant à un débit arrivant en entrée de la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...). Il s'agit donc d'une évaluation de la conformité locale (et non d'une évaluation de la conformité nationale/européenne).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté préfectoral local ou arrêté du 21 juillet 2015 à défaut).

Conformité réglementaire des rejets	à l'arrêté préfectoral
	12,81
Station d'Epuration de Montreuil sur mer	100,00
Station d'Epuration_Cucq	0,00

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

→ La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]

Cet indicateur [P254.3], qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau ou les règles nationales (arrêté du 21 juillet 2015), rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans non conformes correspondant à un débit entrant dans la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

Conformité des performances des équipements d'épuration	2019	2020	2021	2022	2023
Performance globale du service (%)	98	99	16	16	96
Station d'Epuration de Montreuil sur mer	94	100	100	100	100
Station d'Epuration_Cucq	99	99	0	0	96

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Cette conformité est évaluée en retenant les règles définies par la réglementation en vigueur et incluses dans les outils mis à disposition par le Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local)). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

→ Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et le stockage en décharge agréée.

	2019	2020	2021	2022	2023
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100	100	100	100	100
Station d'Epuration de Montreuil sur mer	100	100	100	100	100
Station d'Epuration_Cucq	100	100	100	100	100

4.3.2 Bilan d'exploitation et conformité par station

Les données de bilan et conformité sont détaillées en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

Station d'Épuration de Montreuil sur mer

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

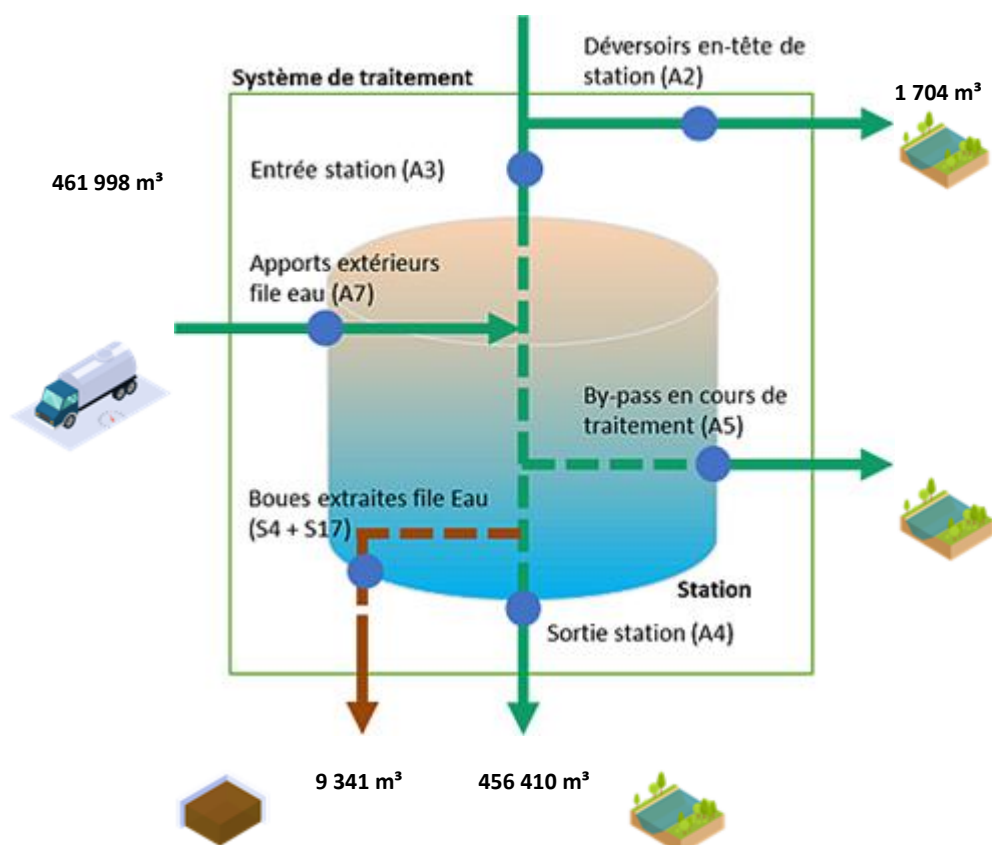
	2023
Débit de référence (m ³ /j)	1 970
Capacité nominale (kg/j)	432

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

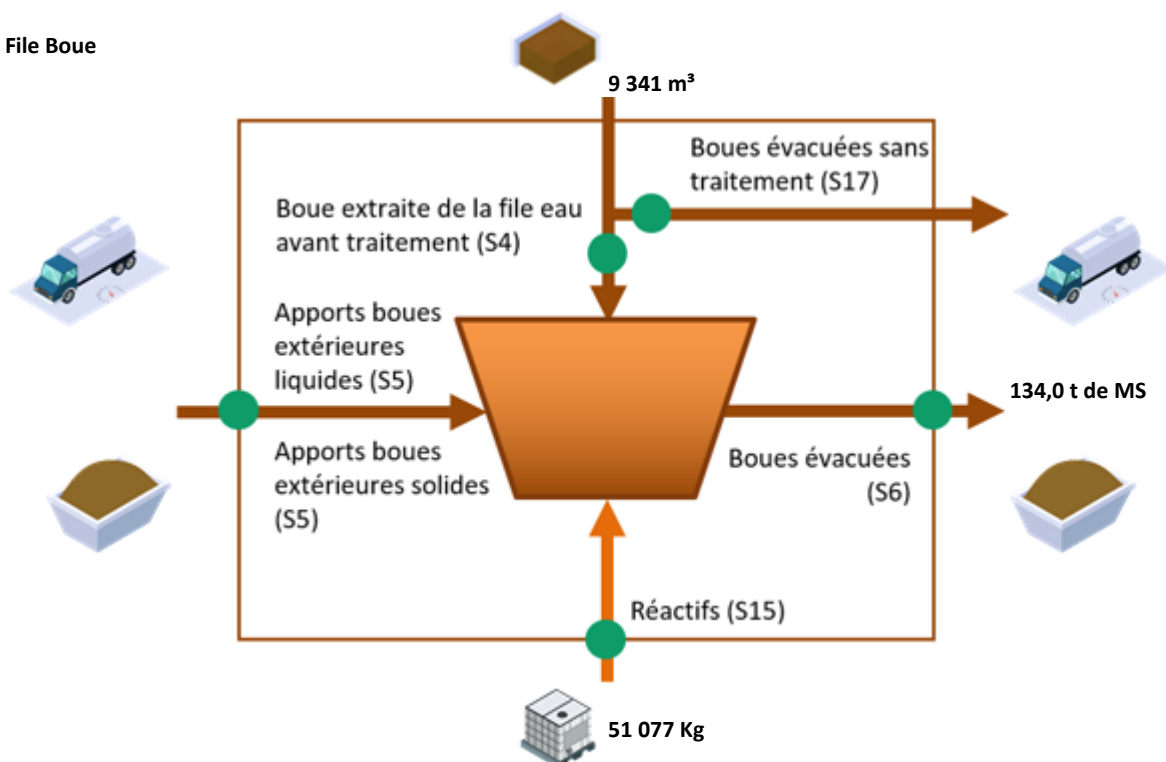
	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	120,00	25,00	35,00		20,00	3,90	
moyenne annuelle					15,00		2,00
Concentration rédhibitoire en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	250,00	50,00	85,00				
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	80,00	90,00	90,00			80,00	
moyen annuel					80,00		90,00

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

File Eau



File Boue



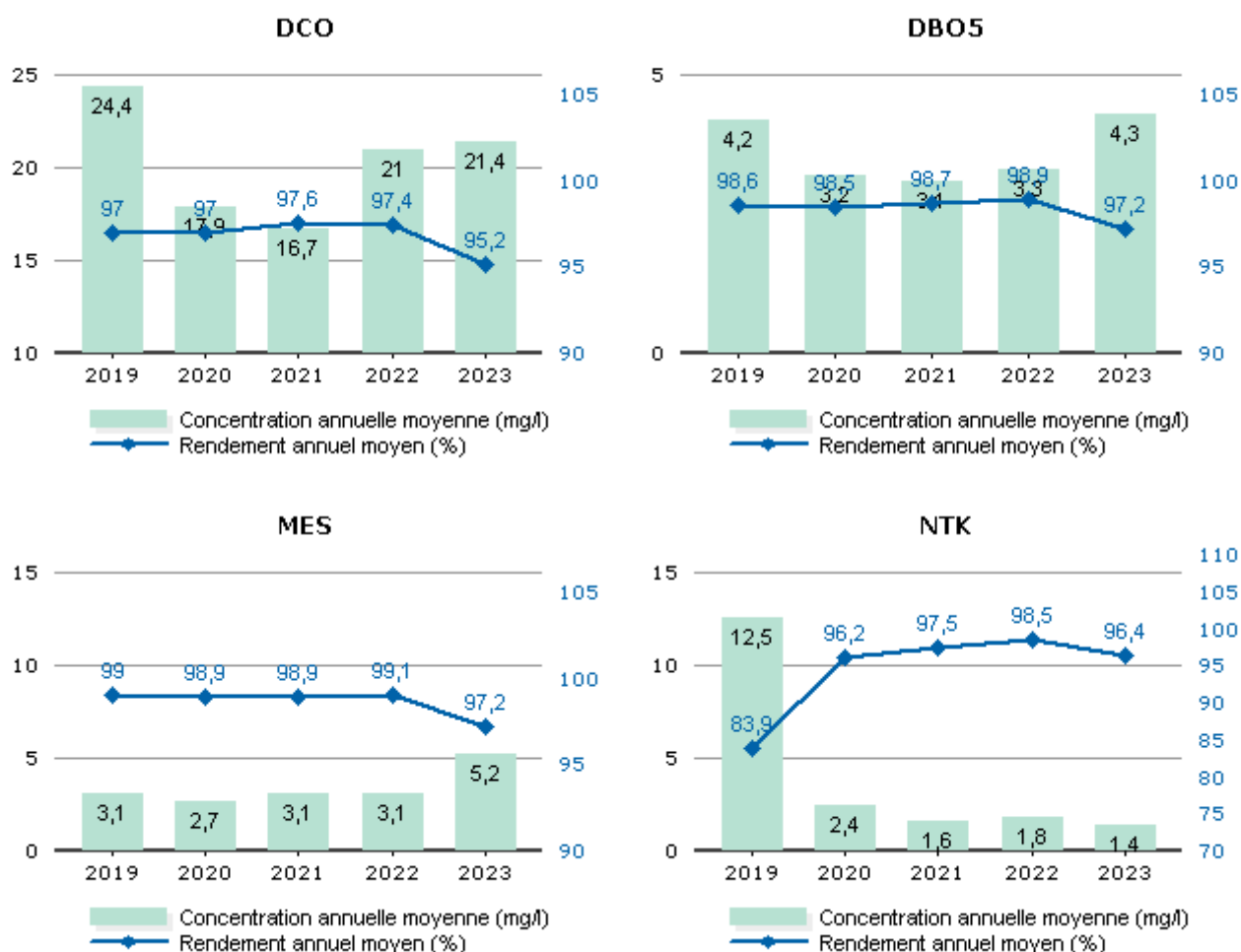
Fréquences d'analyses

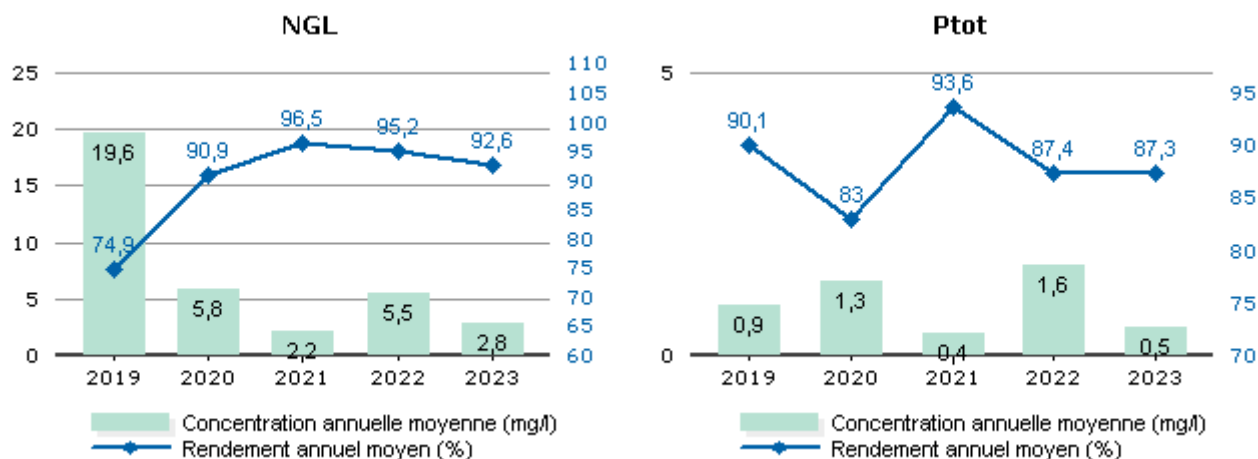
Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2023
DCO	12
DBO5	12
MES	12
NTK	4
NGL	4
Ptot	4

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :





Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2019	2020	2021	2022	2023
Conformité à l'arrêté préfectoral	0,00	100,00	100,00	100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2019	2020	2021	2022	2023
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)	130,5	127,6	277,1	264,0	134,0

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2019	2020	2021	2022	2023
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Valorisation agricole	361	37,12	134	100,00
Total	361	37,12	134	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2019	2020	2021	2022	2023
Centre de stockage de déchets (t) Refus	2,7	1,7	7,5	5,1	6,4
Total (t)	2,7	1,7	7,5	5,1	6,4
Autre STEP (t) Sables			21,0	48,0	161,0
Total (t)			21,0	48,0	161,0
Autre STEP (m ³) Graisses	10,0	10,0	0,0	39,5	9,0
Total (m³)	10,0	10,0	0,0	39,5	9,0

Station d'Epuration Cucq

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

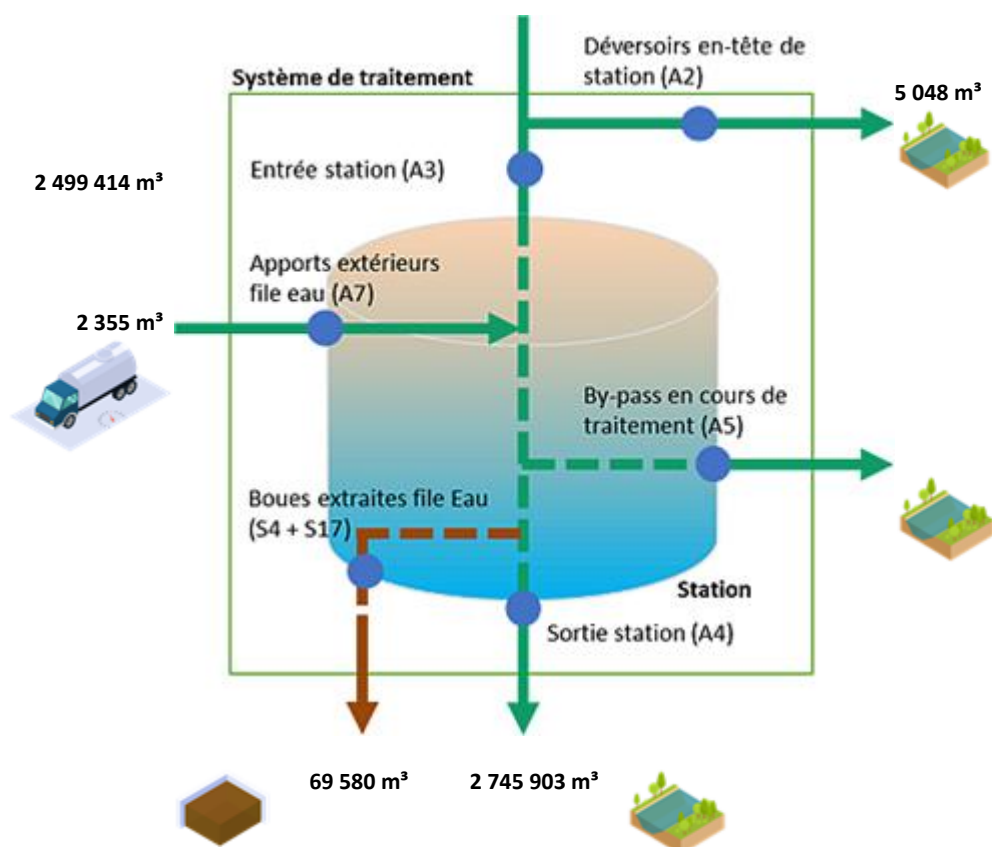
	2023
Débit de référence (m3/j)	9 496
Capacité nominale (kg/j)	3 600

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

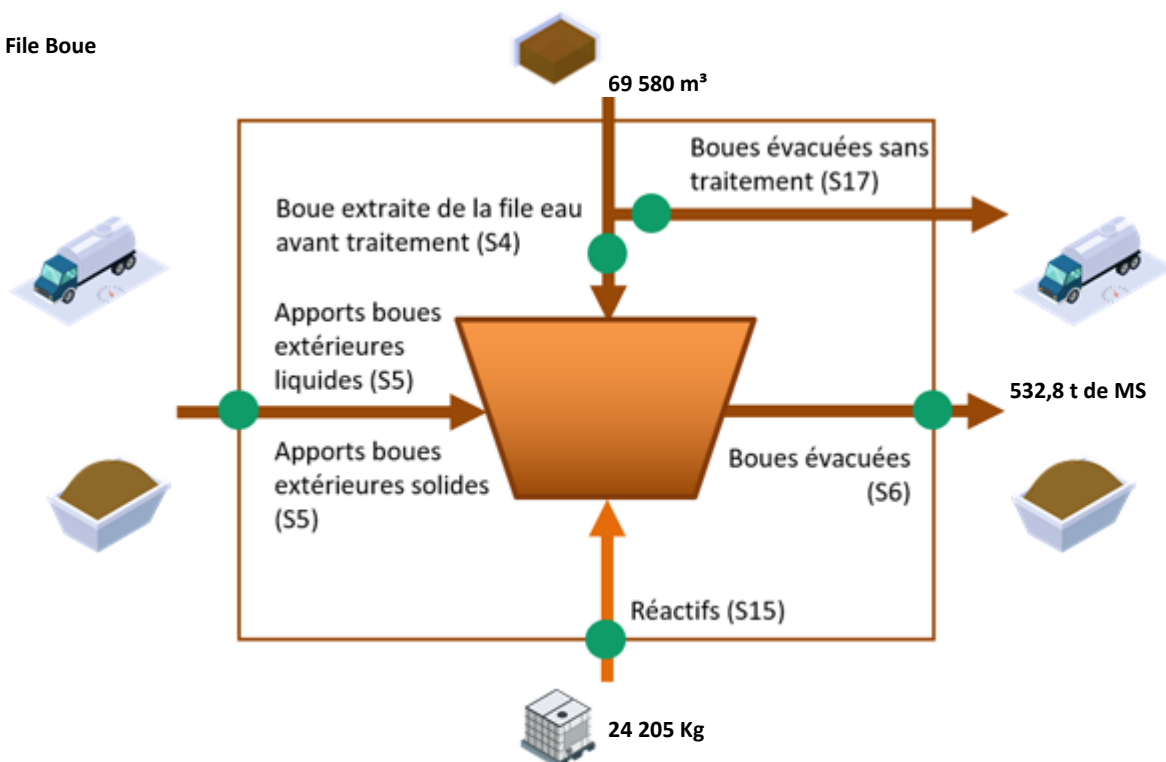
	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	90,00	20,00	30,00				
moyenne annuelle					15,00		2,00
Concentration rédhitoire en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	180,00	40,00	75,00				
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	80,00	80,00	90,00				
moyen annuel					70,00		80,00

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

File Eau



File Boue



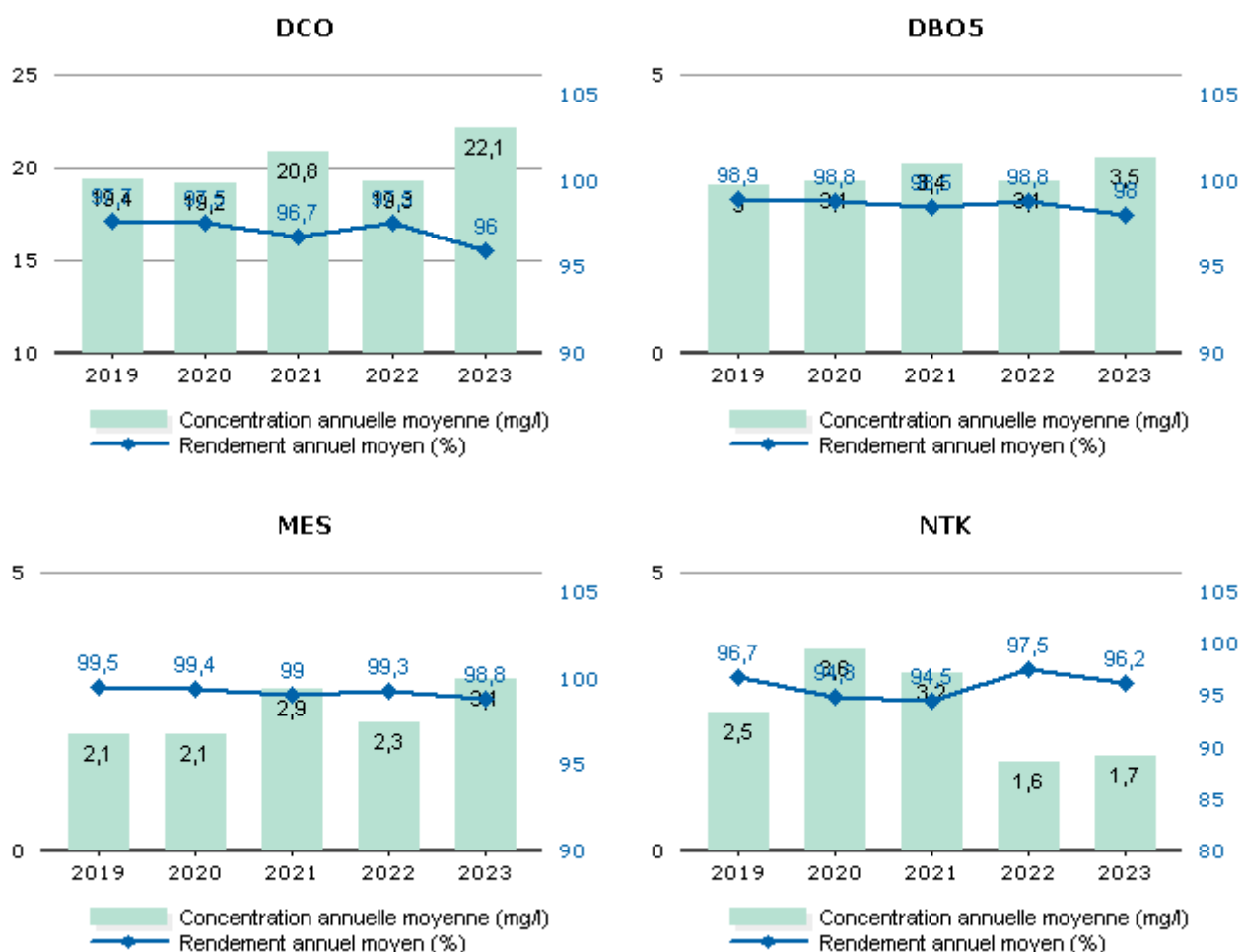
Fréquences d'analyses

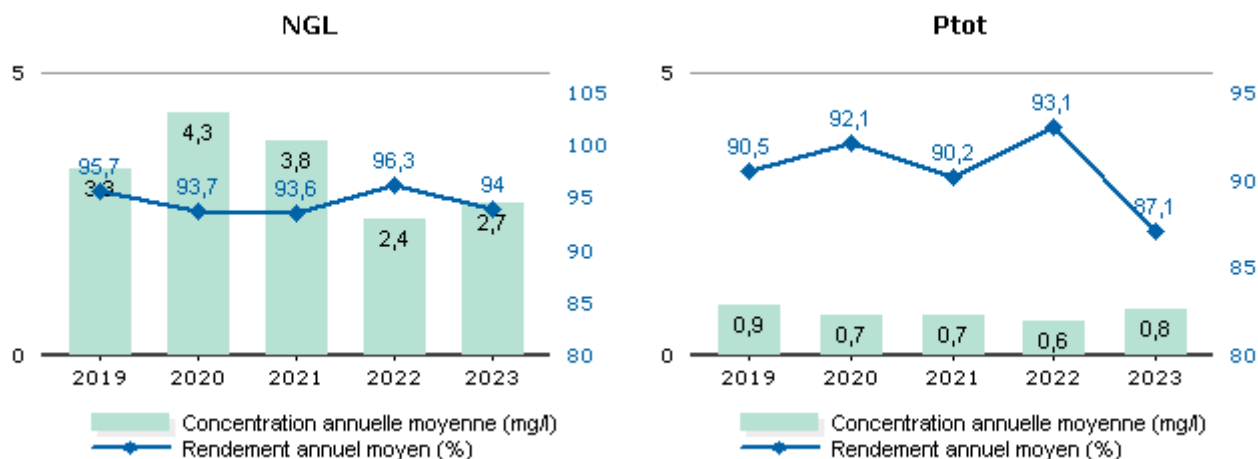
Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2023
DCO	104
DBO5	104
MES	104
NTK	52
NGL	52
Ptot	52

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :





Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2019	2020	2021	2022	2023
Conformité à l'arrêté préfectoral	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2019	2020	2021	2022	2023
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)	627,4	549,8	547,4	586,7	532,8

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2019	2020	2021	2022	2023
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Compostage norme NF	2481,5	21,47	532,8	100,00
Total	2481,5	21,47	532,8	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2019	2020	2021	2022	2023
Centre de stockage de déchets (t) Refus	16,5	19,7	25,6	33,4	28,7
Total (t)	16,5	19,7	25,6	33,4	28,7
Centre de stockage de déchets (t) Sables	40,3	96,1	95,1	14,4	17,2
Transit (t) Sables		40,3	32,1	47,2	26,4
Total (t)	40,3	136,4	127,2	61,6	43,6
Autre STEP (m³) Graisses	437,1	348,5	255,4	228,2	160,4
Total (m³)	437,1	348,5	255,4	228,2	160,4

Qualité bactériologique

Cucq :

La qualité bactériologique du rejet a été suivie par la réalisation de 36 prélèvements et analyses des Escherichia Coli et Entérocoques. La campagne du 2 mai a été jugée non-conforme à la valeur rédhibitoire pour les Escherichia Coli et pour les Entérocoques.

Pour mémoire, 36 prélèvements ont également été réalisés en amont de la désinfection comme imposé par l'arrêté préfectoral de mai 2021.

De plus, les paramètres salmonelles, bactériophages somatiques, bactériophages FRNA et spores de bactéries sulfito-réductrices sont analysés, pour suivi, en amont et en aval de la désinfection une fois par mois entre le 1^{er} mai et le 30 septembre.

Montreuil-sur-mer :

La qualité bactériologique du rejet a été suivie par la réalisation de 6 prélèvements et analyses des Escherichia Coli et Entérocoques. Aucun résultat n'a été jugé non conforme.

Pour mémoire, 6 prélèvements ont également été réalisés en amont de la désinfection comme imposé par l'arrêté préfectoral de septembre 2006.

A été réalisé également 1 prélèvement et analyse sur le paramètre spécifique salmonelles en amont et aval du traitement bactériologique.

Suivi du milieu récepteur

Cucq :

Le suivi de la qualité du milieu récepteur est assuré par la réalisation de 12 campagnes de prélèvements et analyses en amont et aval du rejet de l'usine de dépollution.

Les échantillons font l'objet d'analyses physico-chimiques (MeS, DCO, DBO₅, N-NH₄, NTK, N-NO₂, N-NO₃, Pt et P-PO₄) et bactériologiques (E. Coli et entérocoques). De plus des mesures sur site de paramètres physiques sont réalisées (pH, t°, O₂ dissous, taux de saturation et conductivité).

4.3.3 La surveillance des micropolluants dans les eaux de rejets

La note technique publiée en mars 2023 a précisé les modalités de recherche des substances dangereuses dans les eaux (RSDE) en entrée et sortie des stations d'épuration de plus de 10 000 EH et renforce la lutte à la source contre les micropolluants en rendant obligatoire la recherche par le maître d'ouvrage au sein de la zone de collecte des émetteurs de substances présentes significativement au niveau de la station d'épuration. Des campagnes d'analyses en entrée et sortie station ont été initiées fin 2022 et en 2023 ; elles peuvent générer des diagnostics vers l'amont à réaliser ou mettre à jour au regard des résultats constatés.

Les campagnes de prélèvement ont démarré en août 2022 sur l'entrée et la sortie de l'usine de dépollution de Cucq et se sont déroulées jusqu'en avril 2023 selon le planning validé par La Police de l'Eau.

Les résultats des premières campagnes ont été transmis sous format SANDRE aux autorités par l'intermédiaire du portail administratif Vers'Eau.

4.4 L'efficacité environnementale

4.4.1 Le bilan énergétique du patrimoine



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre dans le cadre de notre certification ISO 50 001. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Pour 2022 et 2023, dans le cadre du Plan ReSource, nos objectifs ont été rehaussés : il nous est demandé de réduire de 5% notre impact énergétique et d'augmenter de 5% notre production d'énergie sur les 2 années. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	3 163 410	2 852 750	2 917 222	3 082 195	3 003 796	-2,5%
Usine de dépollution	2 827 169	2 409 431	2 444 061	2 479 613	2 398 931	-3,3%
Postes de relèvement et refoulement	336 241	443 319	473 161	602 582	604 865	0,4%
Energie consommée facturée (kWh)	2 964 453	3 201 176	3 058 579	2 823 251	3 044 646	7,8%
Usine de dépollution	2 460 395	2 657 085	2 497 264	2 332 867	2 400 552	2,9%
Postes de relèvement et refoulement	504 058	544 091	561 315	490 384	644 094	31,3%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.4.2 La consommation de réactifs

Le choix des réactifs et quantités est établi afin :

- ✓ d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- ✓ de réduire les quantités de réactifs à utiliser.

→ *La consommation de réactifs*

Usine de dépollution - File Eau

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Station d'Epuration de Montreuil sur mer						
Chlorure ferrique (kg)	13 916	11 626	9 045	8 689	11 899	36,9%
Station d'Epuration_Cucq						
Chlorure d'aluminium (kg)	24 064	12 474	11 453	23 560	47 092	99,9%

Usine de dépollution - File Boue

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Station d'Epuration de Montreuil sur mer						
Chaux éteinte (kg)	51 022	83 589	95 670	91 005	31 175	-65,7%
Chlorure ferrique (kg)	18 044	22 209	20 659	28 475	19 141	-32,8%
Polymère (kg)	1 136	1 591	1 682	2 826	761	-73,1%
Station d'Epuration_Cucq						
Polymère (kg)	28 422	20 732	11 535	21 422	24 205	13,0%

5.

RAPPORT
FINANCIER DU
SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

→ Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation Année 2023 (en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: G982H - COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES

Assainissement

LIBELLE	2022	2023	Ecart %
PRODUITS	4 694 640	4 859 051	3,50 %
Exploitation du service	2 461 958	2 498 852	
Collectivités et autres organismes publics	2 232 023	2 359 281	
Produits accessoires	658	918	
CHARGES	4 833 718	5 100 751	5,52 %
Personnel	759 137	761 378	
Energie électrique	175 049	270 420	
Produits de traitement	81 511	89 504	
Analyses	42 653	32 727	
Sous-traitance, matières et fournitures	647 976	715 931	
Impôts locaux et taxes	55 834	44 206	
Autres dépenses d'exploitation	308 596	265 762	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	<i>34 154</i>	<i>27 928</i>	
<i>engins et véhicules</i>	<i>157 956</i>	<i>146 678</i>	
<i>informatique</i>	<i>112 064</i>	<i>116 934</i>	
<i>assurances</i>	<i>20 125</i>	<i>23 361</i>	
<i>locaux</i>	<i>113 309</i>	<i>113 982</i>	
<i>autres</i>	<i>- 129 012</i>	<i>- 163 122</i>	
Contribution des services centraux et recherche	159 948	169 124	
Collectivités et autres organismes publics	2 232 023	2 359 281	
Charges relatives aux renouvellements	261 972	284 810	
<i>pour garantie de continuité du service</i>	<i>10 771</i>	<i>1 405</i>	
<i>fonds contractuel (renouvellements)</i>	<i>251 201</i>	<i>283 405</i>	
Charges relatives aux investissements	67 413	69 630	
<i>programme contractuel (investissements)</i>	<i>67 413</i>	<i>69 630</i>	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	41 611	37 978	
RESULTAT AVANT IMPOT	- 139 078	- 241 700	NS
RESULTAT	- 139 079	- 241 700	NS

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

29/02/2024

→ L'état détaillé des produits

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Etat détaillé des produits (1) Année 2023

Collectivité: G982H - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES

Assainissement

LIBELLE	2022	2023	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	2 461 958	2 519 558	2,34 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	2 363 562	2 337 297	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	98 396	182 260	
Subvention d'exploitation des stations de dépollution	0	- 20 706	NS
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	0	- 20 706	
Exploitation du service	2 461 958	2 498 852	1,50 %
Produits : part de la collectivité contractante	2 173 468	2 310 448	6,30 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	2 118 737	2 195 395	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	54 732	115 053	
Redevance Modernisation réseau	58 555	48 832	-16,60 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	53 244	46 884	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	5 311	1 948	
Collectivités et autres organismes publics	2 232 023	2 359 281	5,70 %
Produits accessoires	658	918	39,51 %

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

29/02/24

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

Information complémentaire

La rubrique « Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » du CARE inclus dans le présent rapport annuel reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances dans le contexte réglementaire actuel.

L'amélioration des systèmes d'information et des processus de gestion de Veolia Eau permet de fournir maintenant une information complémentaire importante compte tenu des limites évoquées ci-dessus.

A ce jour, et en application du principe de prudence, les créances de plus d'un an à la clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation dans les comptes sociaux de la Société. Cette provision (qui a pour seule vocation de constater « en temps réel » mais de manière estimative le coût des impayés) est reprise soit lorsque la créance est définitivement admise en irrécouvrable, soit si la créance est encaissée (la provision devenant alors sans objet).

Cette provision est calculée sur l'ensemble du stock de créances d'exploitation de plus d'un an de la Société, à hauteur de la part des produits qui lui revient (en excluant les produits facturés pour le compte des Collectivités et autres organismes) par application d'un taux moyen de produits propres uniforme pour toute la Société.

Cette provision comptable peut être ventilée entre les différents contrats de la Société en appliquant aux impayés de plus d'un an attachés à chaque contrat le taux moyen de produits propres ci-dessus.

Le chiffre ainsi obtenu pour 2023 pour le contrat ressort à **127 781 €**.

5.2 Situation des biens

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable au chapitre 3.1 « Inventaire des installations ».

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ Programme contractuel d'investissement

Installations électromécaniques	Montant en €
1ER ETABLISSEMENT	
1ER ETAB 2020	
AMENAGEMENT PR CANCHE - CUCQ	10 543,50
AMENAGEMENT PR RANCH-CUCQ 2022	2 157,10
SECTEUR MONTREUIL	
STEP MONTREUIL	
AUDIT ENERGETIQUE STEP MONTREUIL	4 656,02

→ Les autres dépenses de renouvellement

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Nature des biens	2023
Equipements (€)	1 405,11

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

	2022	2023
Solde à fin de l'exercice (€)	-662 003,37	-767 587,73
Dotation de l'exercice		283 404,53
Dépense de l'exercice		388 988,89

5.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ Régularisations de TVA

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- ✓ Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- ✓ Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

→ *Autres biens ou prestations*

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ *Consommations non facturées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensualisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements, qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensualisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

5.4.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ✓ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ✓ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ✓ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ✓ des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

→ *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de

douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ✓ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ✓ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....
- ✓ concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

6.

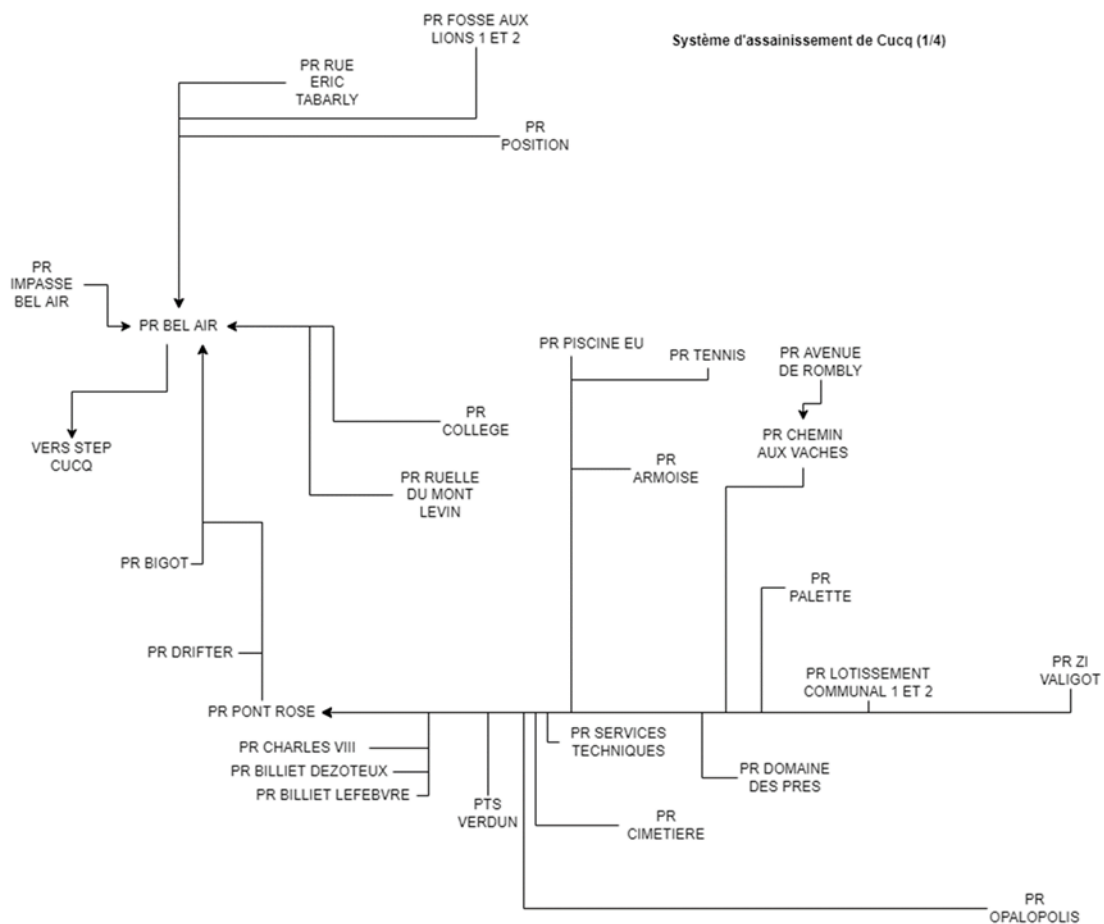
ANNEXES

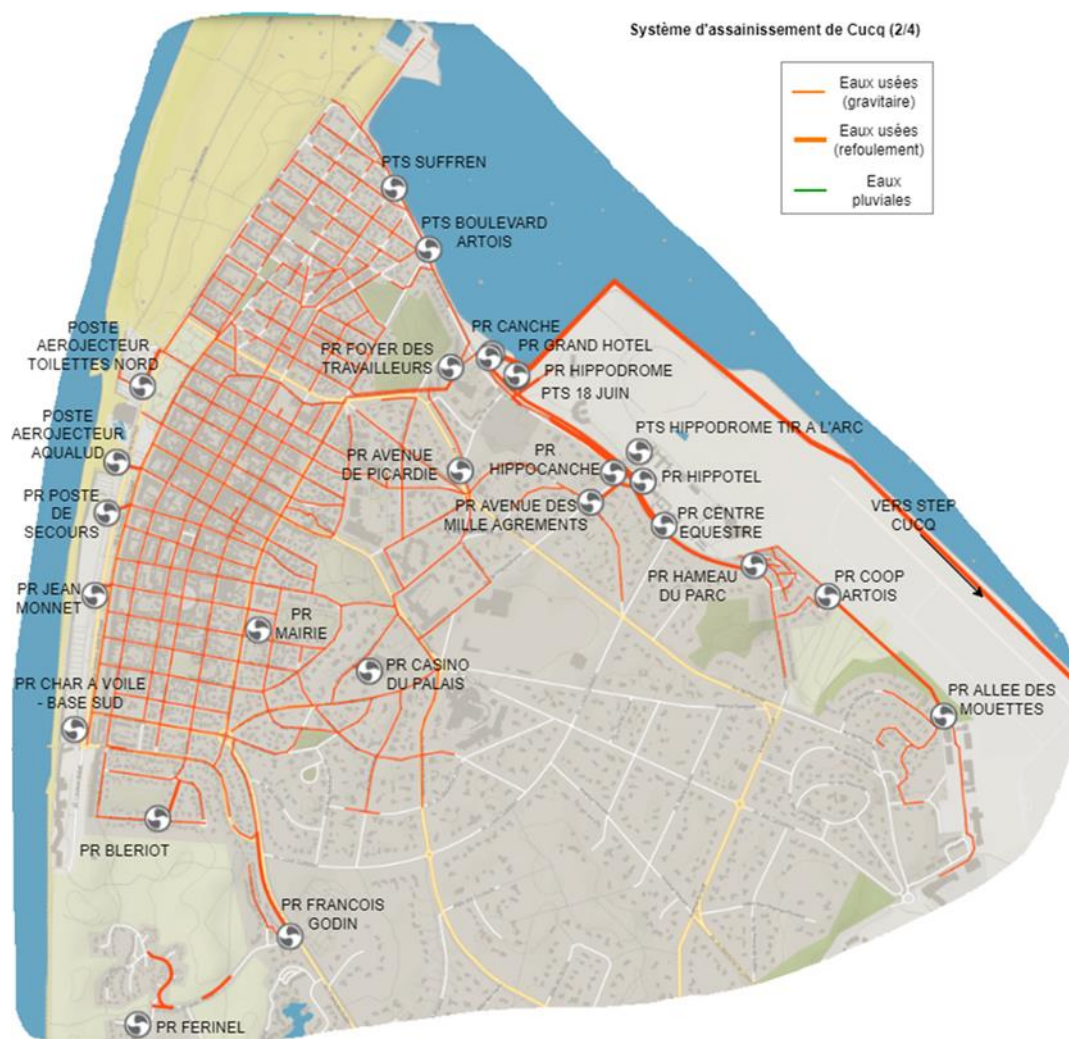


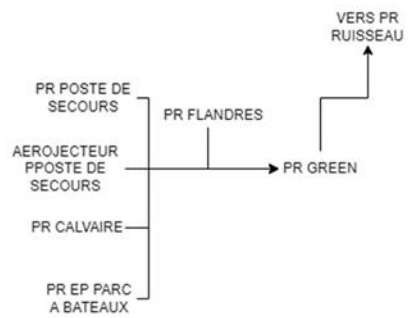
6.1 Les synoptiques des systèmes d'assainissement

Système de collecte de Cucq

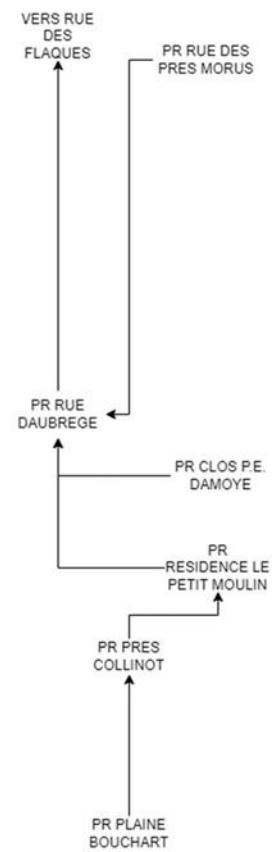




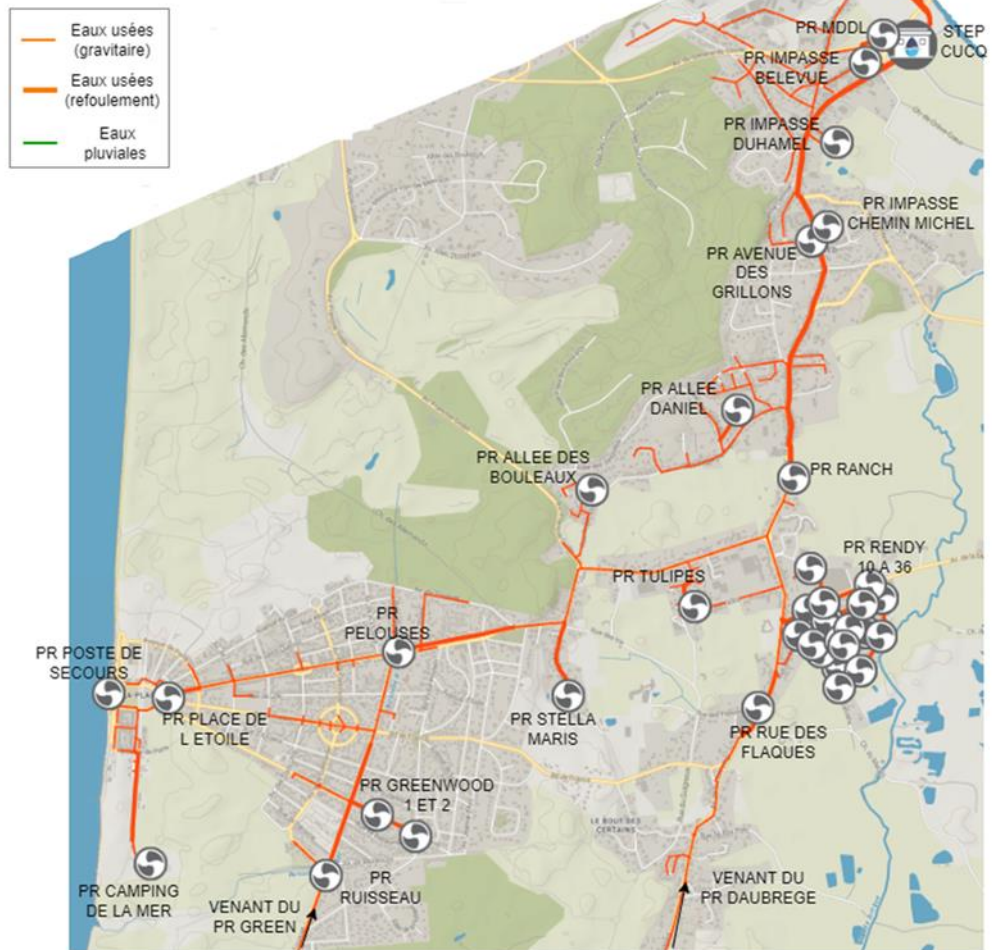




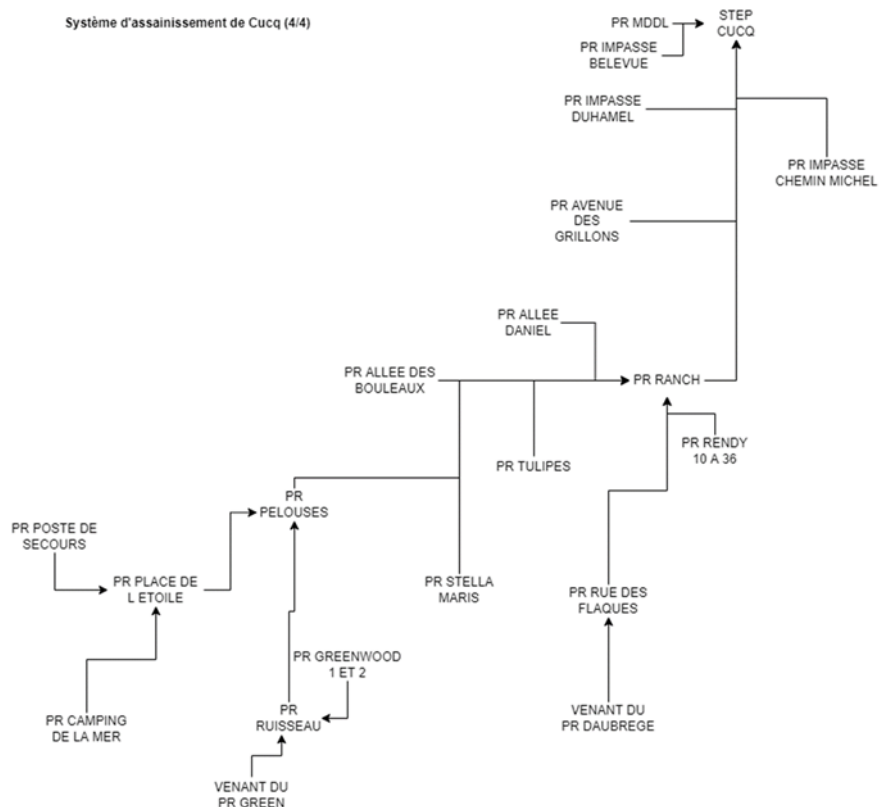
Système d'assainissement de Cucq (3/4)



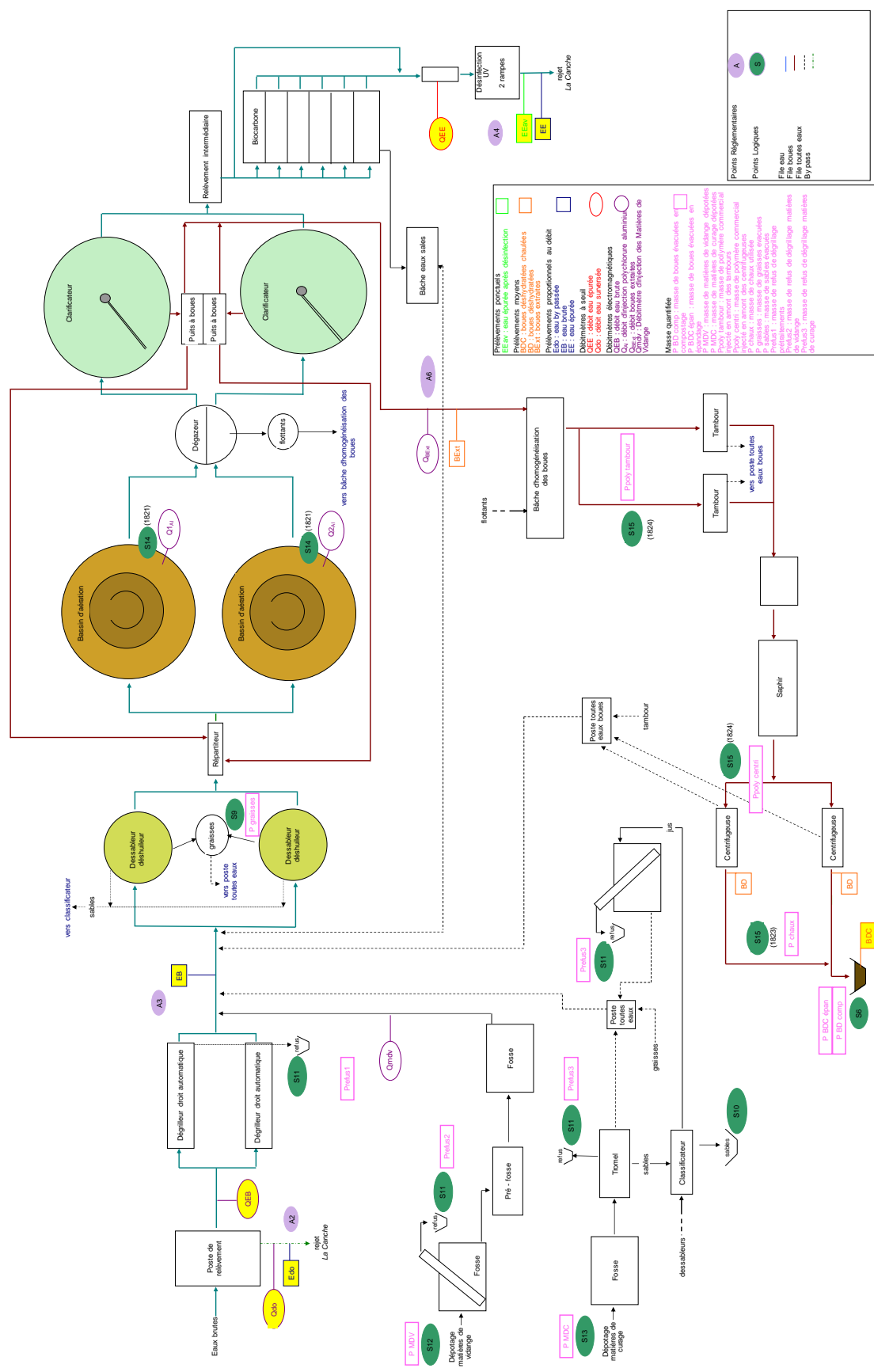
Système d'assainissement de Cucq (4/4)



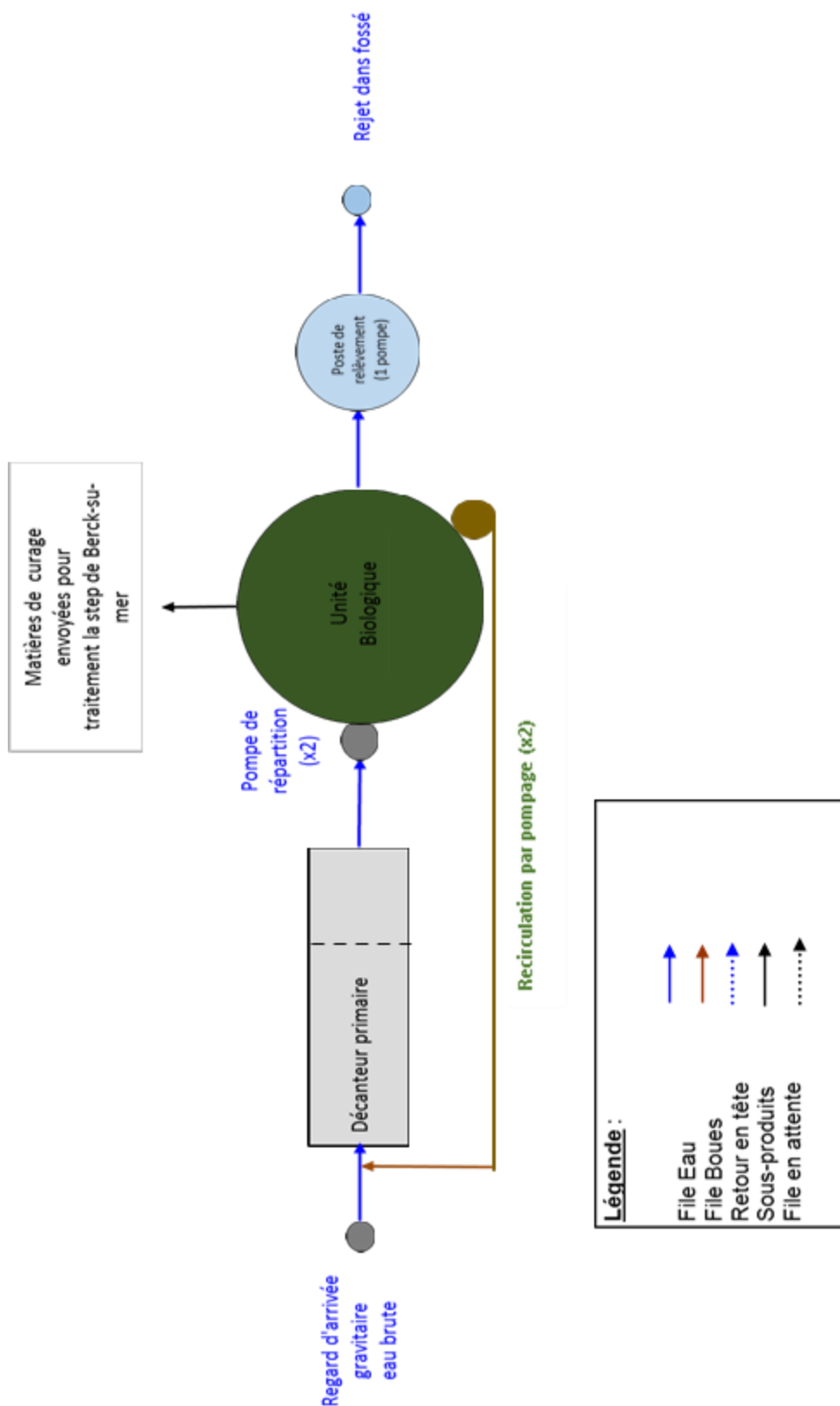
Système d'assainissement de Cucq (4/4)



Système de traitement de Cucq

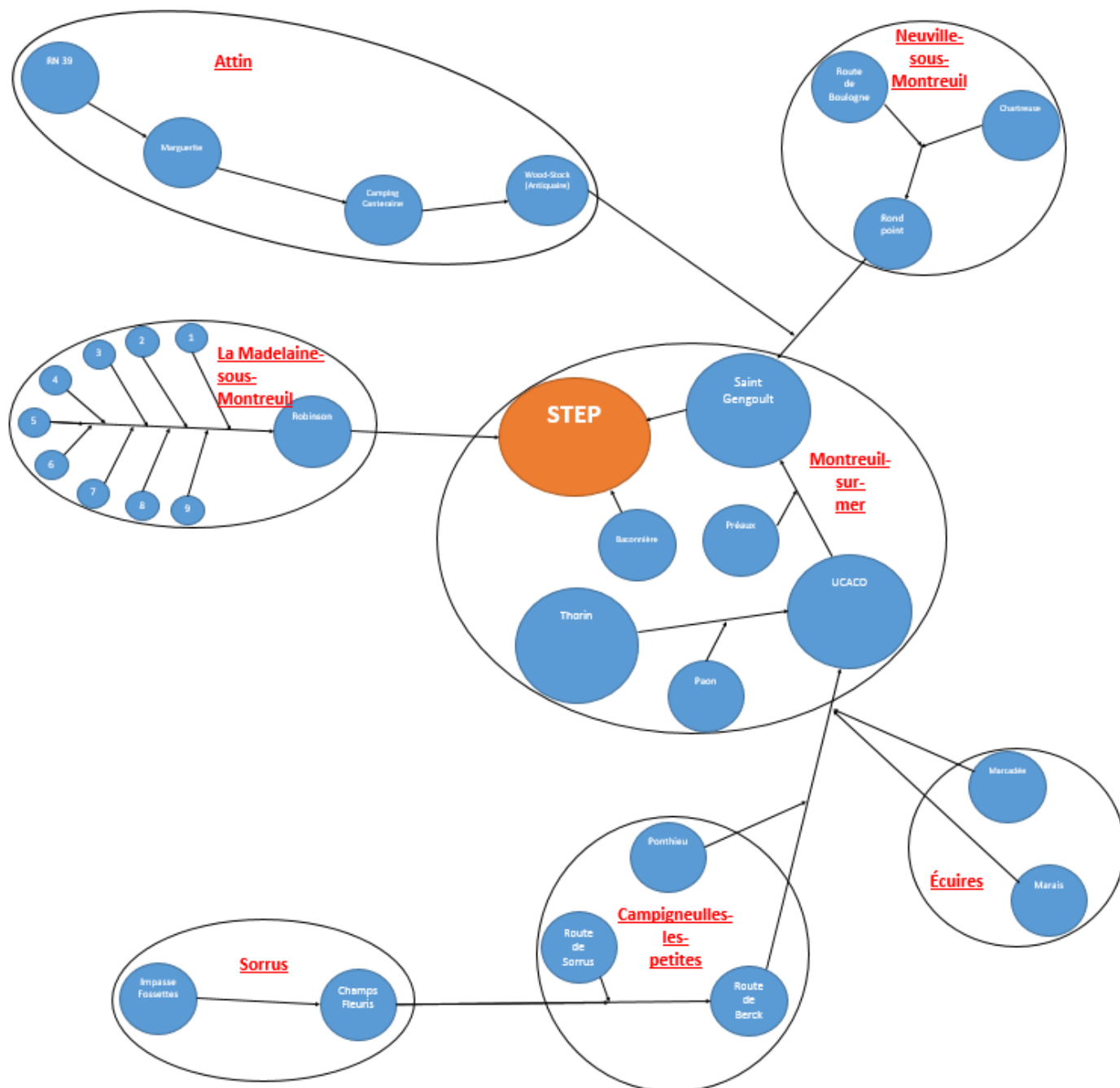


SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE FRENCQ – CLOS SAINT MARTIN

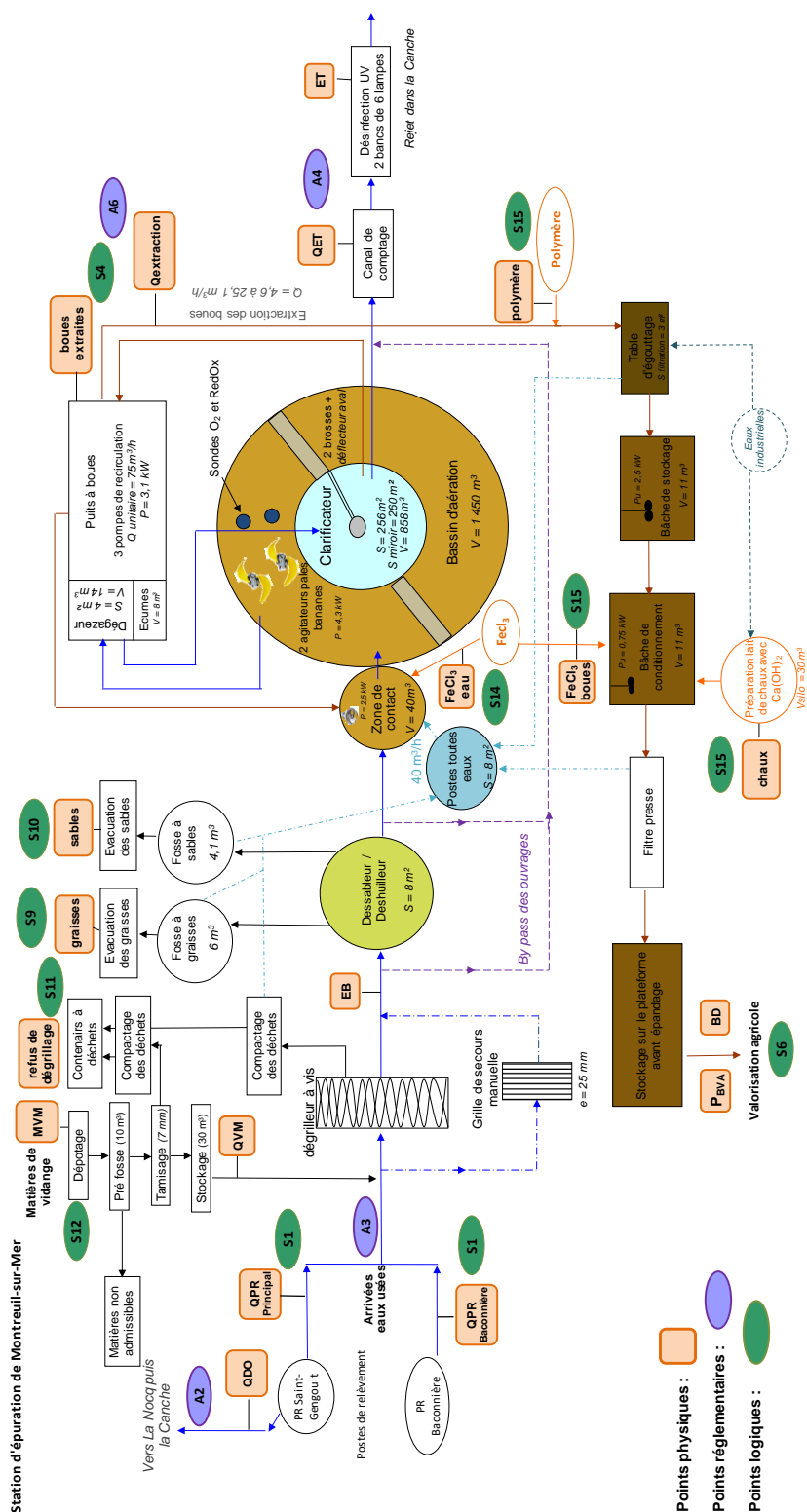


SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE MONTREUIL-SUR-MER

Système de collecte de Montreuil-sur-Mer



Système de traitement de Montreuil-sur-Mer



6.2 Le bilan énergétique du patrimoine

→ Bilan énergétique détaillé du patrimoine

Usine de dépollution

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Mini Step-Beutin-La Balastierre						
Energie relevée consommée (kWh)					705	
Energie facturée consommée (kWh)	891	2 775	1 821	1 073	582	-45,8%
Mini Step-Beutin-Rue De La Gare						
Energie relevée consommée (kWh)					63	
Energie facturée consommée (kWh)	0	0	58	69	58	-15,9%
Mini Step_De_Montcavrel						
Energie relevée consommée (kWh)					5 035	
Energie facturée consommée (kWh)		2 958	3 401	4 691	5 035	7,3%
Mini Step_Frencq_Le Clos Saint-Martin						
Energie relevée consommée (kWh)	9 907	13 970	11 020	11 498	13 348	16,1%
Energie facturée consommée (kWh)	9 907	13 970	11 020	12 796	12 050	-5,8%
Mini Step-FRENCQ-Les Crapauds_lotissement_communal						
Energie relevée consommée (kWh)					12 842	
Energie facturée consommée (kWh)		9 389	11 552	13 992	11 744	-16,1%
Mini Step_Saint Josse_Résidence Ermitage						
Energie relevée consommée (kWh)					4 750	
Energie facturée consommée (kWh)		4 017	4 854	4 954	3 963	-20,0%
Mini Step_Tubersent_Coquelicots						
Energie relevée consommée (kWh)					3 142	
Energie facturée consommée (kWh)	6 634	3 347	6 720	6 389	2 531	-60,4%
Mini Step-Wailly Beaucamp-Monthodion						
Energie relevée consommée (kWh)					388	
Energie facturée consommée (kWh)	107	646	3 565	1 230	355	-71,1%
Mini Step-Widehem-Orée du Bois						
Energie relevée consommée (kWh)					3 611	
Energie facturée consommée (kWh)	4 074		948	3 204	3 323	3,7%
Station d'Epuration de Montreuil sur mer						
Energie relevée consommée (kWh)	378 480	358 004	361 306	331 007	329 033	-0,6%
Energie facturée consommée (kWh)		508 688	321 502	291 994	325 229	11,4%
Station d'Epuration_Cucq						
Energie relevée consommée (kWh)	2 438 782	2 037 457	2 071 735	2 136 626	2 025 438	-5,2%
Energie facturée consommée (kWh)	2 438 782	2 106 722	2 131 442	1 991 911	2 035 106	2,2%
Step_De_Lefaux						
Energie relevée consommée (kWh)				482	576	19,5%
Energie facturée consommée (kWh)		4 573	381	564	576	2,1%

Poste de relèvement

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
PR_EP_Merlimont_Parc A Bateaux						
Energie relevée consommée (kWh)	1 623	4 870	4 020	6 700	5 720	-14,6%
Energie facturée consommée (kWh)	1 623	4 756	4 604	6 553	6 673	1,8%
Temps de fonctionnement (h)	2 295	1 880	1 696	3 050	3 036	-0,5%
PR_Attin_Camping Canteraine						
Energie relevée consommée (kWh)			9 163	13 439	13 408	-0,2%
Energie facturée consommée (kWh)		11 189	13 718	11 603	14 222	22,6%
Temps de fonctionnement (h)			4 889	4 905	4 697	-4,2%
PR_Attin_Margueritte						
Energie relevée consommée (kWh)			1 006	1 933	2 952	52,7%
Energie facturée consommée (kWh)	2 970	2 962	1 145	1 708	2 966	73,7%
Temps de fonctionnement (h)	728	1 374	873	673	1 096	62,9%
PR_Attin_RN 39						
Energie relevée consommée (kWh)			934	2 013	3 187	58,3%
Energie facturée consommée (kWh)	1 297	1 818	1 453	1 770	3 569	101,6%
Temps de fonctionnement (h)	375	730	474	658	1 147	74,3%
PR_Attin_Wood Stock(Antiquaire)						
Energie relevée consommée (kWh)			4 481	8 865	8 128	-8,3%
Energie facturée consommée (kWh)	9 464	9 533	9 021	7 610	8 680	14,1%
Temps de fonctionnement (h)			3 675	3 681	2 982	-19,0%
PR_Beutin_Mairie (NA)						
Energie facturée consommée (kWh)				124	360	190,3%
PR_Beutin_Rue De La Cavée						
Energie relevée consommée (kWh)				368	404	9,8%
Energie facturée consommée (kWh)			188	350	404	15,4%
Temps de fonctionnement (h)				70	187	167,1%
PR_Campigneulles-Les-Petites_Résidence Ponthieu--CAMPIGNEULLES LES PE						
Energie relevée consommée (kWh)			923	1 562	2 074	32,8%
Energie facturée consommée (kWh)	0	1 193	1 327	1 375	2 672	94,3%
Temps de fonctionnement (h)		905	708	966	2 184	126,1%
PR_Campigneulles-Les-Petites_Route De Berck						
Energie relevée consommée (kWh)			6 180	10 301		
Temps de fonctionnement (h)	1 229	1 632	1 315	1 322	873	-34,0%
PR_Campigneulles-Les-Petites_Route De Sorrus						
Energie relevée consommée (kWh)			492	559	903	61,5%
Energie facturée consommée (kWh)	0	1 111	876	559	944	68,9%
Temps de fonctionnement (h)	844	705	757	311	810	160,5%
PR_Cucq_Allée Daniel						
Energie relevée consommée (kWh)			436	493	528	7,1%
Energie facturée consommée (kWh)	2 578	724	445	469	496	5,8%
Temps de fonctionnement (h)	55	63	73	62	69	11,3%
PR_Cucq_Allée Des Bouleaux						
Energie relevée consommée (kWh)		301	277	343	357	4,1%
Temps de fonctionnement (h)	1 811	42	36	36	50	38,9%
PR_Cucq_Avenue Des Grillons						
Energie relevée consommée (kWh)	1 051	1 089	1 281	1 918	2 248	17,2%
Energie facturée consommée (kWh)	1 051	1 176	1 321	1 828	2 054	12,4%
Temps de fonctionnement (h)	172	216	349	436	756	73,4%

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
PR_Cucq_Avenue Des Sports (Mairie)						
Energie relevée consommée (kWh)			468	545	511	-6,2%
Energie facturée consommée (kWh)		479	529	517	447	-13,5%
Temps de fonctionnement (h)			15	11	511	4 545,5%
PR_Cucq_Camping De La Mer						
Energie relevée consommée (kWh)		448	684	1 373	630	-54,1%
Energie facturée consommée (kWh)		516	752	1 308	619	-52,7%
Temps de fonctionnement (h)			573	503	103	-79,5%
PR_Cucq_Impasse Bellevue						
Energie relevée consommée (kWh)	10 013	4 396	4 450	4 406	7 080	60,7%
Energie facturée consommée (kWh)	10 013	2 956	4 547	4 085	6 192	51,6%
Temps de fonctionnement (h)	4 249	2 468	2 571	1 798	2 244	24,8%
PR_Cucq_Impasse Chemin Michel (NA)						
Energie relevée consommée (kWh)			481	641	440	-31,4%
Energie facturée consommée (kWh)		1 146	493	605	551	-8,9%
Temps de fonctionnement (h)			38	49	55	12,2%
PR_Cucq_Impasse Duhamel						
Energie relevée consommée (kWh)			376	443	440	-0,7%
Energie facturée consommée (kWh)		0	382	422	409	-3,1%
Temps de fonctionnement (h)			113	91		
PR_Cucq_Ranch						
Energie relevée consommée (kWh)	40 187	39 979	30 428	32 007	48 240	50,7%
Energie facturée consommée (kWh)		47 834	49 612	29 168	56 052	92,2%
Temps de fonctionnement (h)	2 912	2 158	3 756	4 165	3 525	-15,4%
PR_Cucq_Rendy 10						
Energie relevée consommée (kWh)	2 563	4 720	2 730	3 116	3 181	2,1%
Energie facturée consommée (kWh)	2 563	5 362	3 187	2 874	2 686	-6,5%
Temps de fonctionnement (h)	209	749	84	57	62	8,8%
PR_Cucq_Rendy 11						
Temps de fonctionnement (h)	25	30	35	28	38	35,7%
PR_Cucq_Rendy 12						
Temps de fonctionnement (h)	276	196	521	89	62	-30,3%
PR_Cucq_Rendy 13						
Temps de fonctionnement (h)	488	523	391	465	435	-6,5%
PR_Cucq_Rendy 14						
Temps de fonctionnement (h)	172		159	250	183	-26,8%
PR_Cucq_Rendy 20						
Energie relevée consommée (kWh)	3 742	2 874	2 802	3 488	7 892	126,3%
Energie facturée consommée (kWh)	3 742	2 910	3 273	3 282	6 322	92,6%
Temps de fonctionnement (h)	587	50	186	190	180	-5,3%
PR_Cucq_Rendy 21						
Temps de fonctionnement (h)	22	22	23	22	53	140,9%
PR_Cucq_Rendy 22						
Temps de fonctionnement (h)	74	79	75	97	109	12,4%
PR_Cucq_Rendy 23						
Temps de fonctionnement (h)	95	108	71	85	624	634,1%
PR_Cucq_Rendy 24						
Temps de fonctionnement (h)	119	95	92	94	128	36,2%
PR_Cucq_Rendy 25						
Temps de fonctionnement (h)	101	83	75	89	363	307,9%

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
PR_Cucq_Rendy 26						
Temps de fonctionnement (h)	139	35	36	49	73	49,0%
PR_Cucq_Rendy 27						
Temps de fonctionnement (h)	17	17	16	19	23	21,1%
PR_Cucq_Rendy 30-31						
Energie relevée consommée (kWh)	2 816	2 224	2 204	3 148	8 831	180,5%
Energie facturée consommée (kWh)	2 816	2 058	2 590	2 705	7 658	183,1%
Temps de fonctionnement (h)	226	225	237	3 379	1 428	-57,7%
PR_Cucq_Rendy 32-33						
Temps de fonctionnement (h)		139	135	177	300	69,5%
PR_Cucq_Rendy 34						
Temps de fonctionnement (h)	36	36	36	248	5 757	2 221,4%
PR_Cucq_Rendy 35-36						
Temps de fonctionnement (h)	186	203	207	237	349	47,3%
PR_Cucq_Rue Des Flaques						
Energie relevée consommée (kWh)		5 968	5 149	7 747	10 012	29,2%
Energie facturée consommée (kWh)	8 516	5 088	5 829	7 120	8 743	22,8%
Temps de fonctionnement (h)	5 170	4 640	2 940	4 436	4 562	2,8%
PR_Cucq_Stella Greenwood 1						
Energie relevée consommée (kWh)	734	628	658	949	372	-60,8%
Energie facturée consommée (kWh)	734	683	688	911	362	-60,3%
Temps de fonctionnement (h)	135	105	128	528	12	-97,7%
PR_Cucq_Stella Greenwood2						
Energie relevée consommée (kWh)	464	384	364	476	517	8,6%
Energie facturée consommée (kWh)	464	411	384	464	502	8,2%
Temps de fonctionnement (h)	35	34	20	37	54	45,9%
PR_Cucq_Stella Maris						
Energie relevée consommée (kWh)		647	1 068	1 227	1 528	24,5%
Energie facturée consommée (kWh)	947	678	1 115	1 192	1 383	16,0%
Temps de fonctionnement (h)		139	354	335	416	24,2%
PR_Cucq_Stella Pelouses						
Energie relevée consommée (kWh)	48 765	9 592	11 801	11 676	16 485	41,2%
Energie facturée consommée (kWh)	48 765	19 956	12 726	10 884	21 448	97,1%
Temps de fonctionnement (h)	7 281	1 904	1 835	2 165	2 786	28,7%
PR_Cucq_Stella Poste De Secours						
Energie facturée consommée (kWh)	6	44	54	66	48	-27,3%
PR_Cucq_Stelle Place De L'Etoile						
Energie relevée consommée (kWh)	20 727	11 628	2 199	1 328	1 415	6,6%
Energie facturée consommée (kWh)	20 727	0	2 219	1 284	1 416	10,3%
Temps de fonctionnement (h)	4 138	3 420	627	252	258	2,4%
PR_Cucq_Tulipes						
Energie relevée consommée (kWh)	665	1 251	1 057	2 046	1 799	-12,1%
Energie facturée consommée (kWh)	665	1 322	1 215	1 838	1 581	-14,0%
Temps de fonctionnement (h)			250	905	961	6,2%
PR_Ecuire_Marais						
Energie relevée consommée (kWh)			2 605	3 861	10 943	183,4%
Energie facturée consommée (kWh)	0	3 834	5 648	3 371	13 709	306,7%
Temps de fonctionnement (h)	360	881	849	552	2 078	276,4%

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
PR_Ecuire_Marcadée						
Energie relevée consommée (kWh)			343	629	534	-15,1%
Energie facturée consommée (kWh)	0	425	515	533	562	5,4%
Temps de fonctionnement (h)	12	16	14	14	45	221,4%
PR_Etaples Sur Mer_Armoise						
Energie relevée consommée (kWh)		171			169	
Energie facturée consommée (kWh)	4 754		269	2 554	178	-93,0%
Temps de fonctionnement (h)		118	209	2 668	117	-95,6%
PR_Etaples Sur Mer_Avenue de Rombly						
Temps de fonctionnement (h)	18	21	24	205	40	-80,5%
PR_Etaples Sur Mer_Bel Air						
Energie relevée consommée (kWh)	59 144	52 883	48 453	64 126	58 030	-9,5%
Energie facturée consommée (kWh)	59 144	61 273	61 495	61 479	64 428	4,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	117	104	97	135	97	-28,1%
Volume pompé (m3)	506 759	506 116	498 038	475 511	600 461	26,3%
Temps de fonctionnement (h)	2 897	2 848	2 606	3 256	2 706	-16,9%
PR_Etaples Sur Mer_Bigot						
Energie relevée consommée (kWh)		1 094	964	2 573	2 564	-0,3%
Energie facturée consommée (kWh)	1 297	1 308	1 406	2 096	2 544	21,4%
Temps de fonctionnement (h)	1 322	1 076	724	1 428	833	-41,7%
PR_Etaples Sur Mer_Billet EU 3 Dezoteux						
Energie relevée consommée (kWh)		8 210	5 314	7 366	3 342	-54,6%
Energie facturée consommée (kWh)	10 074	6 092	6 295	6 815	7 507	10,2%
Temps de fonctionnement (h)	1 197	2 277	1 266	598	580	-3,0%
PR_Etaples Sur Mer_Billet EU 5 Lefebvre						
Temps de fonctionnement (h)	3 103	1 052	716	2 135	1 601	-25,0%
PR_Etaples Sur Mer_Camping Pinède						
Energie relevée consommée (kWh)		693	715	891	1 066	19,6%
Energie facturée consommée (kWh)	740	583	779	793	1 141	43,9%
Temps de fonctionnement (h)	288	195	162	234	366	56,4%
PR_Etaples Sur Mer_Charles VIII						
Temps de fonctionnement (h)	111	85	83	100	112	12,0%
PR_Etaples Sur Mer_Chemin Des Vaches						
Energie relevée consommée (kWh)		2 915	2 763	3 388	3 071	-9,4%
Energie facturée consommée (kWh)	3 856	2 745	3 082	3 105	3 212	3,4%
Temps de fonctionnement (h)	1 375	435	406	525	538	2,5%
PR_Etaples Sur Mer_Cimetière						
Energie relevée consommée (kWh)		978	840	885	962	8,7%
Energie facturée consommée (kWh)	884	800	815	763	771	1,0%
Temps de fonctionnement (h)	655	654	537	400	492	23,0%
PR_Etaples Sur Mer_Collège						
Temps de fonctionnement (h)		24	18	35	31	-11,4%
PR_Etaples Sur Mer_Domaine Des Près						
Energie relevée consommée (kWh)		568	420	630	1 009	60,2%
Energie facturée consommée (kWh)	871	713	477	569	1 015	78,4%
Temps de fonctionnement (h)		240	220	339	562	65,8%
PR_Etaples Sur Mer_Drifter						
Energie relevée consommée (kWh)	1 375	451	462		712	
Energie facturée consommée (kWh)	1 375	1 280	0	763	898	17,7%
Temps de fonctionnement (h)	531	122	136	248	282	13,7%

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
PR_Etaples Sur Mer_Fosse Aux Lions 1						
Energie relevée consommée (kWh)		850	607	3 543	807	-77,2%
Energie facturée consommée (kWh)	1 238	899	679	3 368	1 243	-63,1%
Temps de fonctionnement (h)	364	321	108	177	133	-24,9%
PR_Etaples Sur Mer_Fosse Aux Lions 2						
Temps de fonctionnement (h)			108	177	134	-24,3%
PR_Etaples Sur Mer_Impasse Bel Air						
Energie relevée consommée (kWh)			251	353	307	-13,0%
Energie facturée consommée (kWh)			281	323	302	-6,5%
Temps de fonctionnement (h)			2	19	16	-15,8%
PR_Etaples Sur Mer_Lotissement Communal 1						
Temps de fonctionnement (h)			216	9	11	22,2%
PR_Etaples Sur Mer_Lotissement Communal 2						
Temps de fonctionnement (h)			500	46	54	17,4%
PR_Etaples Sur Mer_MDDL (NA)						
Energie relevée consommée (kWh)			239	334	296	-11,4%
Energie facturée consommée (kWh)	0			308	274	-11,0%
Temps de fonctionnement (h)		2	5	19	5	-73,7%
PR_Etaples Sur Mer_Molières						
Energie relevée consommée (kWh)		308	281	415	459	10,6%
Energie facturée consommée (kWh)	303	253	321	380	416	9,5%
Temps de fonctionnement (h)	94	103	89	200	104	-48,0%
PR_Etaples Sur Mer_Opalopolis (NA)						
Energie relevée consommée (kWh)		376	371	626	498	-20,4%
Energie facturée consommée (kWh)	375	431	465	540	506	-6,3%
Temps de fonctionnement (h)		13	50	48	53	10,4%
PR_Etaples Sur Mer_Palette						
Energie relevée consommée (kWh)	4 222	3 882	2 760	1 364	1 621	18,8%
Energie facturée consommée (kWh)	4 222	2 570	3 006	1 364	1 241	-9,0%
Temps de fonctionnement (h)	617	791	645	286	228	-20,3%
PR_Etaples Sur Mer_Piscine EU (jeunes pains)						
Energie relevée consommée (kWh)	2 750	1 931	1 625	2 632	2 302	-12,5%
Energie facturée consommée (kWh)	2 750	1 912	1 919	2 415	2 289	-5,2%
Temps de fonctionnement (h)	406	334	204	303	254	-16,2%
PR_Etaples Sur Mer_Place Jeanne D'Arc						
Energie relevée consommée (kWh)		1 831	1 217	1 835	1 849	0,8%
Energie facturée consommée (kWh)	2 808	1 752	1 414	1 567	2 043	30,4%
Temps de fonctionnement (h)	1 123	870	573	851	946	11,2%
PR_Etaples Sur Mer_Pont Rose						
Energie relevée consommée (kWh)	7 432	7 565	8 289	8 655	9 754	12,7%
Energie facturée consommée (kWh)	7 432	6 435	8 704	8 655	11 987	38,5%
Temps de fonctionnement (h)	4 288	3 355	3 164	3 912	4 185	7,0%
PR_Etaples Sur Mer_Position						
Energie relevée consommée (kWh)		386	393	446	422	-5,4%
Energie facturée consommée (kWh)	358	421	428	430	407	-5,3%
Temps de fonctionnement (h)	37	65	48	82	87	6,1%
PR_Etaples Sur Mer_Ruelle Du Mont Levin						
Energie relevée consommée (kWh)		1 160	972	1 302	1 118	-14,1%
Energie facturée consommée (kWh)	1 062	1 212	1 113	1 175	1 198	2,0%
Temps de fonctionnement (h)	52	288	65	85	87	2,4%

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
PR_Etaples Sur Mer_Services Techniques						
Energie relevée consommée (kWh)		8 764	2 586	3 554	4 805	35,2%
Energie facturée consommée (kWh)	3 777	16 320	2 861	3 233	4 531	40,1%
Temps de fonctionnement (h)	2 276	2 749	952	1 289	1 625	26,1%
PR_Etaples Sur Mer_Tennis Avenue Des Oyats						
Temps de fonctionnement (h)		17	12	56	11	-80,4%
PR_Etaples Sur Mer_Verdun (Prise Temps Sec)						
Energie relevée consommée (kWh)		1 275	2 559	3 843	3 198	-16,8%
Energie facturée consommée (kWh)	1 967	1 798	2 515	3 560	3 517	-1,2%
Temps de fonctionnement (h)	1 471	1 117	1 580	7 862	2 538	-67,7%
PR_Etaples Sur Mer_ZI Valigot						
Energie relevée consommée (kWh)		39 911	25 395	13 866	26 486	91,0%
Energie facturée consommée (kWh)	14 630	27 380	27 020	12 487	22 194	77,7%
Temps de fonctionnement (h)	1 431	3 121	2 097	1 319	2 050	55,4%
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Robinson						
Energie facturée consommée (kWh)	1 481	1 898	2 162	2 323	4 343	87,0%
Temps de fonctionnement (h)			809	1 031	1 787	73,3%
PR_Le Touquet_Allée Des Mouettes						
Energie relevée consommée (kWh)		1 487	1 373	1 794	1 994	11,1%
Energie facturée consommée (kWh)	0	1 185	1 552	1 702	1 894	11,3%
Temps de fonctionnement (h)	384	633	400	517	682	31,9%
PR_Le Touquet_Artois (Prise Temps Sec)						
Energie relevée consommée (kWh)			2 402	2 469	1 394	-43,5%
Energie facturée consommée (kWh)	1 295	453	2 531	2 291	1 503	-34,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)			1 042	800	387	-51,6%
Volume pompé (m3)	4 099	2 500	2 306	3 088	3 599	16,5%
Temps de fonctionnement (h)	1 002	607	3 163	3 125	1 426	-54,4%
PR_Le Touquet_Avenue De Picardie						
Energie relevée consommée (kWh)	16 026	17 948	16 939	19 128	28 649	49,8%
Energie facturée consommée (kWh)	13 211	14 030	17 415	17 305	26 546	53,4%
Temps de fonctionnement (h)	9 640	10 863	10 050	11 400	11 323	-0,7%
PR_Le Touquet_Avenue Des Mille Agrements						
Energie relevée consommée (kWh)	763	1 150	1 280	996	1 274	27,9%
Energie facturée consommée (kWh)	763	1 246	1 305	906	1 234	36,2%
Temps de fonctionnement (h)	186	562	965	223	442	98,2%
PR_Le Touquet_Blériot						
Energie relevée consommée (kWh)	1 048	1 076	950	1 099	1 398	27,2%
Energie facturée consommée (kWh)	975	1 076	1 082	998	1 278	28,1%
Temps de fonctionnement (h)	393	493	397	379	615	62,3%
PR_Le Touquet_Canche						
Energie relevée consommée (kWh)	79 636	67 697	59 999	58 381	71 488	22,5%
Energie facturée consommée (kWh)	79 636	70 895	77 561	65 697	81 487	24,0%
Temps de fonctionnement (h)	5 663	4 268	4 019	4 741	7 396	56,0%
Temps de fonctionnement (h)		1 597	29	140	256	82,9%
PR_Le Touquet_Coop Artois						
Energie relevée consommée (kWh)	634		740	845	1 545	82,8%
Energie facturée consommée (kWh)	1 615	0	729	793	1 419	78,9%
Temps de fonctionnement (h)	175	194	194	204	475	132,8%

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
PR_Le Touquet_Dunes Au Loup (Centre Equestre)						
Energie relevée consommée (kWh)	3 124	4 212	6 764	5 108	2 739	-46,4%
Energie facturée consommée (kWh)	3 124	3 509	6 809	4 886	17 648	261,2%
Temps de fonctionnement (h)	526	662	1 037	824	5 971	624,6%
PR_Le Touquet_Ferinel						
Energie relevée consommée (kWh)	3 537	3 252	3 129	5 170	4 041	-21,8%
Energie facturée consommée (kWh)	2 911	2 938	3 644	5 089	3 806	-25,2%
Temps de fonctionnement (h)	740	132	119	647	206	-68,2%
PR_Le Touquet_Foyer Des Travailleurs						
Temps de fonctionnement (h)	3 224		1 568	2 932	4 326	47,5%
PR_Le Touquet_François Godin						
Energie relevée consommée (kWh)	2 463	1 150	4 144	7 291	1 874	-74,3%
Energie facturée consommée (kWh)	2 463	3 533	4 251	4 193	4 450	6,1%
Temps de fonctionnement (h)	556	656	658	661	682	3,2%
PR_Le Touquet_Grand Hotel (Prise Temps Sec)						
Volume pompé (m3)	11 486	19 687	26 379	36 292	43 339	19,4%
Temps de fonctionnement (h)	952	1 309	3 069	3 742	2 533	-32,3%
PR_Le Touquet_Hameau Du Parc						
Energie relevée consommée (kWh)	2 115	2 847	2 679	3 163	9 486	199,9%
Energie facturée consommée (kWh)	2 115	2 554	2 710	2 959	8 118	174,3%
Temps de fonctionnement (h)	1 453	4 949	1 549	1 816	5 077	179,6%
PR_Le Touquet_Hippocanche (NA)						
Energie relevée consommée (kWh)					733	
Energie facturée consommée (kWh)				128	733	472,7%
PR_Le Touquet_Hippodrome						
Energie relevée consommée (kWh)	4 020	5 401	2 981	5 007	5 520	10,2%
Energie facturée consommée (kWh)	2 113	7 068	3 183	5 007	5 588	11,6%
Temps de fonctionnement (h)	3 565	4 036	1 628	2 448	3 492	42,6%
PR_Le Touquet_Hippodrome Tir A L'Arc (Prise Temps Sec)						
Energie relevée consommée (kWh)			3 153	1 833	4 825	163,2%
Energie facturée consommée (kWh)	1 518	1 489	3 171	1 790	4 999	179,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)			74	111	189	70,3%
Volume pompé (m3)	9 721	13 754	42 339	16 504	25 481	54,4%
Temps de fonctionnement (h)	1 315	770	3 256	1 522	5 967	292,0%
PR_Le Touquet_Hippotel						
Energie relevée consommée (kWh)	979	2 672	2 112	1 878	1 141	-39,2%
Energie facturée consommée (kWh)	1 507	2 672	2 392	1 534	1 406	-8,3%
PR_Le Touquet_Jean Monnet						
Energie relevée consommée (kWh)			61 432	72 762		
PR_Le Touquet_Poste De Secours						
Energie relevée consommée (kWh)	478	540	425	729	407	-44,2%
Energie facturée consommée (kWh)	466	510	403	729	421	-42,2%
Temps de fonctionnement (h)	47	101	0	4	0	-100,0%
PR_Le Touquet_Suffren (Prise Temps Sec)						
Energie relevée consommée (kWh)			683	1 022	900	-11,9%
Energie facturée consommée (kWh)	840	984	707	934	905	-3,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)			147	233	164	-29,6%
Volume pompé (m3)	6 656	5 519	4 657	4 385	5 480	25,0%
Temps de fonctionnement (h)	437	586	326	584	482	-17,5%

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
PR_Le Touquet_18 Juin (Prise Temps Sec)						
Energie relevée consommée (kWh)			1 224	1 635	1 763	7,8%
Energie facturée consommée (kWh)	954	971	1 283	1 413	2 046	44,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)			95	130	65	-50,0%
Volume pompé (m3)	10 381	7 896	12 942	12 608	27 011	114,2%
Temps de fonctionnement (h)	702	653	860	1 195	1 805	51,0%
PR_Lefaux_Rue D'Etaples (NA)						
Temps de fonctionnement (h)					4	
PR_Merlimont_Calvaire						
Energie relevée consommée (kWh)	158	85	165	512	276	-46,1%
Energie facturée consommée (kWh)	158	56	167	507	260	-48,7%
Temps de fonctionnement (h)	12	15	10	194	476	145,4%
PR_Merlimont_Clos P.E. Damoye						
Energie relevée consommée (kWh)		188	211	285	312	9,5%
Energie facturée consommée (kWh)	226	237	240	273	278	1,8%
Temps de fonctionnement (h)		101	147	188	187	-0,5%
PR_Merlimont_Flandres						
Energie relevée consommée (kWh)	1 411	1 919	1 913	1 742	2 989	71,6%
Energie facturée consommée (kWh)	1 411	1 431	2 173	1 647	2 362	43,4%
Temps de fonctionnement (h)	773	911	890	687	970	41,2%
PR_Merlimont_Green						
Energie relevée consommée (kWh)	5 098	8 019	8 597	8 208	13 505	64,5%
Energie facturée consommée (kWh)	5 098	7 593	9 537	7 920	10 294	30,0%
Temps de fonctionnement (h)	1 901	2 303	2 510	2 402	1 995	-16,9%
PR_Merlimont_Plaine Bouchart						
Energie relevée consommée (kWh)				1 072	3 139	192,8%
Energie facturée consommée (kWh)			281	838	1 851	120,9%
Temps de fonctionnement (h)				513	1 700	231,4%
PR_Merlimont_Poste De Secours						
Energie relevée consommée (kWh)		119	113	164	7 008	4 173,2%
Energie facturée consommée (kWh)	62	59	128	158	5 701	3 508,2%
Temps de fonctionnement (h)	3	4	4	20	4 675	23 275,0%
PR_Merlimont_Près Collinot						
Energie relevée consommée (kWh)				873	2 395	174,3%
Energie facturée consommée (kWh)			293	1 026	2 505	144,2%
Temps de fonctionnement (h)				743	2 281	207,0%
PR_Merlimont_Résidence le Petit Moulin						
Energie relevée consommée (kWh)		1 218	912	1 116	1 380	23,7%
Temps de fonctionnement (h)	511	631	571	691	763	10,4%
PR_Merlimont_Rue Daubrege						
Energie relevée consommée (kWh)	2 040	3 760	3 398	5 411	9 541	76,3%
Energie facturée consommée (kWh)	2 040	4 370	3 849	5 234	8 095	54,7%
Temps de fonctionnement (h)	934	1 008	954	2 126	3 123	46,9%
PR_Merlimont_Rue Des Près Morus						
Energie relevée consommée (kWh)			1 743	2 278	3 166	39,0%
Energie facturée consommée (kWh)		858	1 995	2 202	2 685	21,9%
Temps de fonctionnement (h)			525	653	1 022	56,5%

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
PR_Merlimont_Ruisseau						
Energie relevée consommée (kWh)	4 438	6 898	7 242	7 371	13 835	87,7%
Energie facturée consommée (kWh)	4 438	8 132	8 026	7 129	10 102	41,7%
Temps de fonctionnement (h)	978	1 128	1 188	1 198	1 656	38,2%
PR_Montreuil-Sur-Mer_La Baconniere						
Volume pompé (m3)					15 725	
PR_Montreuil-Sur-Mer_Preaux						
Energie relevée consommée (kWh)		4 974	4 514	3 719	5 536	48,9%
Energie facturée consommée (kWh)	2 666	4 974	6 424	2 858	6 176	116,1%
Temps de fonctionnement (h)	1 800	3 144	4 063	1 782	3 436	92,8%
PR_Montreuil-Sur-Mer_Saint-Gengoult						
Energie relevée consommée (kWh)		31 866	18 105	34 995	34 472	-1,5%
Energie facturée consommée (kWh)	30 230	31 866	28 758	31 430	35 769	13,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)					77	
Volume pompé (m3)					446 273	
Temps de fonctionnement (h)	5 662	7 795	6 052	7 287	7 360	1,0%
PR_Montreuil-Sur-Mer_Thorin						
Energie relevée consommée (kWh)		22 447	13 073	25 091	20 216	-19,4%
Energie facturée consommée (kWh)	24 494	22 447	16 633	22 979	19 988	-13,0%
Temps de fonctionnement (h)		9 480	8 147	11 476	10 169	-11,4%
PR_Montreuil-Sur-Mer_Ucaco						
Energie relevée consommée (kWh)		24 723	18 937	35 774	35 675	-0,3%
Energie facturée consommée (kWh)	25 890	24 723	26 009	30 551	35 264	15,4%
Temps de fonctionnement (h)			5 201	6 484	6 101	-5,9%
PR_Neuville-Sous-Montreuil_Chartreuse						
Energie relevée consommée (kWh)			1 272	2 121	3 263	53,8%
Energie facturée consommée (kWh)	34 074	33 220	2 890	1 968	3 242	64,7%
Temps de fonctionnement (h)		12 812	489	462	879	90,3%
PR_Neuville-Sous-Montreuil_Rond Point						
Energie relevée consommée (kWh)			0	4 644	2 263	-51,3%
Energie facturée consommée (kWh)		3 024	47 547	4 096	2 995	-26,9%
Temps de fonctionnement (h)			1 620	2 009	1 160	-42,3%
PR_Neuville-Sous-Montreuil_Route De Boulogne						
Energie relevée consommée (kWh)			563	865	730	-15,6%
Energie facturée consommée (kWh)	0	712	786	776	728	-6,2%
Temps de fonctionnement (h)			195	249	373	49,8%
PR_Sorris_Champs Fleuris						
Energie relevée consommée (kWh)			11 390	22 511	14 942	-33,6%
Energie facturée consommée (kWh)	12 066	12 878	15 033	19 912	14 957	-24,9%
Temps de fonctionnement (h)		2 265	2 059	2 733	2 241	-18,0%
PR_Sorris_Impasse Des Fossettes						
Energie relevée consommée (kWh)			1 617	3 293	3 445	4,6%
Energie facturée consommée (kWh)	1 360	2 778	2 456	2 883	3 446	19,5%
Temps de fonctionnement (h)	378	321	682	775	863	11,4%

6.3 Les données consommateurs par commune

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
ATTIN						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	740	738	764	792	818	3,3%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	286	308	324	356	380	6,7%
Assiette de la redevance (m3)	84	71 033	33 791	33 967	55 609	63,7%
BEUTIN						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	5	5	5	5	5	0,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	34	34	34	34	50	47,1%
Assiette de la redevance (m3)		5 643	4 208	4 141	4 167	0,6%
CAMPIGNEULLES LES PETITES						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	572	573	579	573	558	-2,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	207	208	206	207	206	-0,5%
Assiette de la redevance (m3)		37 453	16 573	15 448	15 039	-2,6%
CUCQ						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	5 229	5 211	5 185	5 152	5 178	0,5%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	3 706	3 756	3 806	3 827	3 785	-1,1%
Assiette de la redevance (m3)	215 822	173 515	186 680	196 294	175 677	-10,5%
ECUIRES						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	762	738	730	725	715	-1,4%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	135	135	183	190	190	0,0%
Assiette de la redevance (m3)		73 123	28 595	40 443	19 061	-52,9%
ETAPLES						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	11 134	10 963	11 040	11 025	10 928	-0,9%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	5 263	5 277	5 358	5 531	5 554	0,4%
Assiette de la redevance (m3)	410 146	399 713	465 345	406 977	412 091	1,3%
FRENCQ						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	59	60	61	62	64	3,2%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	19	24	21	48	48	0,0%
Assiette de la redevance (m3)	195	3 631	1 397	2 135	5 785	171,0%
LA MADELAINE SOUS MONTREUIL						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	171	169	166	162	159	-1,9%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	19	14	14	15	15	0,0%
Assiette de la redevance (m3)		5 800	-651	2 804	3 369	20,1%
LE TOUQUET PARIS PLAGE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	4 487	4 462	4 484	4 501	4 527	0,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	10 601	10 615	10 749	10 858	10 961	0,9%
Assiette de la redevance (m3)	513 866	515 436	454 839	561 928	511 863	-8,9%
LEFAUX						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)			242	180	177	-1,7%
Nombre d'abonnés (clients) desservis					94	
Assiette de la redevance (m3)					10 810	
MERLIMONT						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	3 368	3 414	3 443	3 471	3 459	-0,3%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 869	2 897	2 929	2 971	2 917	-1,8%
Assiette de la redevance (m3)	120 826	101 318	114 651	104 027	91 286	-12,2%

MONTREUIL						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	2 251	2 144	2 076	2 059	2 036	-1,1%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 247	1 285	1 314	1 404	1 441	2,6%
Assiette de la redevance (m3)		200 959	94 009	125 219	74 276	-40,7%
NEUVILLE SOUS MONTREUIL						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	668	659	655	658	659	0,2%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	315	316	319	321	315	-1,9%
Assiette de la redevance (m3)		38 629	20 249	27 785	26 842	-3,4%
SAINT JOSSE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)			1 154	46	46	0,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis					16	
Assiette de la redevance (m3)					2 141	
SORRUS						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	818	830	875	909	942	3,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	286	292	294	301	308	2,3%
Assiette de la redevance (m3)		52 309	24 121	19 918	24 550	23,3%
WAILLY BEAUCAMP						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	10	10	10	11	11	0,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	19	18	20	20	19	-5,0%
Assiette de la redevance (m3)		2 944	1 888	2 015	1 072	-46,8%

6.4 La facture 120 m³

Facture annuelle type complète, eau et assainissement, toutes taxes et redevances comprises pour un client ayant consommé 120 m³ et doté d'un compteur de 15 mm de diamètre (dans le cas où il existe différentes tranches tarifaires entre 0 et 120 m³, les prix unitaires affichés ci-après sont des prix moyens pour une consommation de 120 m³).

Tarifs au 01/01/2024

		Euro			
Etaples-sur-Mer		Qté	Prix Unitaire HT	Montant HT	Taux TVA
Distribution de l'eau					
Abonnement					
Abonnement (part distributeur)				40.98	5.5 %
Abonnement (part communautaire CA2BM)				2.50	5.5 %
Consommation					
Consommation (part distributeur) De 1 à 60 (m3)		30	0.6383	19.15	5.5 %
Consommation (part distributeur) De 31 à 100 (m3)		70	1.1351	79.46	5.5 %
Consommation (part distributeur) De 101 à 200 (m3)		20	1.1972	23.94	5.5 %
Consommation (part communautaire CA2BM) (m3)		120	0.4100	49.20	5.5 %
Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau) (m3)		120	0.0720	8.64	5.5 %
TOTAL DISTRIBUTION DE L'EAU				223.87	
Collecte et traitement des eaux usées					
Abonnement					
Abonnement (part distributeur)				19.24	10. %
Abonnement Assainissement (part communautaire CA2BM)				40.00	10. %
Consommation					
Consommation (part distributeur) (m3)		120	1.4251	171.01	10. %
Consommation assainissement (part communautaire CA2BM) (m3)		120	1.0100	121.20	10. %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES				351.45	
Organismes publics					
(taxes et redevances)					
Redevance pollution (m3)		120	0.3500	42.00	5.5 %
Modernisation des réseaux (m3)		120	0.2100	25.20	10. %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS				67.20	
TOTAL HT de la Facture				642.52	Euro
TOTAL TTC de la Facture				694.81	Euro
Prix TTC du m3 hors abonnement				4.86	Euro

Cucq	Euro			
	Qté	Prix Unitaire HT	Montant HT	Taux TVA
Distribution de l'eau				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			101.64	5.5 %
Consommation				
Consommation (part distributeur) De 1 à 36 (m3)	36	0.2989	10.76	5.5 %
Consommation (part distributeur) De 37 à 200 (m3)	84	0.9566	80.35	5.5 %
Consommation (part communautaire CA2BM) (m3)	120	0.2800	33.60	5.5 %
Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau) (m3)	120	0.0720	8.64	5.5 %
TOTAL DISTRIBUTION DE L'EAU			234.99	
Collecte et traitement des eaux usées				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			19.08	10. %
Abonnement Assainissement (part communautaire CA2BM)			43.00	10. %
Consommation				
Consommation (part distributeur) (m3)	120	1.4106	169.27	10. %
Consommation assainissement (part communautaire CA2BM) (m3)	120	0.8600	103.20	10. %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			334.55	
Organismes publics				
(taxes et redevances)				
Redevance pollution (m3)	120	0.3500	42.00	5.5 %
Modernisation des réseaux (m3)	120	0.2100	25.20	10. %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS			67.20	
TOTAL HT de la Facture			636.74	Euro
TOTAL TTC de la Facture			687.95	Euro
Prix TTC du m3 hors abonnement			4.27	Euro

Merlimont	Euro			
	Qté	Prix Unitaire HT	Montant HT	Taux TVA
Distribution de l'eau				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			86.92	5.5 %
Abonnement (part communautaire CA2BM)			8.00	5.5 %
Consommation				
Consommation (part distributeur) De 1 à 36 (m3)	36	0.2838	10.22	5.5 %
Consommation (part distributeur) 37 et plus (m3)	84	1.0182	85.53	5.5 %
Consommation (part communautaire CA2BM) De 1 à 36 (m3)	36	0.1650	5.94	5.5 %
Consommation (part communautaire CA2BM) 37 et plus (m3)	84	0.1650	13.86	5.5 %
Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau) (m3)	120	0.0497	5.96	5.5 %
TOTAL DISTRIBUTION DE L'EAU			216.43	
Collecte et traitement des eaux usées				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			19.08	10. %
Abonnement Assainissement (part communautaire CA2BM)			43.00	10. %
Consommation				
Consommation (part distributeur) (m3)	120	1.4106	169.27	10. %
Consommation assainissement (part communautaire CA2BM) (m3)	120	0.8600	103.20	10. %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			334.55	
Organismes publics				
(taxes et redevances)				
Redevance pollution (m3)	120	0.3500	42.00	5.5 %
Modernisation des réseaux (m3)	120	0.2100	25.20	10. %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS			67.20	
TOTAL HT de la Facture			618.18	Euro
TOTAL TTC de la Facture			668.37	Euro
Prix TTC du m3 hors abonnement			4.17	Euro

Le Touquet-Paris-Plage		Qté	Euro		Taux TVA
			Prix Unitaire HT	Montant HT	
Distribution de l'eau					
Abonnement					
Abonnement (part distributeur)				139.90	5.5 %
Consommation					
Consommation Distribution (part distributeur)	De 1 à 72 (m3)	72	0.2433	17.52	5.5 %
Consommation Distribution (part distributeur)	De 73 à 400 (m3)	48	0.4258	20.44	5.5 %
Consommation Production (part distributeur)	(m3)	120	0.3406	40.87	5.5 %
Consommation (part communautaire CA2BM)	(m3)	120	0.0500	6.00	5.5 %
Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	(m3)	120	0.0500	6.00	5.5 %
TOTAL DISTRIBUTION DE L'EAU				230.73	
Collecte et traitement des eaux usées					
Abonnement					
Abonnement (part distributeur)				19.08	10. %
Abonnement Assainissement (part communautaire CA2BM)				43.00	10. %
Consommation					
Consommation (part distributeur)	(m3)	120	1.4106	169.27	10. %
Consommation assainissement (part communautaire CA2BM)	(m3)	120	0.8600	103.20	10. %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES				334.55	
Organismes publics					
(taxes et redevances)					
Redevance pollution	(m3)	120	0.3500	42.00	5.5 %
Modernisation des réseaux	(m3)	120	0.2100	25.20	10. %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS				67.20	
TOTAL HT de la Facture				632.48	Euro
TOTAL TTC de la Facture				683.46	Euro
Prix TTC du m3 hors abonnement				3.90	Euro

Montreuil sur mer – Neuville sous Montreuil – Attin – La
Madeleine sous Montreuil – Sorrus Campigneulles les petites –
Ecuire – Beutin – Wailly Beaucamp

		Euro		
	Qté	Prix Unitaire HT	Montant HT	Taux TVA
Collecte et traitement des eaux usées				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			19.02	10. %
Abonnement Assainissement (part communautaire CA2BM)			43.00	10. %
Consommation				
Consommation (part distributeur) (m3)	120	1.6797	201.56	10. %
Consommation assainissement (part communautaire CA2BM) (m3)	120	0.6200	74.40	10. %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			337.98	
Organismes publics				
(taxes et redevances)				
Modernisation des réseaux (m3)	120	0.2100	25.20	10. %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS			25.20	
TOTAL HT de la Facture			363.18	Euro
TOTAL TTC de la Facture			399.50	Euro
Prix TTC du m3 hors abonnement			2.76	Euro

		Euro		
	Qté	Prix Unitaire HT	Montant HT	Taux TVA
Collecte et traitement des eaux usées				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			19.08	10. %
Abonnement Assainissement (part communautaire CA2BM)			43.00	10. %
Consommation				
Consommation (part distributeur) (m3)	120	1.4106	169.27	10. %
Consommation assainissement (part communautaire CA2BM) (m3)	120	0.8600	103.20	10. %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			334.55	
Organismes publics				
(taxes et redevances)				
Modernisation des réseaux (m3)	120	0.2100	25.20	10. %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS			25.20	
TOTAL HT de la Facture			359.75	Euro
TOTAL TTC de la Facture			395.73	Euro
Prix TTC du m3 hors abonnement			2.73	Euro

6.5 Attestations d'assurances

Dans le cadre de ses obligations contractuelles, Veolia a souscrit aux polices d'assurance suivantes :

- Assurance de responsabilité civile : cette assurance couvre Veolia des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, que Veolia est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.

- Assurance de dommages aux biens : cette assurance est souscrite par Veolia pour son propre compte. Elle a pour objet de garantir les biens affermés contre les dommages résultant de l'exploitation du service.

L'ensemble de ces attestations d'assurance est disponible sur simple demande de la Collectivité.

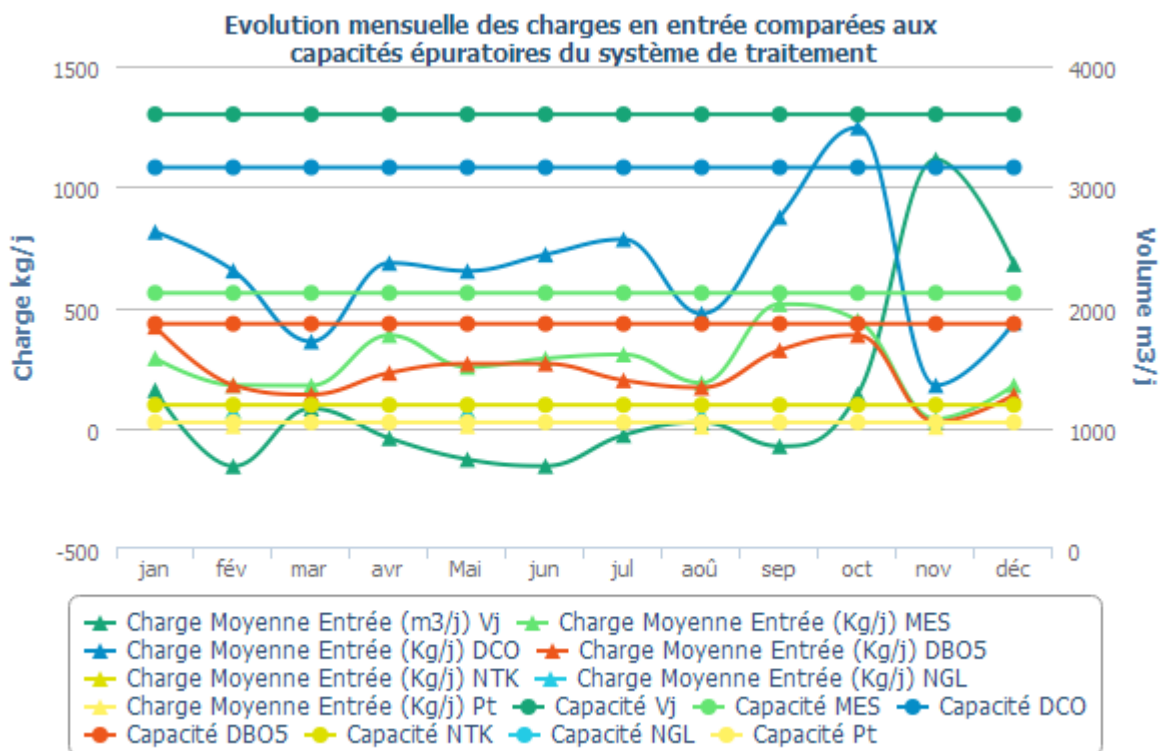
6.6 Le bilan qualité par usine

Station d'Epuration de Montreuil sur mer

Bilans HCNF / Bilans :

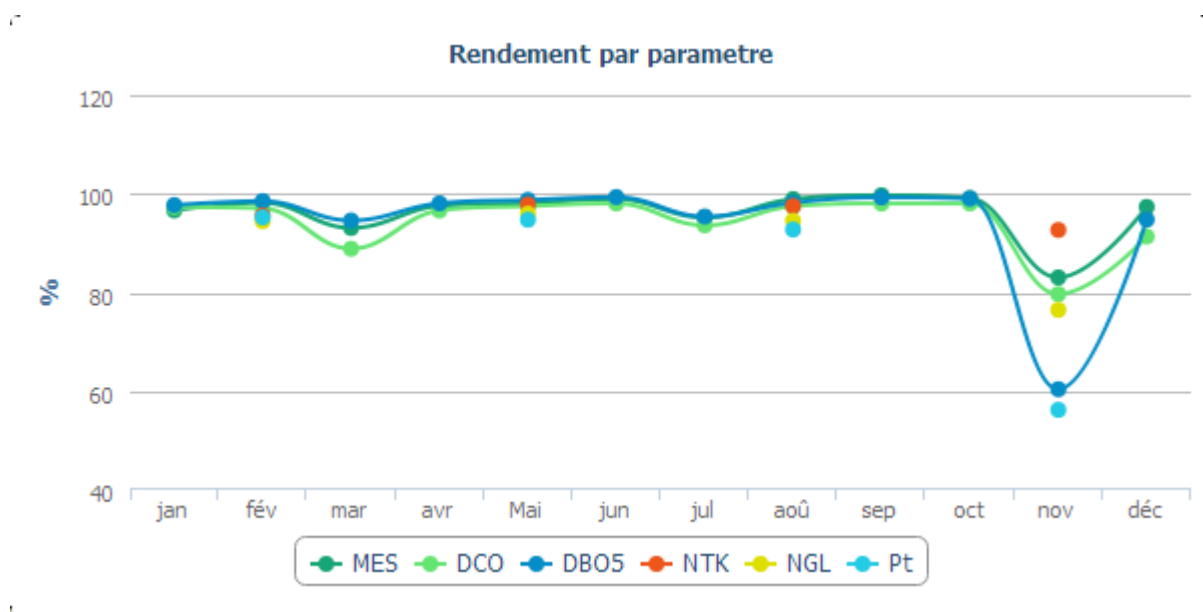
Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HCNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	1 314	0 / 1	289	813	420	-	-	-
février	684	0 / 2	178	653	178	71,2	71,2	7,5
mars	1 161	1 / 1	176	359	139	-	-	-
avril	917	0 / 2	385	684	229	-	-	-
mai	741	0 / 1	253	651	267	71,2	71,2	8,2
juin	685	0 / 2	288	719	267	-	-	-
juillet	941	0 / 1	305	782	198	-	-	-
août	1 049	1 / 2	187	474	168	56,4	56,4	5,6
septembre	849	0 / 1	513	874	322	-	-	-
octobre	1 282	0 / 2	446	1 245	385	-	-	-
novembre	3 227	1 / 1	39	177	25	26,8	26,8	4,2
décembre	2 358	2 / 2	177	436	137	-	-	-

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

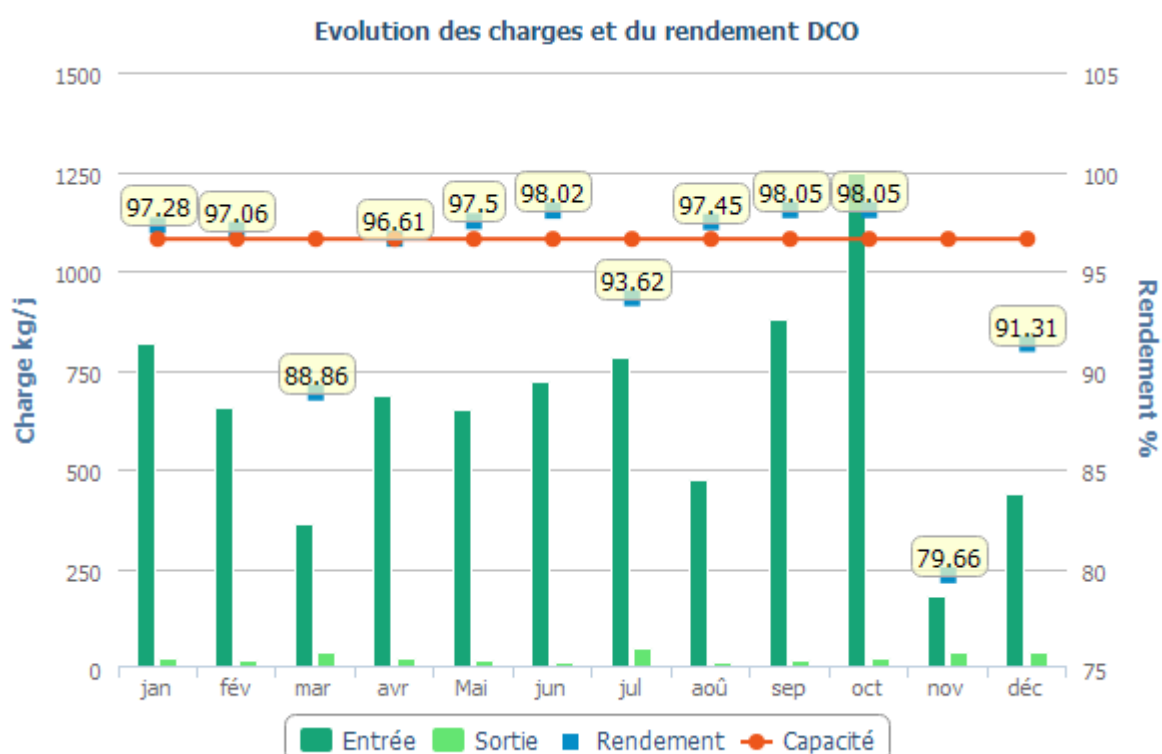
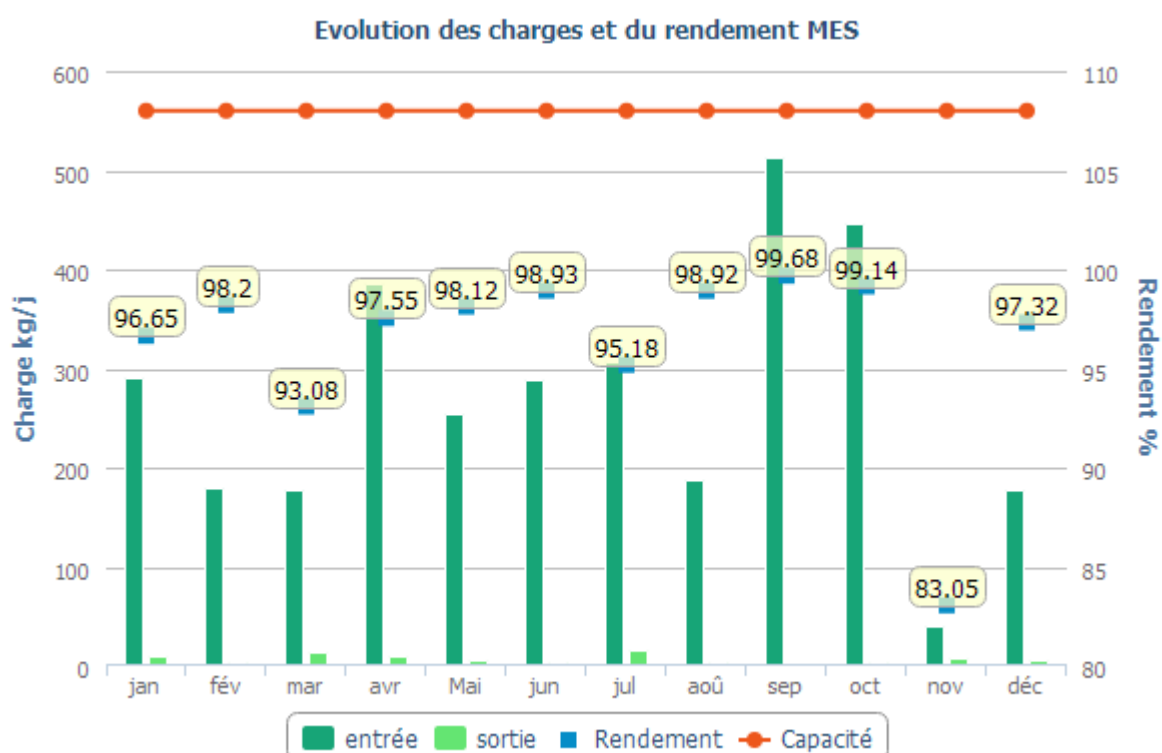


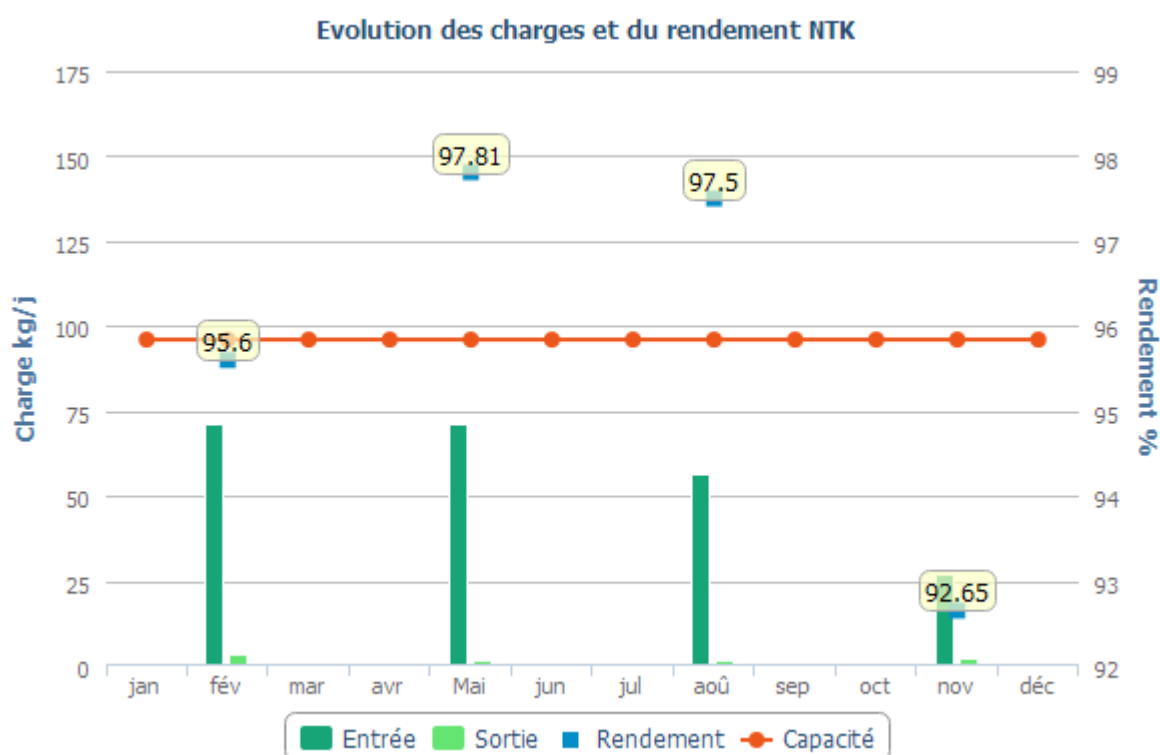
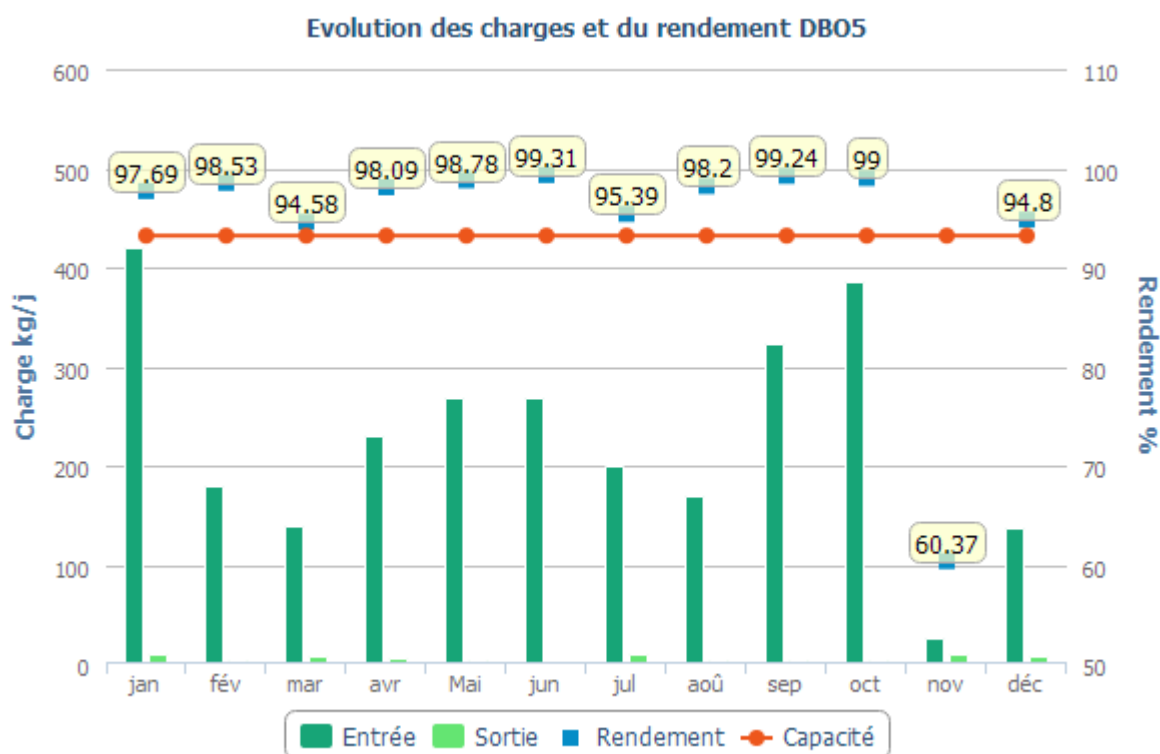
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

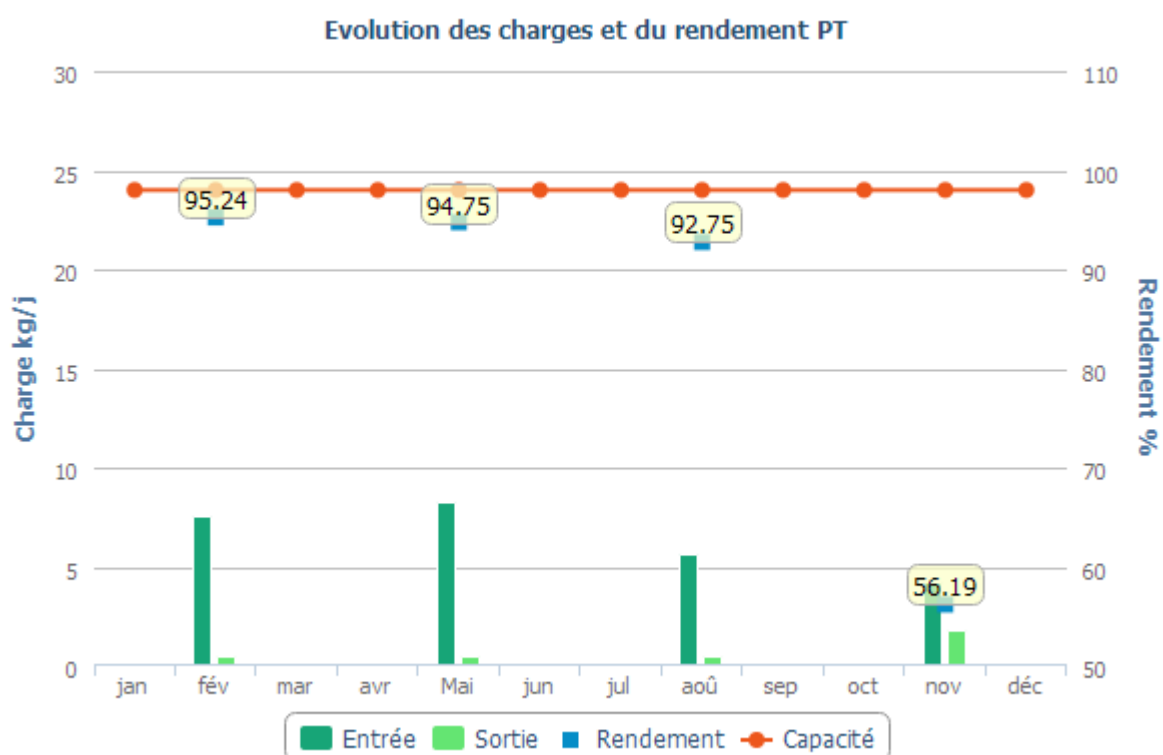
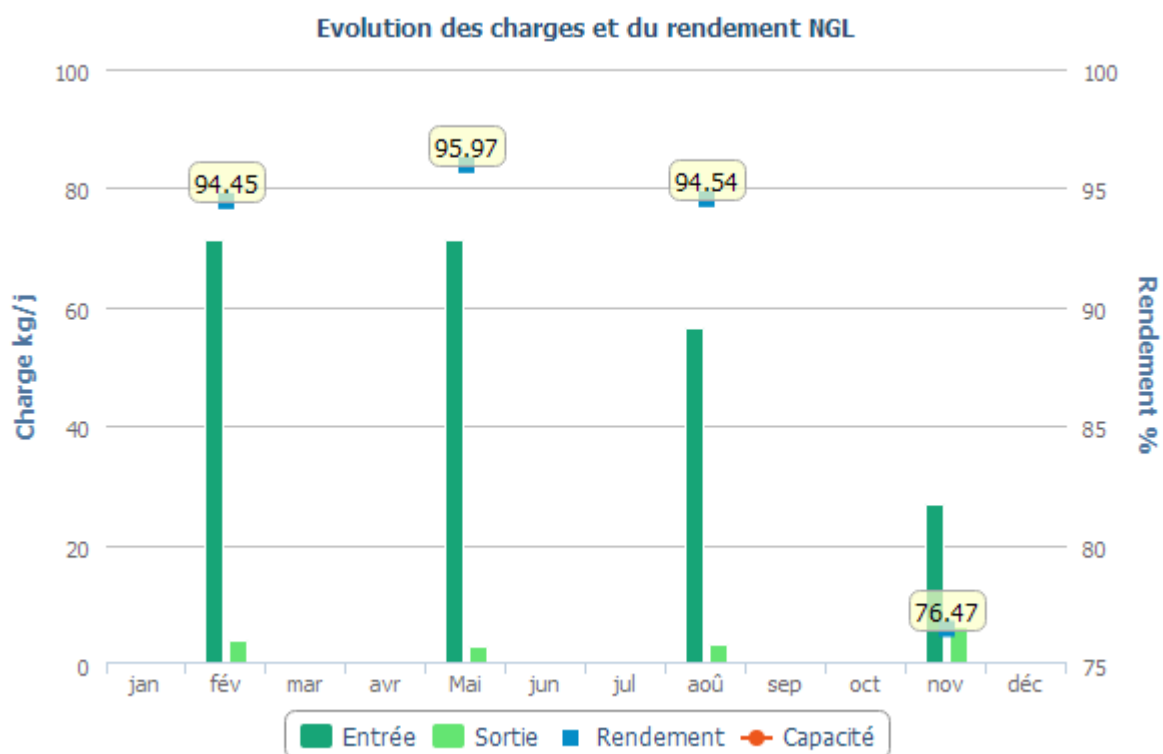
Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	9,70	96,65	22,20	97,28	9,69	97,69						
février	3,20	98,20	19,20	97,06	2,62	98,53	3,10	95,60	4,00	94,45	0,40	95,24
mars	12,20	93,08	40,00	88,86	7,55	94,58						
avril	9,40	97,55	23,20	96,61	4,37	98,09						
mai	4,80	98,12	16,30	97,50	3,26	98,78	1,60	97,81	2,90	95,97	0,40	94,75
juin	3,10	98,93	14,20	98,02	1,85	99,31						
juillet	14,70	95,18	49,90	93,62	9,10	95,39						
août	2,00	98,92	12,10	97,45	3,02	98,20	1,40	97,50	3,10	94,54	0,40	92,75
septembre	1,60	99,68	17,10	98,05	2,44	99,24						
octobre	3,80	99,14	24,30	98,05	3,84	99,00						
novembre	6,60	83,05	36,10	79,66	9,85	60,37	2,00	92,65	6,30	76,47	1,80	56,19
décembre	4,70	97,32	37,90	91,31	7,11	94,80						



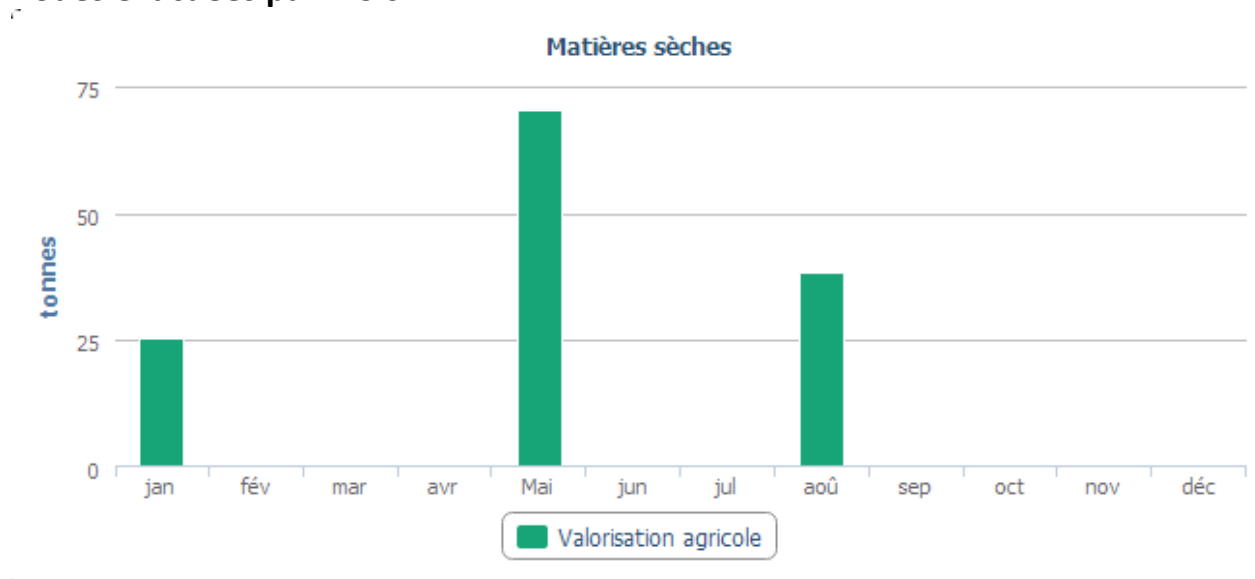
Evolution des charges et du rendement par paramètre







Boues évacuées par mois

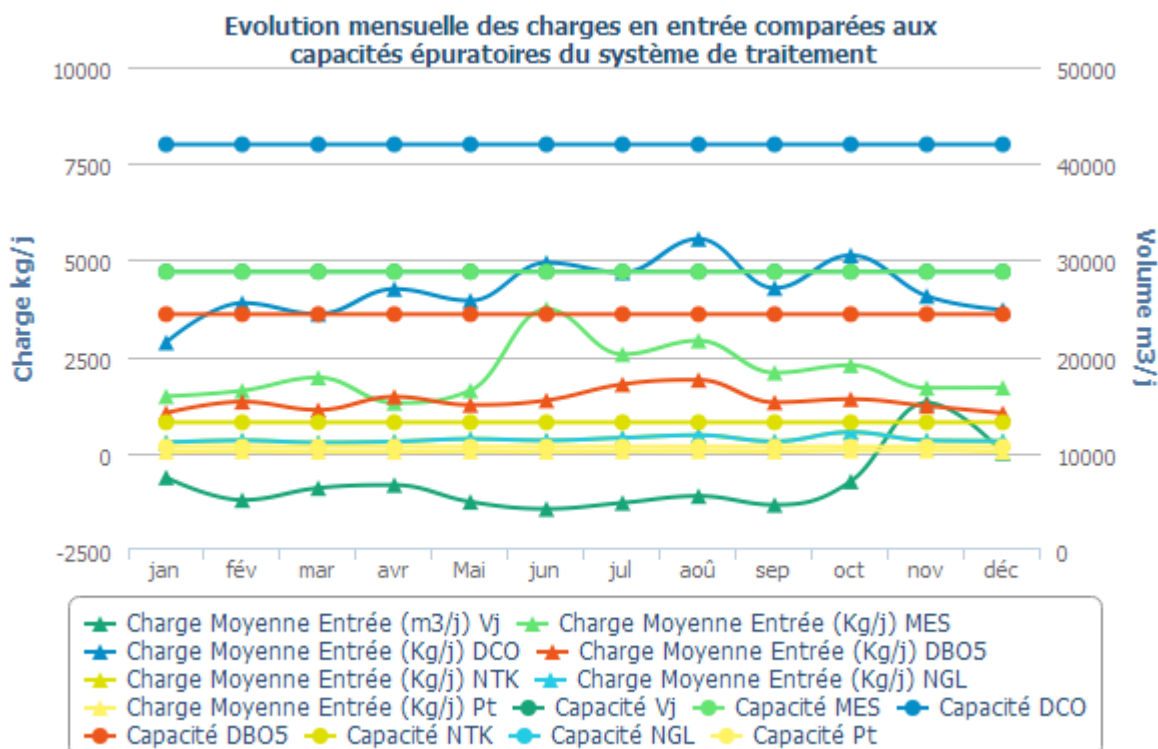


Station d'Epuration Cucq

Bilans HCNF / Bilans :

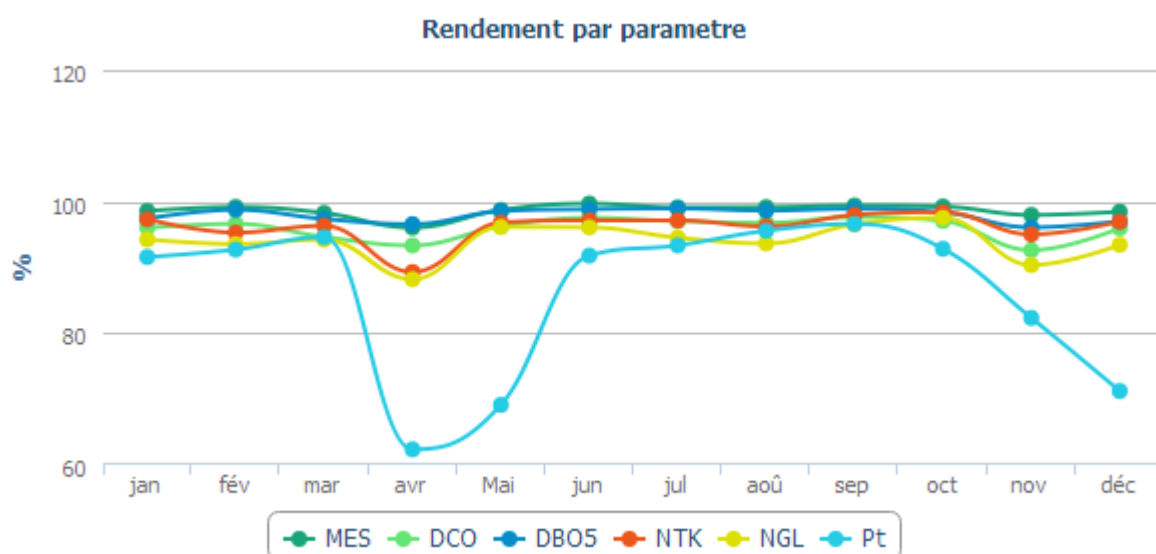
Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HCNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	7 490	1 / 11	1 474	2 870	1 040	281,2	281,2	34,4
février	5 137	0 / 10	1 619	3 890	1 332	332,5	332,5	44,9
mars	6 389	1 / 11	1 963	3 607	1 118	275,1	275,1	36,9
avril	6 693	1 / 10	1 302	4 255	1 465	301,4	301,4	36,9
mai	4 950	0 / 14	1 621	3 953	1 248	366,4	366,4	45,1
juin	4 230	0 / 13	3 732	4 930	1 369	333,9	333,9	38,5
juillet	4 851	0 / 13	2 561	4 683	1 783	398,4	398,4	47,8
août	5 566	1 / 14	2 915	5 552	1 900	464,3	464,3	53,8
septembre	4 644	1 / 12	2 083	4 277	1 318	304,0	304,0	43,2
octobre	7 084	2 / 10	2 276	5 124	1 398	547,1	547,1	66,4
novembre	15 235	11 / 12	1 690	4 072	1 222	331,1	331,1	69,5
décembre	10 013	5 / 10	1 696	3 716	1 036	314,5	314,5	29,7

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

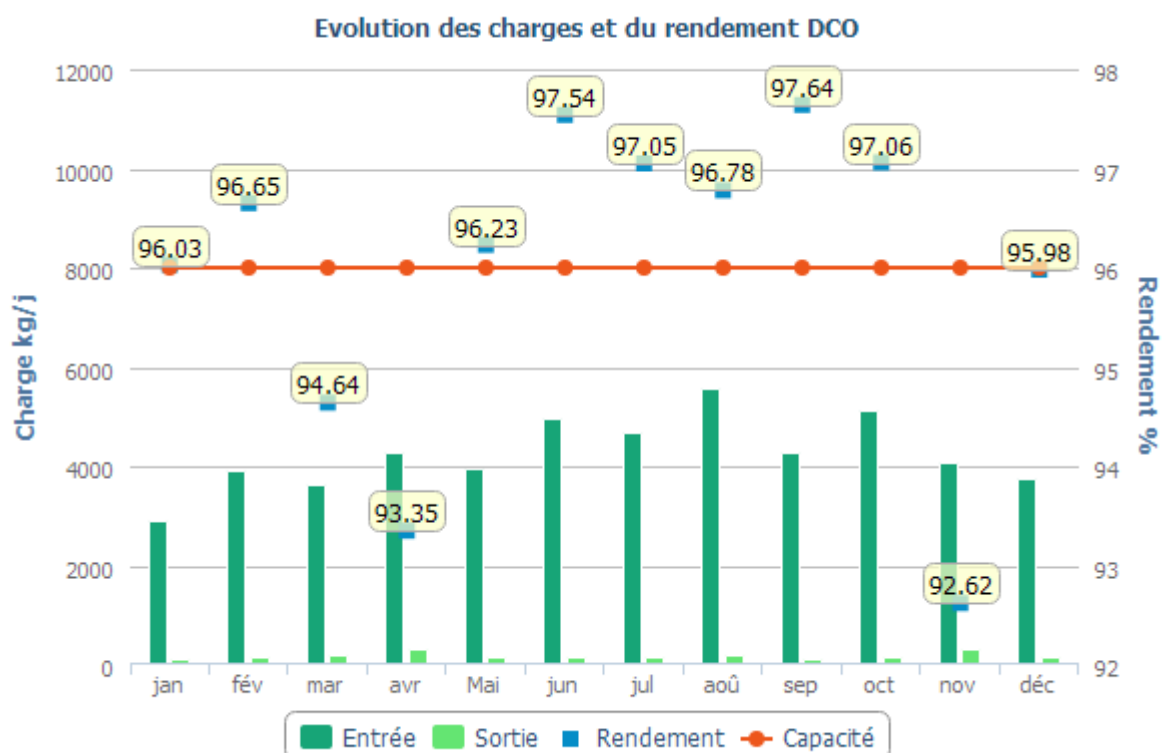
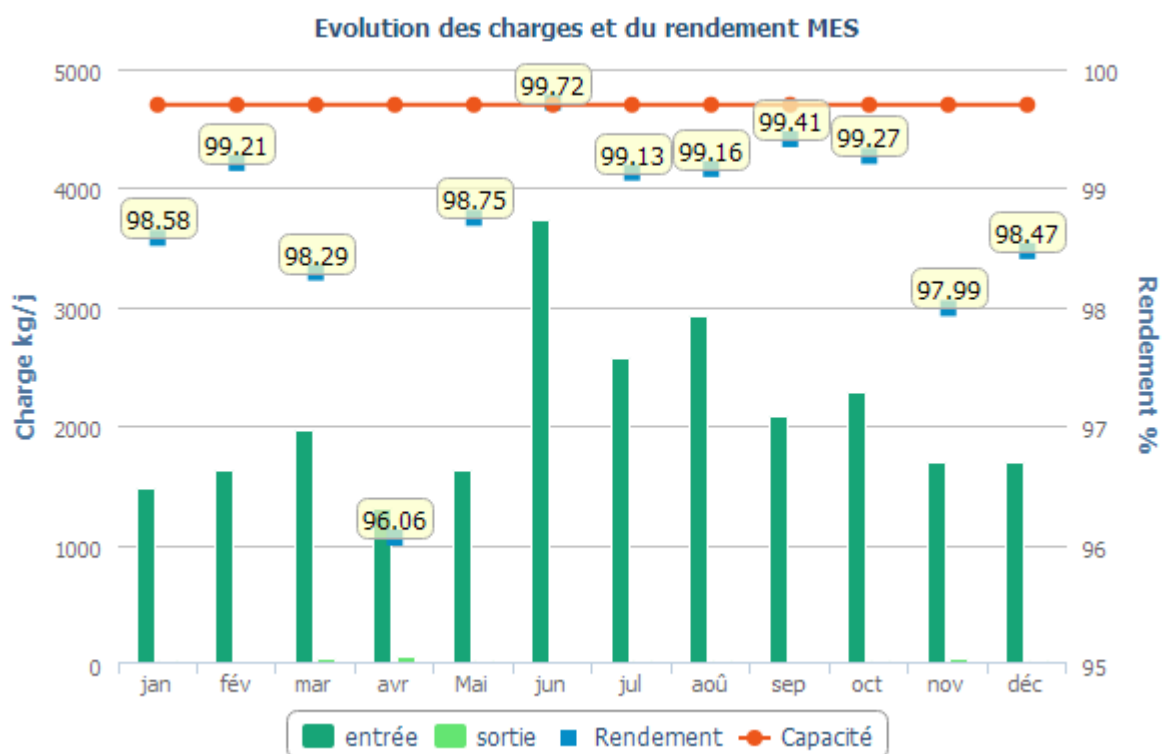


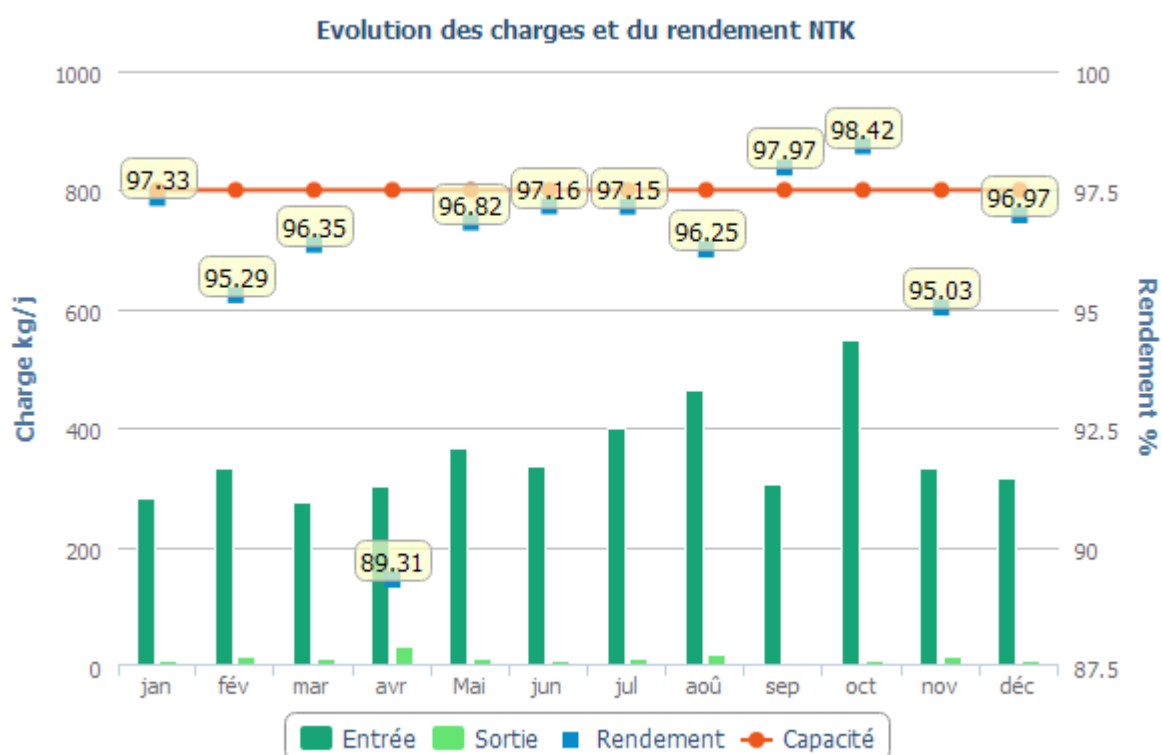
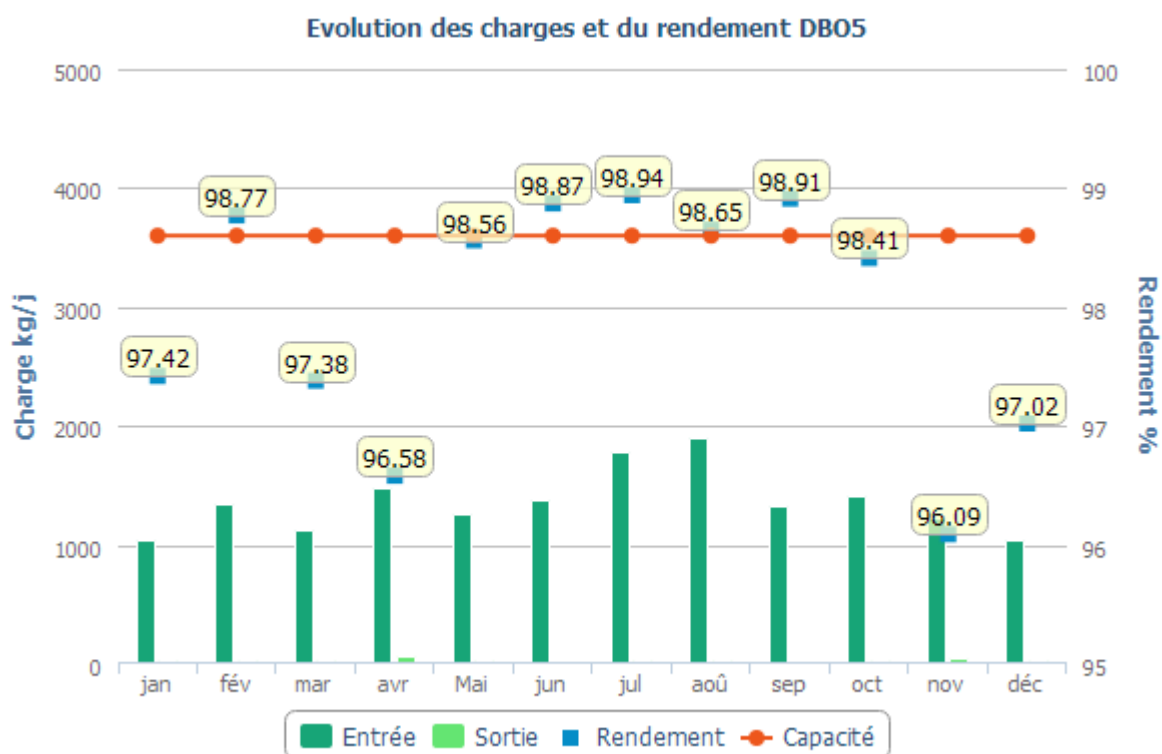
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

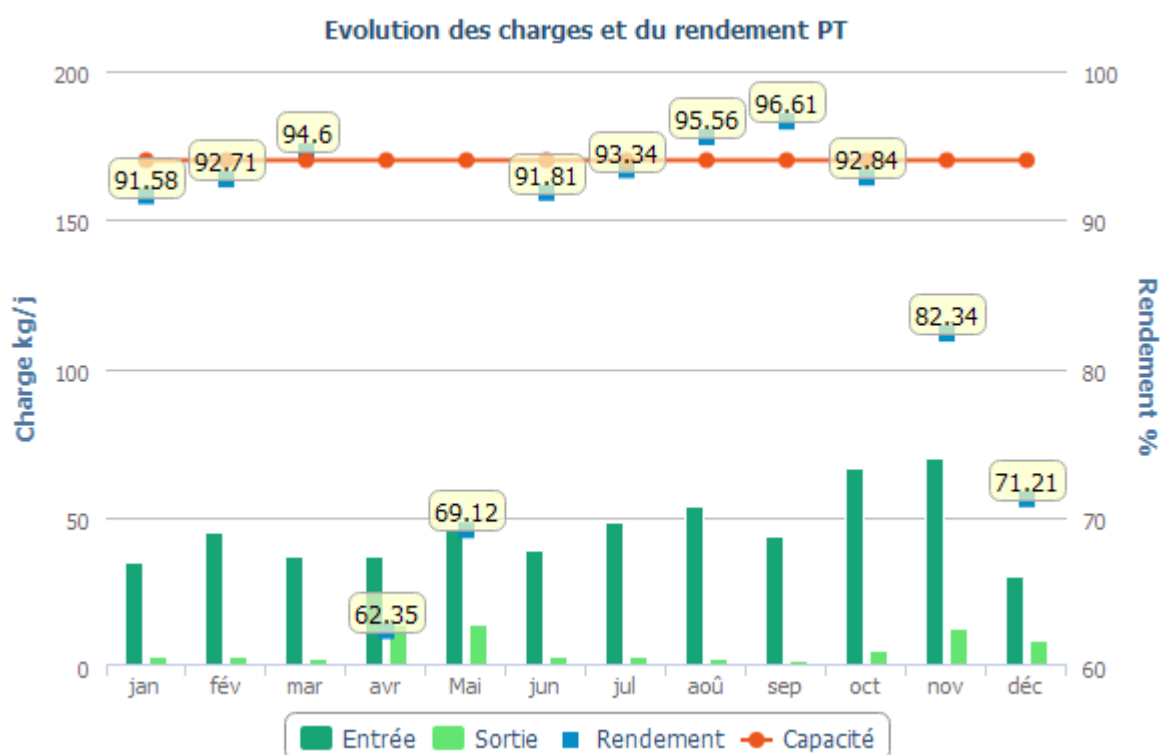
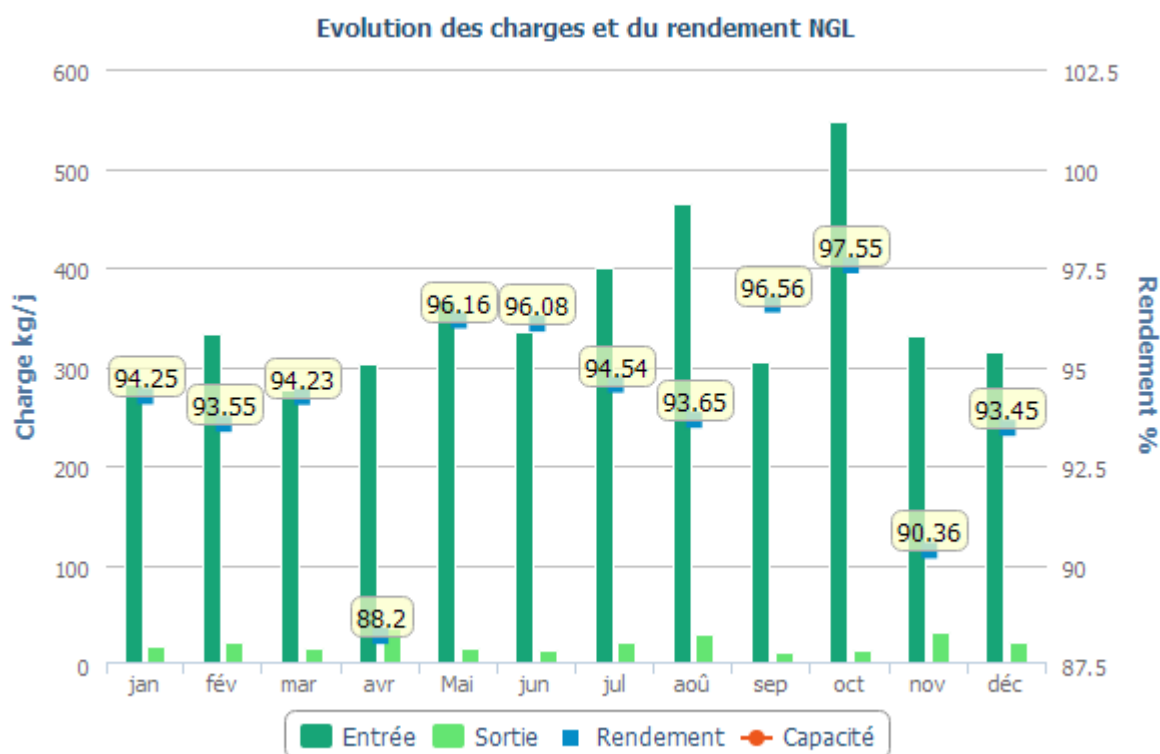
Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	21,00	98,58	113,90	96,03	26,78	97,42	7,50	97,33	16,20	94,25	2,90	91,58
février	12,70	99,21	130,20	96,65	16,44	98,77	15,70	95,29	21,40	93,55	3,30	92,71
mars	33,60	98,29	193,50	94,64	29,29	97,38	10,10	96,35	15,90	94,23	2,00	94,60
avril	51,30	96,06	282,90	93,35	50,15	96,58	32,20	89,31	35,60	88,20	13,90	62,35
mai	20,20	98,75	148,80	96,23	17,92	98,56	11,70	96,82	14,10	96,16	13,90	69,12
juin	10,30	99,72	121,30	97,54	15,46	98,87	9,50	97,16	13,10	96,08	3,20	91,81
juillet	22,20	99,13	137,90	97,05	18,98	98,94	11,40	97,15	21,70	94,54	3,20	93,34
août	24,50	99,16	178,60	96,78	25,74	98,65	17,40	96,25	29,50	93,65	2,40	95,56
septembre	12,30	99,41	101,00	97,64	14,41	98,91	6,20	97,97	10,50	96,56	1,50	96,61
octobre	16,70	99,27	150,50	97,06	22,17	98,41	8,60	98,42	13,40	97,55	4,80	92,84
novembre	34,00	97,99	300,60	92,62	47,76	96,09	16,50	95,03	31,90	90,36	12,30	82,34
décembre	26,00	98,47	149,20	95,98	30,88	97,02	9,50	96,97	20,60	93,45	8,50	71,21



Evolution des charges et du rendement par paramètre



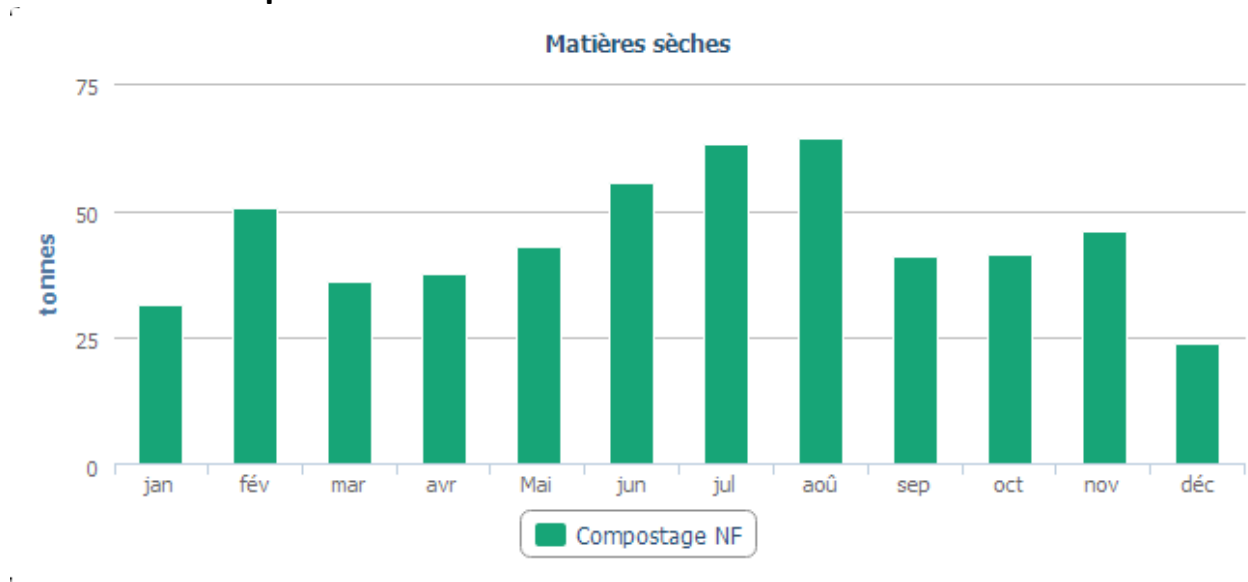




Détail des non-conformités

Dates	Bilan non conforme	Bilan réhabilitaire	Paramètres concernés	Dépassement des conditions normales de fonctionnement
25/04/2023	Oui	Non	MES	Non
02/05/2023	Oui	Oui	E. coli Enterocoq	Non
30/05/2023	Oui	Non	E. coli	Non
05/07/2023	Oui	Non	E. coli Enterocoq	Non
17/08/2023	Oui	Non	E. coli	Non
12/12/2023	Oui	Non	Potentiel en Hydrogène (pH)	Oui

Boues évacuées par mois



Mini-STEP Beutin – La Balastière

La mini-station de la Balastière ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d'autocontrôle a été réalisée le 4 avril (prélèvements ponctuels) :

	Eau Brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Réductible mg/l
Température		14,2			
M.E.S.	378	724	-91,5 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	1280	1150	10,2 %	200 mg/l - 60%	400 mg/l
D.B.O.	500	510	-2,0 %	35 mg/l - 60%	70 mg/l
N-NH4	110,00	83,2	24,4 %		
N.T.K.	137,00	104,5	23,7 %		
N-NO2		0,02			
N-NO3		0,22			
N.G.L.	137,1	104,5	23,8 %		
P total	15,00	13,00	13,3 %		
Ph	7,8	7,7			

Pour mémoire, de par sa taille (50EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

Mini-STEP Beutin – Rue de la Gare

La mini-station de la Balastière ne possède pas de débitmétrie.

Pour mémoire, de par sa taille (100EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

STEP de Lefaux

Le cahier de vie de l'installation signé par les intervenants a été transmis aux autorités pour information. A partir de 2024, les résultats des campagnes de prélèvements et d'analyses seront transmis par fichier SANDRE aux services compétents.

En 2023, 4 056 m³ d'eau ont été traités sur l'usine de dépollution.

Mini-STEP de Montcavrel

La mini-station de Montcavrel ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d'autocontrôle a été réalisée le 3 octobre (prélèvements ponctuels) :

	Eau Brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Réductible mg/l
Température		18,8 °C			
M.E.S.	353	160	54,7 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	936	493	47,3 %	200 mg/l - 60%	400 mg/l
D.B.O.	310	130	58,1 %	35 mg/l - 60%	70 mg/l
N-NH4	87,00	58,20	33,1 %		
N.T.K.	109,50	68,50	37,4 %		
N-NO2		< 0,02			
N-NO3		< 0,22			
N.G.L.	109,50	68,74	37,2 %		
P total	10,80	6,75	37,5 %		
Ph	7,80	7,30			

Pour mémoire, de par sa taille (60 EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

Mini-STEP Frencq – Clos Saint-Martin

La mini-station de Frencq Clos Saint-Martin ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d'autocontrôle a été réalisée le 27 septembre (prélèvements ponctuels) :

	Eau brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Concentration réductrice
M.E.S.	1410	597	57,7 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	2450	1 270,00	48,2 %	200 mg/l - 60%	400 mg (O ₂) / l
D.B.O.	160,00	72,00	55,0 %	35 mg/l - 60%	70 mg (O ₂) / l
N-NH ₄	87,10	81,20	6,8 %		
N.T.K.	194,00	126,00	35,1 %		
N-NO ₂		< 0,02			
N-NO ₃		< 0,22			
N.G.L.		126,24			
P total	33,00	34,00	-3,0 %		
Ph	8,10	7,30			

Pour mémoire, de par sa taille (80 EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

Mini-STEP Frencq – Les Crapauds

La mini-station de Frencq Les Crapauds ne possède pas de débitmètre.

Une campagne d'autocontrôle a été réalisée le 27 septembre (prélèvements ponctuels) :

	Eau brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Concentration réductrice
M.E.S.	256	510	-99,2 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	533	296	44,5 %	200 mg/l - 60%	400 mg (O ₂) / l
D.B.O.	120	5	96,2 %	35 mg/l - 60%	70 mg (O ₂) / l
N-NH ₄	77,1	< 0,4	99,5 %		
N.T.K.	99,1	7,8	92,1 %		
N-NO ₂		0,13			
N-NO ₃		6,08			
N.G.L.		14,01			
P total	11,00	1,50	86,4 %		
Ph	7,20	7,40			

Pour mémoire, de par sa taille (120 EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

Mini-STEP Saint-Josse - Ermitage

La mini-station de Saint-Josse - Ermitage ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d'autocontrôle a été réalisée le 8 novembre (prélèvements ponctuels) :

	Eau Brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Rédhibitoire mg/l
Température		15,6 °C			
M.E.S.	8170	15	99,8 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	4490	29	99,4 %	200 mg/l - 60%	400 mg/l
D.B.O.	720	< 3,00	99,6 %	35 mg/l - 60%	70 mg/l
N-NH4	13,7	< 0,40	97,1 %		
N.T.K.	117,1	1,30	98,9 %		
N-NO2		0,04			
N-NO3		7,52			
N.G.L.	117,1	8,86	92,4 %		
P total	47,00	1,30	97,2 %		
Ph	6,60	7,80			

Pour mémoire, de par sa taille (60EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

Mini-STEP Tubersent –Les Coquelicots

La mini-station de Tubersent – Les Coquelicots ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d'autocontrôle a été réalisée le 5 juin (prélèvements ponctuels) :

	Eau brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Concentration réduite
Température		18,5 °C			
M.E.S.	658	88	86,6 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	1070	277	74,1 %	200 mg/l - 60%	400 mg(O ₂) / l
D.B.O.	340	92	72,9 %	35 mg/l - 60%	70 mg(O ₂)/l
N-NH ₄	90,60	22,8	74,8 %	<div></div>	
N.T.K.	114,20	30,3	73,5 %		
N-NO ₂		< 0,02			
N-NO ₃		< 0,22			
N.C.L.	114,2	30,30	73,5 %		
P total	13,00	4,40	66,2 %		
Ph	8,10	7,50			

Pour mémoire, de par sa taille (120 EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

Mini-STEP Wailly-Beaucamp_Montodion

La mini-station de Wailly-Beaucamp -Montodion ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d'autocontrôle a été réalisée le 6 septembre (prélèvements ponctuels) :

	Eau Brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Réduite mg/l
Température		19,5 °C			
M.E.S.	252	136	46,0 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	1110	337	69,6 %	200 mg/l - 60%	400 mg/l
D.B.O.	410	110	73,2 %	35 mg/l - 60%	70 mg/l
N-NH ₄	91,30	33,1	63,7 %	<div></div>	
N.T.K.	110,20	39,1	64,5 %		
N-NO ₂		< 0,02			
N-NO ₃		< 0,22			
N.C.L.	110,2	39,10	64,5 %		
P total	14,00	5,20	62,9 %		
Ph	7,70	7,20			

Pour mémoire, de par sa taille (100 EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

Mini-STEP Widehem l'Orée du Bois

La mini-station de Widehem –l'Orée du Bois ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d'autocontrôle a été réalisée le 14 février (prélèvements ponctuels) :

	Eau brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Réductible mg/l
Température					
M.E.S.	664	712	-7,2 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	1150	1140	0,9 %	200 mg/l - 60%	400 mg/l
D.B.O.	400	360	10,0 %	35 mg/l - 60%	70 mg/l
N-NH4	111,00	112,0	-0,9 %		
N.T.K.	161,00	166,2	-3,2 %		
N-NO2		< 0,02			
N-NO3		< 0,22			
N.G.L.	161,0	166,20	-3,2 %		
P total	18,00	17,00	5,6 %		
Ph	7,70	7,9			

Pour mémoire, de par sa taille (50 EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

Mini-STEP Widehem Les Éoliennes

La mini-station de Widehem –les Éoliennes ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d'autocontrôle a été réalisée le 14 février (prélèvements ponctuels) :

	Eau brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Rééhibitoire mg/l
Température					
M.E.S.	130	66	49,2 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	735	522	29,0 %	200 mg/l - 60%	400 mg/l
D.B.O.	220	210	4,5 %	35 mg/l - 60%	70 mg/l
N-NH4	147	148,0	-0,7 %		
N.T.K.	151	162,0	-7,3 %		
N-NO2		< 0,02			
N-NO3		< 0,22			
N.G.L.	151,0	162,00	-7,3 %		
P total	20,00	19,00	5,0 %		
Ph	7	7,1			

Pour mémoire, de par sa taille (50 EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

6.7 Annexes financières

→ Les modalités d'établissement du CARE

Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégataire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2023 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Véolia Eau CGE Au sein de la Région Hauts de France de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau articulée autour d'une logique « gLocale » répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 59 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Véolia Eau CGE a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction Consommateurs

Veolia Eau porte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences Consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les versements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « Consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire).

Depuis l'exercice 2020, la répartition du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire), qui était jusqu'en 2019 assise sur la valeur ajoutée simplifiée, s'effectue désormais de la manière suivante :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1^{er} novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1^{er} janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « Consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m³ assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts Consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein des dites plateformes).

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée et comptabilisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés à la fin du mois de Novembre. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- 💧 les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),
- 💧 la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité, soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- 💧 les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- 💧 un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- 💧 les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- 💧 les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1^{er} janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électro-intensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants. Jusqu'à fin 2020, ces régularisations étaient enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif, et alors imputées aux contrats selon les points de livraison de l'électricité consommée. Elles sont depuis l'exercice 2021 prises en compte dans les CARE dès l'envoi de l'état récapitulatif des consommations de l'année N-1 à l'Administration en juin N.

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique..., il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir ci-dessous).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant cumulé à la fin de l'exercice des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
 - d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;
- et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ces derniers comprennent, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021, 3,90% pour l'année 2022 et 5,35% pour les investissements réalisés en 2023.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, pour tous les contrats ayant pris effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un

décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunts contractés par la Collectivité, le montant de la charge inscrite dans les comptes annuels du résultat de l'exploitation est égal au total des annuités correspondantes échues au cours de l'exercice considéré.

- Impact des avances remboursables à taux zéro

Lorsque la Société bénéficie d'avances remboursables sans intérêts de la part d'une Agence de l'Eau pour contribuer au financement de certains travaux exécutés dans le cadre d'un contrat de DSP, un calcul spécifique est effectué depuis 2011 pour tenir compte dans le CARE de l'avantage temporaire que représente cette mise à disposition de fonds sans intérêts. Des produits spécifiques sont ainsi calculés sur le capital restant dû en début d'exercice au titre de ces avances, au taux d'intérêt de référence tel que défini ci-dessus et applicable l'année de versement initial de chaque avance. Ces produits sont ensuite portés en minoration des charges économiques calculées au titre des investissements du domaine concédé.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2023 correspond au taux normal de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises soit 25%, hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisées au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concerne les coûts des plateformes Consommateurs. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction Consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par une société mutualisée (GIE ou autre) à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées d'abord au GIE national du niveau donné puis réparties par celui-ci via leurs contrats aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée de l'exercice des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE national peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de «peines et soins» égale à 5% de ces achats d'eau, qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « Consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€. Ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires, ...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2023 au titre de l'exercice 2022.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Consommateurs. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale – sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- 💧 inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- 💧 inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2023 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2024.

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*
2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
 - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
 - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990*

→ **Avis des commissaires aux comptes**

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)





Certificat

Certificate

N° 2015/69287.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

Jusqu'au
Until

2024-11-09

Cher client, nous vous remercions de la confiance que vous nous avez témoignée en nous choisissant pour la certification de votre système de management.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Plashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Pour le certificat électronique, consultez le site www.afnor.org. Le site de gestion des données de certification de l'organisme. The electronic certificate only available at www.afnor.org.
afnor is a member of the European Association of Certification Bodies (EACB). Certification of Management Systems, Public Deposited at www.afnor.org.
AFNOR Certification is a member of the European Association of Certification Bodies (EACB). Certification of Management Systems, Public Deposited at www.afnor.org.



Certificat

Certificate

N° 2015/69286.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

Jusqu'au
Until

2024-11-09

Cher client, nous vous remercions de la confiance que vous nous avez témoignée en nous choisissant pour certifier votre système de management.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Sur le certificat électronique, consultez le [site internet](#) de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at [www.afnor.org](#)
afnor.org et sur le site de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at [www.afnor.org](#)
www.afnor.org et sur le site de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at [www.afnor.org](#)
www.afnor.org et sur le site de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at [www.afnor.org](#)

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 16 167 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - [www.afnor.org](#)

afnor
CERTIFICATION

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.9 Actualité réglementaire 2023

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Commande publique

Verdissement de la commande publique

La Loi industrie verte n°2023-973 a été publiée au Journal officiel le 24 octobre 2023, et contient un versant commande publique (art 25 à 30), venant renforcer la prise en compte de la RSE dans le cadre des contrats passés par les acheteurs et autorités concédantes.

Ses mesures phares sont :

- Obligation pour les acheteurs soumis au Code de la commande publique et dont le montant annuel des achats est supérieur à 50 millions d'euros hors taxes d'établir un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER)
- Création d'un cas d'exclusion facultatif des procédures de mise en concurrence à l'encontre des candidats ne satisfaisant pas à son devoir de vigilance ou à ses obligations en matière d'établissement de bilan d'émissions de gaz à effet de serre
- A compter d'août 2026, les contrats de concession et les marchés publics devront contenir des objectifs de développement durable dans leur exécution. De plus, il ne sera plus possible de recourir au critère unique du prix dans les passations de marchés publics, la dimension environnementale de l'achat devant systématiquement être retenue. Un nouveau critère obligatoire fait également son apparition dans les concessions : le critère environnemental
- A compter de 2026, le rapport annuel du concessionnaire devra détailler les mesures mises en œuvre par le concessionnaire pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat.
- Possibilité pour les entités adjudicatrice d'autoriser les offres variables pour les besoins supérieurs à 10 millions d'euros HT.

Modification des seuils des procédures formalisées

L'avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique (JO 6 décembre 2023) fixe les nouveaux seuils de procédure formalisée pour la passation des marchés publics et des contrats de concession conformément aux règlements délégué (UE) 2023/2495, 2023/2496, 2023/2497 et 2023/2510 de la Commission publiés au JOUE du 16 novembre 2023.

A compter du 1er janvier 2024, les seuils de procédure formalisée sont fixés à :

- 143 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autorités publiques centrales ;
- 221 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autres pouvoirs adjudicateurs et pour les marchés publics de fournitures des autorités publiques centrales opérant dans le domaine de la défense ;
- 443 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices et pour les marchés de fournitures et de services passés dans le domaine de la défense ou de la sécurité ;
- 5 538 000 € HT pour les marchés de travaux et pour les contrats de concession.

Application du Règlement IMPI

Dans une communication publiée au JOUE du 21 février 2023 et visant à faciliter l'application du règlement IMPI (Règlement du 23 juin 2022 concernant l'accès des opérateurs économiques, des biens et des services des pays tiers aux marchés publics et aux concessions de l'Union) par les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices, la Commission européenne précise les modalités d'application des mesures de l'IMPI. Une mesure relevant de l'IMPI prenant la forme d'un ajustement du résultat devrait être appliquée au stade de l'évaluation des critères d'attribution, et plus précisément lors du calcul du résultat final. Une mesure relevant de l'IMPI prenant la forme d'une exclusion devrait être appliquée au stade de l'évaluation des critères de sélection.

Services publics locaux

Résilience des territoires et services essentiels

Le règlement délégué (UE) 2023/2450 de la Commission du 25 juillet 2023 est venu compléter la directive (UE) 2022/2557 du Parlement européen et du Conseil en établissant une liste de services essentiels.

Aussi, le service de l'eau potable et le service des eaux résiduaires sont dorénavant qualifiés de services essentiels au sens de la directive UE 2022/2557. Cette directive vise à garantir que les services qui sont essentiels au maintien de fonctions sociétales ou d'activités économiques vitales sont fournis sans entrave dans le marché intérieur et que la résilience des entités critiques qui fournissent de tels services est renforcée. La transposition en droit français de la directive UE 2022/2557 surviendra au plus tard le 14 octobre 2024 et sera susceptible d'impacts potentiels (financiers et/ou organisationnels) pour votre service.

Directive générale interministérielle n°320/SGDSN/PSE/PSN du 23 janvier 2023

Dans cette directive générale l'eau potable est citée parmi les 12 activités clés nécessaires à la préservation de la vie de la Nation.

Chaque activité clé fait l'objet d'une stratégie de sécurité spécifique fondée sur ses vulnérabilités propres qui vise à maintenir la continuité de l'activité, qu'elle soit concernée par l'origine de la crise ou qu'elle affronte les conséquences à titre collatéral.

Instruction du 16 mai 2023 relative à la gestion de la sécheresse.

Afin de faire face aux sécheresses hydrologiques, un dispositif d'anticipation, de gestion et d'évaluation est mis en œuvre par l'Etat en application de l'article L. 211-3 du Code de l'Environnement. Dans la continuité de l'instruction du 27 juillet 2021, la présente instruction précise le dispositif devant être mis en œuvre dans l'organisation de la gestion de la crise et la gestion des situations de pénurie d'eau, à la suite du retour d'expérience sur la gestion de l'eau lors de la sécheresse 2022. Pour aider à la mise en œuvre opérationnelle de ce dispositif dans les territoires, un guide national est annexé à l'instruction.

Service public de l'assainissement

Réforme des redevances des agences de l'eau

Cette réforme a été adoptée dans la loi de finance de l'année 2024. Il est prévu qu'elle soit effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Des textes d'application sont attendus courant 2024 et viendront préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Telle qu'adoptée dans la loi de finance 2024, cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire.

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration).

Pour la redevance assainissement, la conformité en équipement, c'est-à-dire le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral (acte administratif), sera un critère à caractère rédhibitoire. Son non-respect obèrera toute possibilité de modulation de cette nouvelle redevance.

De plus, les services, en tant qu'autorité organisatrice, disposeront de la faculté de reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, qui seront appelées auprès d'eux sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur.

Réutilisation des Eaux Usées Traitées

Le Plan Eau présenté fin mars 2023 comporte cinq mesures visant à faciliter le recours aux eaux non-conventionnelles (ENC - incluant les eaux usées traitées, mais également les eaux de pluie, les eaux grises, les eaux d'exhaure, etc) et contribuer ainsi aux économies de prélèvement d'eau sur un territoire. Ce plan fixe pour objectif de développer 1000 projets opérationnels d'ici 2027.

Cet objectif s'est traduit dès l'automne 2023 par la publication de textes réglementaires visant à faciliter le recours aux ENC tout en les encadrant. D'autres textes, portés à la consultation publique à la fin de l'année 2023 seront publiés au cours du premier semestre 2024. Ces textes (parus et à paraître) couvrent différents périmètres en termes d'eaux non-conventionnelles et de natures d'usage (domestiques, non-domestiques, agricoles, industriels, urbains, ...).

Le décret du 29 août 2023 (JO du 30 Août 2023) vise à simplifier la procédure d'autorisation pour les usages des eaux usées traitées. Ce décret définit également les conditions pour l'utilisation, sans autorisation, des eaux de pluie pour les usages non domestiques. Outre des mesures de simplification administrative, ce décret supprime notamment la durée maximale de cinq ans auparavant fixée pour l'autorisation délivrée par le préfet pour les usages autres qu'irrigation et arrosage.

L'arrêté du 14 décembre 2023 (JO du 21 décembre 2023) encadre les conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage d'espaces verts. Cet arrêté harmonise les exigences pour les espaces verts avec celles retenues pour l'irrigation agricole (voir arrêté ci-dessous) dans le cadre de l'alignement avec le règlement européen de mai 2020 relatif à la réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation agricole. Il fait évoluer le cadre national préexistant depuis 2010 pour les espaces verts, notamment via le recours à des barrières pour limiter les exigences.

L'arrêté du 18 décembre (JO du 28 décembre) fixe les conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation des cultures. Cet arrêté reprend le cadre fixé par le règlement européen du 25 mai 2020, notamment sur les seuils de qualité exigés selon les usages, la démarche d'évaluation et de gestion des risques à mettre en place ou les barrières pour limiter les exigences.

Retour au sol des boues d'épuration

L'arrêté du 7 février 2023 (JO du 14 février 2023) abroge l'arrêté du 30 avril 2020 qui imposait l'hygiénisation des boues avant leur épandage (dans le contexte de la crise Covid). Cette abrogation fait suite à un avis du Haut Conseil de Santé Publique d'octobre 2022.

Protection et surveillance des masses d'eau

Les arrêtés du 30 janvier 2023 (JO du 9 mars 2023) relatifs, respectivement, au programme d'action national (PAN) et aux programmes d'action Régionaux (PAR) marquent le lancement du septième programme d'actions contre les nitrates. Ces deux arrêtés sont complétés par le décret 2023-241 du 31 mars 2023 (JO du 1er avril 2023). Ce décret prévoit que les programmes d'actions régionaux peuvent désormais ajouter à la liste des zones sur lesquelles des mesures de renforcement sont prévues *“des zones de captage de l'eau destinée à la consommation humaine mentionnées au 1° du I de l'article R. 212-4, dont la teneur en nitrates est comprise entre 40 et 50 milligrammes par litre, en tenant notamment compte de l'évolution de cette teneur au cours des dernières années”*.

L'arrêté du 20 juin 2023 (JO du 27 juin 2023) précise les modalités avec lesquelles certaines Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à autorisation devront analyser les substances per- et polyfluoroalkylées (communément nommées PFAS) dans leurs rejets aqueux. Cet arrêté s'inscrit dans le cadre du plan d'action ministériel PFAS présenté en janvier 2023. Les ICPE ciblées par cet arrêté sont les plus concernées par ces composés chimiques dont les STEU dites “industrielles” ou dites “mixtes” (recevant une part importante de rejets industriels en mélange d'eau usées domestiques).

Un arrêté du 28 juin 2023 (JO du 14 juillet 2023) est venu préciser les modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement.

L'arrêté du 9 octobre 2023 (JO du 4 novembre 2023) est venu actualiser l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface. Ainsi, les règles de conformité locale des stations d'épuration (conformité dite locale de l'arrêté préfectoral) qui s'appuient sur les exigences de qualité des eaux superficielles sont susceptibles d'évoluer au cours des prochaines années.

ICPE

L'instruction du 27 janvier 2023 précise les Orientations stratégiques pluriannuelles de l'inspection des installations classées. Deux nouveaux objectifs sectoriels : une action renforcée sur l'accidentologie des déchets et une approche plus structurée sur la qualité des sols.

Cette directive annonce la suppression du dispositif des garanties financières exigées pour la mise en sécurité des installations visées à l'article R. 516-1, 5° du code de l'environnement. Cette suppression est justifiée par le coût qu'il représente pour les exploitants, ainsi que par la charge administrative qu'il occasionne pour l'inspection des installations classées.

L'arrêté du 30 juin 2023 (JO du 5 juillet 2023) précise les conditions et les modalités des mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Les ICPE concernées sont celles soumises à autorisation ou enregistrement. Les mesures de restriction sont fonction du niveau de gravité de la sécheresse sur le territoire concerné. En situation de crise, une réduction des prélèvements d'eau de 25 % pourra être exigée. L'arrêté prévoit des dérogations pour certaines activités jugées essentielles (par exemple la production et la distribution de l'eau potable) ou pour les installations ayant déjà réduit significativement leurs prélèvements depuis le 1er janvier 2018.

Enfin, une instruction du 15 décembre 2023 fixe les actions nationales 2024 de l'inspection des installations classées., à savoir, la sobriété hydrique, les PFAS, les rejets de COV, les stockages d'ammonitrates, la réglementation post-Lubrizol et les trafics de DEEE. Localement, ces six objectifs seront complétés par six priorités fixées au niveau régional.

Travaux à proximité des réseaux

La décision du 25 janvier 2023 (publiée le 17 février 2023) complète le fascicule 2 du guide d'application de la réglementation anti-endommagement intitulé « guide technique des travaux » mentionné à l'article R. 554-29 du code de l'environnement de trois nouvelles annexes sous forme de fiches techniques.

L'arrêté du 29 août 2023 (JO du 16 septembre 2023) fixe, pour l'année 2023, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr) référence les réseaux de collecte et de transport en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Transition énergétique & environnementale

Accélération de la production d'énergies renouvelables

La loi 2023-175 du 10 mars 2023 (JO du 11 mars 2023) relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dite loi **"APER"**) a pour ambition de lever tous les obstacles au déploiement des projets d'énergies renouvelables. En effet, l'étude d'impact de ce texte législatif avait relevé l'important retard de la France, par rapport aux autres pays européens, dans le déploiement des moyens de production d'énergies renouvelables ; était notamment souligné le fait qu'il faut *"en moyenne 5 ans de procédures pour construire un parc solaire nécessitant quelques mois de travaux, 7 ans pour un parc éolien et 10 ans pour un parc éolien en mer"*).

La loi APER, qui est la première loi entièrement consacrée aux énergies renouvelables, met en oeuvre les mesures suivantes :

- Des mesures de simplification et d'accélération des procédures administratives des projets d'énergies renouvelables
- Les délais d'instruction pour les projets d'installations de production d'énergies renouvelables sont considérablement réduits. La durée maximale de la phase d'examen pour les projets situés en zone d'accélération ne pourra pas, en effet, dépasser trois mois. Mais elle pourra être portée à quatre mois sur décision motivée de l'autorité compétente.
- Un "réfèrent" préfectoral à l'instruction des projets de développement des énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique est institutionnalisé. Il a pour mission de faciliter les démarches administratives des porteurs de projets et de coordonner les travaux des services chargés de l'instruction des autorisations.
- Une présomption de reconnaissance de la "raison impérieuse d'intérêt public majeur" (qui constitue un des trois critères pour l'octroi d'une dérogation espèces protégées) est mise en place pour les projets de production d'énergies renouvelables ou de stockage d'énergie dans le système électrique. Cette présomption sera précisée par un prochain décret en Conseil d'Etat, conformément à la décision du 9 mars 2023 du Conseil Constitutionnel portant sur la loi APER.
- Des dispositions relatives aux contentieux des autorisations environnementales sont également insérées. Le juge administratif aura l'obligation de régulariser l'autorisation environnementale en cours d'instance lorsque cela sera possible, ce qui permettra d'éviter l'annulation totale des autorisations environnementales, lorsque le vice qui affecte leur légalité peut être régularisé.
- Des mesures pour intégrer les collectivités locales au déploiement des énergies renouvelables

- Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ont pour rôle de définir les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de productions d'énergies renouvelables. Ces zones d'accélération doivent présenter un potentiel permettant d'accélérer la production d'énergies renouvelables sur le territoire concerné et contribuer à la solidarité entre les territoires. Elles ne doivent pas être comprises dans un parc national ni une réserve naturelle.
 - Le comité régional de l'énergie intervient dans un second temps, afin de contrôler les zones d'accélération définies. Si son avis conclut que ces zones ne sont pas suffisantes pour l'atteinte des objectifs régionaux, les communes doivent identifier d'autres zones. Les communes qui transmettent les zones d'accélération définies peuvent également choisir les secteurs où est exclue l'implantation d'installations de production d'énergies renouvelables.
- Des mesures pour accélérer le développement du solaire photovoltaïque, de l'agrivoltaïsme et de l'éolien en mer
- L'installation de panneaux solaires près des autoroutes et des grands axes routiers, ainsi que dans les communes de montagne, est facilitée. Des dérogations à la loi Littoral sont également possibles afin de mettre en place des panneaux solaires sur les terrains en friche. Par ailleurs, les parcs de stationnement extérieurs de plus de 1500 m2 ont l'obligation d'être équipés, sur au moins la moitié de leur superficie, d'ombrières photovoltaïques.
 - Un volet sur "l'agrivoltaïsme" est également créé pour permettre le déploiement des installations agrivoltaïques compatibles avec la production agricole. Un décret déterminera prochainement les conditions de déploiement et d'encadrement de l'agrivoltaïsme.
 - Une planification de l'éolien en mer est instaurée. Ainsi, le document stratégique de façade établit, pour chaque façade maritime, une cartographie des zones maritimes et terrestres prioritaires pour l'implantation d'installations d'éoliennes en mer et de leurs ouvrages de raccordement au réseau public de transport d'électricité.
- Des mesures pour le financement des énergies renouvelables
- Afin d'aider les collectivités à financer leurs projets en matière d'énergies renouvelables, un mécanisme de redistribution de la valeur générée par ces projets est mis en place. Les lauréats d'appels d'offres ou d'appels à projets en matière d'énergies renouvelables doivent ainsi participer au financement des projets en faveur de la transition énergétique, de la sauvegarde ou de la protection de la biodiversité ou de l'adaptation au changement climatique et de la protection ou la sauvegarde de la biodiversité.

Evaluation environnementale

Arrêté du 16 janvier 2023 (JO du 7 février 2023) modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Conformément à l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, le maître d'ouvrage d'un projet relevant d'un examen au cas par cas dans le cadre de l'évaluation environnementale doit renseigner les informations exigées dans un formulaire, adressé par voie électronique ou par pli recommandé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.

Le nouveau modèle du formulaire pour la demande d'examen au cas par cas de l'évaluation environnementale (enregistrée sous le numéro **CERFA 14734*04**), sa notice explicative (enregistrée sous le numéro **51656#05**) et le bordereau des pièces à joindre ont été fixés par un arrêté du 16 janvier 2023.

L'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le précédent modèle est ainsi abrogé.

Les modifications apportées par rapport à l'ancien formulaire portent notamment sur :

- l'intégration de la "clause-filet" prévue par le décret n° 2022-422 du 25 mars 2022 et la possibilité donnée au porteur de projet de saisir volontairement l'autorité chargée de l'examen au cas par cas, lorsque son projet se situe en-deçà des seuils de la nomenclature ;
- la mise en oeuvre de la distinction prévue par le décret n° 2020-844 du 3 juillet 2020 entre l'autorité chargée de l'examen au cas par cas et l'autorité environnementale ;
- l'obligation pour le maître d'ouvrage de tenir compte des résultats disponibles d'autres évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables, afin que la France soit en conformité avec la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE.

L'arrêté du 16 janvier 2023 précise également que le document dans lequel doivent être indiquées "*les informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire*", annexé au formulaire de demande d'examen au cas par cas, doit être joint à la demande. Une fois renseigné, celui-ci ne sera pas publié sur le site internet de l'autorité environnementale.

L'ensemble de ces documents peut être obtenu auprès des autorités chargées de l'examen au cas par cas (selon les hypothèses, le ministre chargé de l'environnement, la formation d'autorité environnementale de l'IGEDD ou plus fréquemment le ou les préfets de région) et sont accessibles en ligne.

Arrêté du 16 juin 2023 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale

Un arrêté du 16 juin 2023 (JO du 30 juin) fixe le modèle national de la demande d'autorisation environnementale.

Ainsi, pour la demande d'autorisation environnementale prévue à l'article L. 181-1 du code de l'environnement, et conformément à l'article D. 181-13-1 du même code, le demandeur peut utiliser le formulaire CERFA n° **15964*03** mis à disposition en ligne.

Cet arrêté abroge l'arrêté du 28 mars 2019 qui fixait le précédent formulaire à utiliser.

Décret n° 2023-1103 du 27 novembre 2023 (JO du 29 novembre 2023) relatif à la notification des recours en matière d'autorisations environnementales

Une obligation de notification des recours contre les autorisations environnementales a été introduite par la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergie renouvelable, à peine d'irrecevabilité.

Ce faisant, le législateur a souhaité appliquer, au contentieux de l'autorisation environnementale, une condition de recevabilité du recours qui existe déjà dans le contentieux de l'urbanisme. L'objectif de cette mesure est d'assurer l'information du bénéficiaire de l'autorisation environnementale mais aussi de tenter d'écarter des recours dont l'auteur n'aura pas respecté cette obligation de notification.

Les modalités de cette obligation ont dès lors été précisées par le décret n° 2023-1103 du 27 novembre 2023.

En premier lieu, cette obligation de notification concerne :

- les recours contentieux contre les autorisations environnementales et décisions afférentes prises sur le fondement des articles L. 181-9, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1 du code de l'environnement (arrêté imposant des prescriptions supplémentaires, arrêté pris suite à une modification de l'installation ou un changement d'exploitant, transfert d'autorisation) ;
- les recours contentieux contre les décisions juridictionnelles statuant sur ces mêmes décisions ;
- les recours administratifs contre ces décisions.

Pour les deux premiers types de recours, le requérant est tenu de les notifier à l'émetteur de la décision contestée et au destinataire de la décision. À défaut, le recours sera déclaré irrecevable (Article R. 181-51 du code de l'environnement).

En revanche, pour les recours administratifs contre ces mêmes décisions, seul le bénéficiaire doit être notifié (puisque le recours administratif est, par définition, envoyé à l'émetteur de la décision). La sanction d'une absence de notification est l'absence de prolongation du délai de recours contentieux (Article R. 181-51 du code de l'environnement).

En second lieu, sur les modalités pratiques de la réalisation de cette notification, le décret précise que :

- La notification mentionnée doit être réalisée par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs suivant le dépôt du recours contentieux ou la date d'envoi du recours administratif ;
- La notification d'un recours à l'émetteur de la décision et au bénéficiaire de la décision est considérée comme effectuée à la date d'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception, attestée par le certificat de dépôt de ladite lettre auprès des services postaux.

Les dispositions énoncées s'appliquent également à une décision refusant le retrait ou l'abrogation d'une autorisation environnementale ou des autres décisions mentionnées.

Enfin, l'obligation de notification doit être mentionnée dans le corps même de la décision relative à une autorisation environnementale, ainsi que lors de son affichage et de sa publication (articles R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement).

Lutte contre les atteintes environnementales

Décret n° 2023-876 du 13 septembre 2023 relatif à la coordination en matière de politique de l'eau et de la nature et de lutte contre les atteintes environnementales

La justice environnementale continue de se structurer. Après la mise en place, par la loi du 24 décembre 2020, de "Pôles régionaux spécialisés en matière d'atteintes à l'environnement" (**PRE**), le décret n° 2023-876 du 13 septembre 2023 (JO du 15 septembre 2023) créé, dans chaque département, deux nouveaux organes administratifs : une "mission inter-service de l'eau et de la nature" (**MISEN**) et un "comité opérationnel de lutte contre la délinquance environnementale" (**COLDEN**).

Ainsi, la MISEN est placée sous la présidence du préfet de département et détermine les priorités en matière de police de l'eau, des milieux aquatiques et de la nature et organise l'action des services et établissements publics en conséquence. Elle dispose de missions diverses telles que la coordination et l'évaluation des politiques de l'eau et de la nature en fonction des enjeux locaux, ainsi que l'établissement des plans/schémas/programmes nécessaires à la mise en œuvre des politiques de l'eau et de la nature.

La MISEN est composée de représentants des services déconcentrés et des établissements publics de l'État compétents dans les domaines de l'eau et de la nature. Le ou les procureurs de la République territorialement compétents sont associés aux travaux de cette mission inter-services, notamment à l'élaboration du projet de plan de contrôle inter-services annuel pour l'eau et la nature. En tant que de besoin, tout service ou structure dont les compétences sont utiles est également associé aux travaux de la mission inter-services.

Le COLDEN est quant à lui présidé par le ou les procureurs de la République territorialement compétents et a pour mission de veiller aux échanges d'informations concernant les atteintes à l'environnement entre les autorités et services concernés, d'exploiter ces informations afin que le ou les procureurs de la République puissent apprécier l'opportunité de diligenter une enquête pénale.

Le COLDEN a également pour mission de coordonner l'action judiciaire avec l'action administrative, ainsi que les réponses pénales et administratives qui ont vocation à être apportées aux atteintes à l'environnement constatées sur le ressort. Il est par ailleurs compétent pour les infractions prévues par le code de

l'environnement ainsi que pour celles qui, bien qu'elles ne soient pas prévues par ce code, présentent un lien avec la protection de l'environnement.

Le COLDEN est composé notamment du préfet de département ou de son représentant, des représentants des services de l'Etat, des établissements publics de l'Etat compétents en matière de lutte contre les atteintes à l'environnement et des services de police judiciaire concernés par les procédures.

Enfin, les membres permanents de la MISEN et ceux du COLDEN se réunissent conjointement tous les ans sous la présidence conjointe du préfet de département et du ou des procureurs de la République territorialement compétents.

Instruction du Gouvernement du 16 septembre 2023 relative à la coordination en matière de politique de l'eau et de la nature et de lutte contre les atteintes environnementales.

Dans le prolongement du décret n° 2023-876 du 13 septembre 2023, qui institutionnalise dans chaque département une "mission inter-services de l'eau et de la nature" (**MISEN**) et un "comité de lutte contre la délinquance environnementale" (**COLDEN**), une instruction ministérielle du 16 septembre 2023 (publiée le 2 octobre 2023) vient préciser les conditions de mise en oeuvre de ces deux instances.

Ainsi, l'instruction décrit, dans une première partie, le périmètre d'intervention de la MISEN.

Il est souligné que la MISEN assure "la lisibilité, la cohérence et l'efficacité des actions administratives de l'Etat dans les domaines de la gestion de l'eau, des milieux aquatiques, de la biodiversité et la protection des espaces naturels". Cette instance doit permettre "une approche globale des questions liées à l'ensemble des politiques relatives à l'eau et à la nature en coordonnant l'action des services déconcentrés et des établissements publics de l'Etat concernés".

Les différentes missions de la MISEN, telles qu'énoncées par le décret du 13 septembre 2023, sont explicitées par l'instruction, qui indique notamment les actions devant être mises en oeuvre pour pouvoir les remplir. L'instruction précise également la composition de cette instance (les membres permanents, associés et experts) et fixe son organisation interne (secrétariat, comités, groupes de travail spécifiques...).

Dans une seconde partie, l'instruction décrit le périmètre d'intervention du COLDEN.

Il est souligné que cette instance a vocation à "mettre en place des stratégies mobilisant l'ensemble des leviers d'action administratif et judiciaires et à permettre la mise en oeuvre de sanctions tant administratives que pénales". Les missions du COLDEN, telles qu'énoncées par le décret du 13 septembre 2023, sont développées de manière très détaillée. L'instruction précise également la composition de cette instance et fixe son organisation interne.

Enfin, dans une troisième partie, l'instruction définit les objectifs, composition et organisation de la réunion annuelle des membres permanents de la MISEN et du COLDEN, lors de laquelle est assurée l'articulation des missions de ces deux instances.

Circulaire de politique pénale du 9 octobre 2023 en matière de justice pénale environnementale

La circulaire de politique pénale en date du 9 octobre 2023 (publiée le 10 octobre 2023) précise les moyens mis en oeuvre en vue de permettre le développement du contentieux pénal environnemental. Elle rappelle le caractère technique et hétérogène de ce contentieux, qui nécessite une réponse pénale adaptée à ces spécificités.

Cette circulaire affiche dès lors un triple objectif :

- Renforcer la coordination de l'action administrative et judiciaire à travers le déploiement des comités opérationnels de lutte contre la délinquance environnementale (COLDEN)

La circulaire s'inscrit dans le prolongement, d'une part, du décret n°2023-876 du 13 septembre 2023 institutionnalisant les Comités opérationnels de lutte contre la délinquance environnementale (**COLDEN**) et,

d'autre part, de l'instruction du Gouvernement du 16 septembre 2023, qui détaille le fonctionnement des COLDEN, aux côtés de celui des missions inter-services de l'eau et de la nature (**MISEN**).

En effet, la circulaire complète ce dispositif en donnant aux COLDEN les missions suivantes:

- assurer une coordination effective entre les autorités administratives et judiciaires (ce qui faisait jusqu'à présent défaut);
- recenser les problématiques environnementales propres à un territoire et définir les réponses à y apporter, en orientant, en accompagnant et en structurant l'action des services d'enquête.

La circulaire souligne également que la coordination passera par le fait, pour les services enquêteurs, d'informer à la fois le parquet dont ils dépendent et le parquet du Pôle Régional Environnemental (**PRE**) compétent.

- Renforcer l'efficacité des enquêtes judiciaires traitant des atteintes à l'environnement

La circulaire insiste sur la nécessité d'identifier rapidement les services d'enquêtes les plus compétents et de disposer d'un cadre juridique plus efficient pour mener les investigations. Elle propose ainsi les mesures suivantes :

- développer le recours à la cosaisine, qui permettra aux services d'enquête de police ou de gendarmerie, pour les contentieux environnementaux pointus, d'intervenir avec des fonctionnaires et agents habilités des administrations spécialisés disposant d'une expertise environnementale ;
 - relever, dès que possible, l'existence de circonstances aggravantes de bande organisée afin de renforcer les sanctions mais également de mobiliser des techniques spéciales d'enquête plus efficaces (surveillance, infiltration, sonorisation, interception de correspondances...) ;
 - poursuivre les actions de formation des magistrats ainsi que des fonctionnaires et agents des administrations spécialisées.
- Mise en œuvre d'une réponse pénale ferme et adaptée en matière environnementale

La circulaire préconise de :

- accroître le recours à la convention judiciaire d'intérêt public environnementales (CJIPE), créée par la loi n° 2020-1672 du 24 décembre 2020, chaque fois que cela s'avère opportun;
- imposer de manière systématique la remise en état de l'environnement, l'objectif de cette remise en état (que ce soit en réparation ou compensation) étant l'absence de perte nette de biodiversité ;
- fixer une amende pénale, proportionnée et dissuasive, qui doit être envisagée comme une sanction autonome ;
- privilégier une réponse pénale pédagogique (via des stages de citoyenneté à contenu spécialisé ou du travail d'intérêt général à vocation écologique) pour les infractions de basse intensité n'ayant pas entraîné de dommages environnementaux graves et irréversibles.
- relever de manière systématique les infractions de faux et d'usage de faux lorsqu'elles sont constituées, ce qui est fréquemment le cas, notamment dans l'hypothèse de trafic de déchets ou de trafic d'espèces animales protégées.

6.10 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m3/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 45001:

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc.). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un

consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité réglementaire des rejets :

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5

millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Equivalent-habitant :

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ✓ le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- ✓ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution...)).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

MES :

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'utilisateur ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Taux d'impayés [P257.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

6.11 Autres annexes

Arrêtés d'autorisation de déversement sans convention :

Nom de l'industriel	Adresse	Ville	Activité	Date d'effet
Au Roi des Gourmets	73, rue de Metz	Le Touquet	Restauration traditionnelle	25-avr.-2016
Au Vieux Port	11, Place du GI De Gaulle	Etaples	Restauration traditionnelle	27-mars-2012
Aux Pêcheurs d'Etaples	Quai de la Canche	Etaples	Restauration traditionnelle	27-mars-2012
Bar restaurant de La Plage	Bd de la Manche	Merlimont	Restauration traditionnelle	15-déc.-2015
Boulangerie Nicolas	671, av. d'Etaples	Cucq	Boulangerie / Pâtisserie	25-nov.-2015
Brasserie Chez Philippe	194, av. Maxence Van Der Meerch	Cucq	Restauration traditionnelle	25-nov.-2015
Buffalo Grill	121, av. de L'Europe	Cucq	Restauration traditionnelle	4-nov.-2011
Cabinet Dentaire	117, rue Auguste Biblocq	Merlimont	Pratique Dentaire	15-déc.-2015
Casino Barrière	Av. de l'Ermitage	Le Touquet	Loisirs	25-févr.-2016
Clinique des Acacias	175, imp. Montor	Cucq	Hospitalières	25-avr.-2016
Como Resto (Italina)	79, rue de Metz	Le Touquet	Restauration traditionnelle	25-févr.-2016
Don Pancho	1, rue Adolphe Bigot	Etaples	Restauration traditionnelle	27-mars-2012
Friterie Au Doyen	1752, Bd Edmond Labrasse	Cucq	Restauration traditionnelle	25-nov.-2015
Hippopotamus	Bd Thierry Sabine	Le Touquet	Restauration traditionnelle	25-févr.-2016
Holiday Inn Resort	Av. Du Maréchal Foch	Le Touquet	Hôtels et hébergement similaire	24-avr.-2016
Hôtel Casela	561, av. d'Etaples	Cucq	Hôtels et hébergement similaire	25-nov.-2015
Hôtel des Voyageurs	Place de La Gare	Etaples	Hôtels et hébergement similaire	27-mars-2012
Hôtel Kyriad	CD 940	Etaples	Hôtels et hébergement similaire	27-mars-2012
IZMIR	29, rue de Rosamel	Etaples	Restauration de type rapide	27-mars-2012
Le Charles VIII	19, rue d'Hérambault	Etaples	Hôtels et hébergement similaire	8-févr.-2012
Le Ch'Ti Resto	46, av. de la Plage	Merlimont	Restauration traditionnelle	17-mai-2016
Le Resto de Fred	1840, Bd Edmond Labrasse	Cucq	Restauration traditionnelle	25-nov.-2015
Le Rond Point	35, rue de Rosamel	Etaples	Restauration traditionnelle	27-mars-2012

Nom de l'industriel	Adresse	Ville	Activité	Date d'effet
Le Stapula	118, Bd de l'Impératrice	Etaples	Restauration traditionnelle	27-mars-2012
L'Enduro	Bd du Dr Pouget	Le Touquet	Restauration traditionnelle	25-févr.-2016
Les Trois Lanternes	98, Bd de l'Impératrice	Etaples	Restauration traditionnelle	27-mars-2012
LIDL	520, av. d'Etaples	Cucq	Commerce Alimentaire / Supermarché	25-nov.-2015
Mc Donald's Cucq	Rond point d'Etaples	Cucq	Restauration de type rapide	4-nov.-2011
Planète Océan	Quai de la Canche	Etaples	Restauration traditionnelle	27-mars-2012
Poissonnerie Ledoux Père et Fils	1239, Bd Edmond Labrasse	Cucq	Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé	25-nov.-2015
Résidence La Fontaine Médicis	360, av. de l'Europe	Cucq	Hébergement médicalisé pour personnes âgées	4-nov.-2011
Restaurant La Petite Auberge	933, av. de la Libération	Cucq	Restauration traditionnelle	25-nov.-2015
Restaurant l'Ambiance	80, av. de la Plage	Merlimont	Restauration traditionnelle	15-déc.-2015
Restaurant Le Saint-Jean	18, rue Saint Jean	Le Touquet	Restauration traditionnelle	25-avr.-2016
Restaurant l'Escale	56, av. de la Plage	Merlimont	Restauration traditionnelle	15-déc.-2015
Restaurant scolaire	60, Chemin Michel	Cucq	Restauration collective sous contrat	25-nov.-2015
Salle Communale Les Coquelicots	Rue Emile Grevet	Cucq	Salle Communale	25-nov.-2015
SARL Brianchon (Boucherie)	503, av. d'Etaples	Cucq	Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé	25-avr.-2016
Station du Pneu (Point S)	790, av. d'Etaples	Cucq	Commerce de détail d'équipements automobiles	4-nov.-2011

Ressourcer le monde

Veolia

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

www.veolia.com